

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO SANTÉ
BRONCHIOLITE, FAUT-IL
VACCINER LA MÈRE
OU L'ENFANT ? PAGES 19 ET 20

JEAN-MICHEL BLANQUER
« JE SUIS UNE CIBLE POUR CEUX QUI
CONFONDENT LUTTE CONTRE L'ISLAMISME
ET "ISLAMOPHOBIE" » PAGE 22



RN
Comment Marine
Le Pen veut placer
Michel Barnier
« sous surveillance »
PAGE 8

GÉORGIE
Salomé
Zourabichvili :
« Cette élection sera
un référendum
sur l'avenir européen
de notre pays »
PAGES 12 ET 13

ÉTATS-UNIS
Donald Trump
cherche
désespérément
la parade contre
Kamala Harris
PAGE 10

IMMIGRATION
Les centres
de rétention saturés
par des Algériens
qui ne partent pas
PAGE 14

ÉDUCATION
Le boom
des écoles privées
hors contrat,
reflet des attentes
sociétales PAGE 15

EXPOSITIONS
De Jusepe
de Ribera
à l'arte povera,
du Bénin à la Chine,
une rentrée
bouillonnante
pour l'art
PAGES 34 ET 35

**CHAMPS
LIBRES**

• Les chroniques
de Nicolas Bavarez
et de Samuel
Fitoussi PAGE 23

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de samedi :**
Les LR doivent-ils
participer au
gouvernement Barnier ?

OUI 88% NON 12%

VOTANTS : 189 652

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Les Jeux de Paris 2024
ont-ils amélioré l'image
de la France ?

KOMOKVM - STOCK ADOBE.COM -
ILLUSTRATION : FABIEN CLAIREFOND

Budget 2025 : Michel Barnier déjà au pied du mur

Le premier ministre doit s'atteler à la loi de finances, tandis que le déficit de la France s'aggrave. Il doit ensuite faire voter son projet par l'Assemblée nationale, où aucune majorité ne lui est assurée.

Alors que le déficit public continue à dérapage - il atteindra 6,2 % du PIB en 2025 si rien n'est fait -, Michel Barnier va devoir ramener au plus vite de l'ordre dans les comptes. Il y a urgence car la France, déjà épinglée par Bruxelles pour déficit excessif, voit s'éloigner son objectif de passer sous la barre des 3 % en 2027, qui marquerait son retour dans les coudes des règles européennes. Face à cette situation délicate, il faudra au premier ministre une habileté politique extrême pour faire adopter le budget 2025 dans une Assemblée, plus divisée que jamais. S'il peut faire passer le texte au forceps, en déclenchant l'article 49.3, maintes fois utilisé par Elisabeth Borne, il lui faudra éviter d'être renversé par une motion de censure. Alors que le NFP a déjà affirmé sa volonté de faire tomber le gouvernement, le RN, fort de ses 142 députés, se retrouve plus que jamais en position d'arbitre.

→ LE CENTRISTE CHARLES DE COURSON, UN ESPRIT LIBRE, HOMME CLÉ DES DÉBATS → SUR UNE LIGNE DE CRÊTE, MICHEL BARNIER VEUT IMPRIMER SA MARQUE → JUSTICE DES MINEURS : GABRIEL ATTAL LAISSE UN PROJET DE LOI ASSEZ AVANCÉ À SON SUCCESSIONNIAIRE PAGES 2 À 8, 23 ET L'ÉDITORIAL



Paris 2024, un été olympique qui s'achève sur un bilan exceptionnel

Succès sportif, ambiance de folie, organisation millimétrée... La séquence des Jeux olympiques et paralympiques, qui vient de s'achever, a été une réussite complète. Ceux-ci laisseront des souvenirs précieux et un héritage solide. PAGES 16 À 18

Baisse des prix de l'énergie : le grand soulagement des consommateurs

Carburants, électricité, gaz... Les prix de l'énergie sont revenus à leur plus bas depuis deux ans, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs. Cette accalmie sur le front des tarifs - à un niveau cependant plus élevé qu'avant la crise de 2022 - est une bonne nouvelle à la fois pour les particuliers et les entreprises, dont les plus petites qui n'ont pas pu bénéficier du bouclier tarifaire. Le mouvement devrait se poursuivre sur le marché de l'électricité dans les prochains mois. Cette baisse des prix représente cependant un défi pour EDF, qui doit soutenir la demande pour financer les nouvelles capacités de production. PAGES 26 ET 27

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capelle

À l'assaut de l'Everest

Tous les montagnards, dit-on, caressent au fond d'eux-mêmes le rêve ultime de gravir l'Everest. C'est à peu de chose près le défi politique qui s'impose à Michel Barnier, au moment de s'attaquer au budget 2025. D'un côté, le dérapage incontrôlé des finances publiques ces derniers mois exige de toute urgence un plan de redressement massif : censé se réduire cette année, le déficit, déjà abyssal (5,5 % du PIB !), se creuse désormais dans des proportions jamais vues. De l'autre, les trois quarts des députés nouvellement élus soutiennent des programmes où la dépense inconsidérée tient lieu de politique économique : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des salaires, embauches dans la fonction publique... Autant demander à un père Fouettard de faire régner l'ordre dans une foire à la saucisse. Dans l'immédiat, on s'agrippe aux bouées de sauvetage. Encore une minute monsieur le bourreau : le gouvernement demande à Bruxelles un délai pour présenter un plan de redressement étalé sur un temps long. Quant à lui, le président de la Cour des comptes, qui n'avait pas de mots assez durs pour décrire le naufrage financier français, recommande à

présent de s'y prendre avec modération, sans brutalité. Tant de précautions étaient-elles nécessaires ? Malgré toutes ses bonnes intentions, on imagine mal le premier ministre décréter un grand soir budgétaire qui serait aussitôt censuré. Le sage Jacques de Larosière, qui en a vu d'autres à la tête des plus grandes institutions, estime possible, dans un pays aussi suradministré que le nôtre, de trouver 200 milliards d'économies en dix ans sans toucher aux dépenses sociales. Son analyse rejoint celle des organismes les plus sérieux qui se sont penchés sur le cas français. Dans leur monde parallèle, les parlementaires élus en juillet pensent avoir raison contre tous. Il est donc fort à craindre que l'on s'en tienne aux tièdes potions qui nous ont conduits où nous en sommes : aucun plan d'économies, mais un recours pavlovien à l'impôt, en commençant par les entreprises. Et les mêmes causes produiront les mêmes effets. ■

Famille de
L'orgeril
1620

L'Élégance en Languedoc

www.lorgeril.wine

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Entre la délicate composition du gouvernement et la menace d'une motion de censure lancée par la gauche, Michel Barnier doit encore affronter sa véritable épreuve du feu : le budget. Si le négociateur du Brexit parvient à faire passer ce texte crucial, il s'ouvrira un peu de longévité en démontrant qu'il peut avancer, malgré tout, dans le paysage morcelé de l'Assemblée. Dans le cas contraire, son passage à Matignon sera encore plus rapide que celui de Gabriel Attal.

Le nouveau chef du gouvernement le sait, la question des finances publiques fera ou défera son avenir politique. « On attend d'un premier ministre qu'il dise la vérité sur la dette financière », a-t-il déclaré, avec une pointe de reproche, sur le perron de Matignon devant son prédécesseur.

Car l'heure est grave. La semaine dernière, une note du Trésor, transmise au Parlement, a révélé que la situation budgétaire est encore plus sombre qu'on ne le pensait. L'année dernière, le déficit avait déjà dérapé à 5,5 % du PIB, un chiffre inédit hors période de crise. Le gouvernement s'était engagé à le ramener à 5,1 % dès cette année. Mais, selon les derniers calculs de Bercy, le déficit pourrait exploser à 5,6 % du PIB « si rien n'est fait ». Pire, il pourrait plonger à 6,2 % en 2025 - au lieu de 4,1 % prévus dans la trajectoire budgétaire - si l'on ne trouve pas 60 milliards d'euros d'économies. Alors que la France est déjà sous le coup d'une procédure pour déficit excessif à Bruxelles, « la première chose sur laquelle le nouveau premier ministre va devoir trancher, c'est s'il veut maintenir l'objectif de repasser sous les 3 % de déficit d'ici à 2027 », analyse un conseiller gouvernemental.

Les bouchées doubles

La question est d'autant plus urgente que la France accumule les retards. Samedi, Bercy a annoncé avoir demandé un délai supplémentaire à la Commission européenne pour l'envoi de son plan de réduction du déficit public, qui devait initialement être transmis d'ici au 20 septembre. « La France a demandé une telle prolongation » pour « assurer une cohérence entre le plan et le projet de loi de finances 2025 », justifie Bercy. Le projet de loi de finances (PLF), censé être présenté à l'Assemblée le 1^{er} octobre, pourrait lui aussi connaître une quinzaine de jours de retard.

Le premier ministre, qui souhaite apporter sa « valeur ajoutée » aux textes préparés par Gabriel Attal, va devoir mettre les bouchées doubles. Si l'ancien commissaire européen décide de respecter aussi tout ce possible les règles européennes de déficit, il sera contraint d'inscrire dans le budget 2025 des dizaines de milliards d'euros d'économies. Mais l'objectif d'un déficit de 3 % en 2027 semble de plus en plus s'éloigner, car il nécessiterait, selon le Trésor, 110 milliards d'économies en trois ans. « C'est brutal, c'est difficilement faisable politiquement, peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent », a jugé le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici dans une interview au

Le budget, une première bataille décisive pour Michel Barnier

Julie Ruiz Perez

Alors que le déficit dérape, le premier ministre va devoir déployer des trésors d'habileté pour faire passer le texte dans une Assemblée divisée.



Pour son premier déplacement en tant que premier ministre, Michel Barnier (au centre) a rendu une visite symbolique aux urgences de l'hôpital Necker, samedi à Paris, SERGE TENANI / HANS LUCAS VIA REUTERS

Parisen, estimant la trajectoire « caduque », car « devenue peu vraisemblable et pas forcément souhaitable ».

Pour autant, Michel Barnier, va devoir s'atteler à trouver des économies. Ses alliés l'exigent. Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, a rappelé la nécessité de ramener « de l'ordre dans les comptes ». Et si cette priorité n'était pas respectée, Laurent Wauquiez, chef du groupe LR à l'Assemblée, a menacé de devoir « prendre des décisions ». Jusqu'à voter contre le budget ? Ou voter la censure ? La question reste en suspens. Le groupe Renaissance lui-même a indiqué que son soutien n'était pas « inconditionnel ». « Nous voulons un respect de la politique fiscale et budgétaire menée jusqu'à présent, décrypte un député de la majorité. Nous ne voulons pas contribuer à la dégradation des comptes, mais nous refuserons les solutions qui passent par des hausses d'im-

pôts ». Ainsi, rien que pour bénéficier du soutien de LR et de Renaissance, le premier ministre va devoir bâtir un budget qui tranche dans la dépense publique. Michel Barnier l'a bien compris. « Je vais m'y efforcer, avec les différents ministres qui seront nommés, de mieux maîtriser, de mieux utiliser l'argent public », a-t-il déclaré ce vendredi. Un exercice périlleux. « En France, on pourrait presque faire un gouvernement d'union nationale sur des dépenses supplémentaires. Mais, quand il s'agit de proposer des économies concrètes, ce ne sont jamais les bonnes », rappelle un initié.

«Préserver les services publics»

Du côté des oppositions, le Nouveau Front populaire (NFP) a d'ores et déjà annoncé qu'il déposerait une motion de censure - qui a peu de chances d'aboutir - pour l'ouverture de la session parle-

mentaire, c'est-à-dire avant même le vote du budget. Le premier ministre parviendra-t-il à donner assez de gages à la gauche pour l'amener à ne pas censurer le budget ou s'abstenir de voter contre ? Rien n'est moins sûr, mais Michel Barnier semble prêt à essayer. « Face à cette urgence (celle de l'aggravation en cours du déficit public, NDLR), je ne m'interdis pas une plus grande justice fiscale », a-t-il affirmé vendredi soir, sans plus de précisions.

Autre défi, le premier ministre souhaite « préserver les services publics » notamment ceux liés à la santé. Lors de son premier déplacement au Samu de Necker, à Paris, ce samedi, il a promis « des progrès rapides » dans « les campagnes dans l'offre de soins (...) en même temps qu'on continuera à s'occuper de mieux faire fonctionner l'hôpital, avec les personnels ».

Faire des milliards d'économies, ne

pas augmenter les impôts, aller vers plus de justice fiscale, préserver les services publics... L'équation budgétaire s'annonce très compliquée pour Michel Barnier et son futur gouvernement. Pire encore, une fois le texte présenté, le nouveau chef du gouvernement devra défier les lois des mathématiques pour le faire adopter à l'Assemblée. Pour ce faire, il n'a que deux options. Soit, il obtient une majorité de voix, mais, c'est peu probable, compte tenu de la composition de l'Assemblée. « En France, quand on vote un budget on s'inclut dans la majorité, si on vote contre on est dans l'opposition », résume un politique chevronné. Difficile d'imaginer le Rassemblement national (142 députés avec les alliés d'Éric Ciotti) et plus encore le Nouveau Front populaire (193 députés) vote ce PLF, même si certains au sein de l'ancienne majorité veulent croire que des abstentions sont possibles, en fonction de son contenu. Autre solution : le passage en force, en dégainant l'article 49.3. Mais pour cela, le premier ministre doit convaincre une majorité de députés (au moins 289) de ne pas voter la motion de censure qui s'ensuivrait.

EN CHIFFRES

110 milliards d'euros d'économies

Effort nécessaire dans les trois prochaines années pour ramener le déficit sous les 3 % du PIB en 2027.

6,2 % du PIB

Niveau du déficit public en 2025 « si rien n'est fait », selon une note du Trésor.

Alors que le NFP est bien décidé à faire tomber le gouvernement Barnier, le Rassemblement national (RN) semble amener à jouer plus que jamais le rôle d'arbitre. Marine Le Pen a salué la recherche du « compromis » entreprise par Michel Barnier, mais « nous n'accordons pas de blanc-seing, a-t-elle déclaré dimanche depuis son fief d'Hénin-Beaumont, où elle faisait sa rentrée. Si au fil des semaines, les Français devaient à nouveau être oubliés ou maltraités, nous n'hésiterons pas à censurer le gouvernement ».

En outre, « si (Michel Barnier) utilise le 49.3, je pense qu'il aura beaucoup de difficultés avec nous », a prévenu le député RN Jean-Philippe Tanguy sur le plateau de BFMTV. Le RN pourrait-il aller jusqu'à voter une motion de censure avec la gauche sur le budget pour faire tomber le nouveau gouvernement ? « Rien n'est automatique », a répondu Marine Le Pen dans un entretien à La Tribune dimanche. Les pessimistes au sein du camp Macron pensent toutefois que ce scénario demeure plausible. « En réalité, que ce soit le NFP ou le RN, les oppositions ont intérêt à faire tomber le nouveau premier ministre sur le PLF pour faire durer la crise institutionnelle », conclut l'un d'eux. ■

Le centriste Charles de Courson, un esprit libre, homme clé des débats

Anne de Guigné

Ce sera l'un des tout premiers coups de fil du prochain locataire de Bercy. Sans l'appui du rapporteur général du budget, le projet de loi de finances que le ministère de l'Économie voit devoir finaliser aura bien peu de chance de sortir indemne des discussions parlementaires. Sur le papier, Charles de Courson, 72 ans, est l'homme de la situation. Député depuis 1993, ce travailleur acharné, voué corps et âme à l'Assemblée et à sa circonscription de la Marne, a toujours fait du redressement des finances publiques son cheval de bataille. Sans être proches, lui et Michel Barnier se croisent depuis des décennies.

Cette trajectoire rectiligne a toutefois subi une étonnante inflexion il y a dix-huit mois : le député s'est affirmé à l'Assemblée comme l'un des plus virulents opposants à la réforme des retraites. « La commission des finances de l'Assemblée nationale est désormais dirigée par deux insoumis », a tancé l'élus du Val-de-Marne Mathieu Lefèvre, lors de l'élection de De Courson, qui a rejoint le groupe hétéroclite Liot, au poste de

rapporteur du budget en même temps que le député LFI Éric Coquerel était élu à la présidence de la commission. « Je ne reconnais plus ses idées, modère son ami Gilles Carrez, ex-député LR. Je pense que ses critiques sont liées à sa détestation absolue du comportement autocratique d'Emmanuel Macron. »

L'intéressé, lui, s'agace : « Je n'ai jamais changé, j'ai toujours été un centriste de droite ». Pourquoi ce libéral proeuropéen n'a-t-il pas alors travaillé avec Emmanuel Macron ? La question suscite une salve immédiate de récriminations. Disciple de Tocqueville, dont un portrait orne son bureau, Courson défend « la décentralisation, les libertés locales, la subsidiarité, les corps intermédiaires... » quand le président serait un centralisateur étatique. La question sociale lui semble ensuite un point de dissension irrémédiable. « Je suis né dans une famille fort riche, mais chez nous tout le monde pouvait venir. Emmanuel Macron, lui, n'a jamais consacré une heure de sa vie aux autres », s'étrangle-t-il.

Troisième désaccord : la gestion des finances publiques. « En 2017, Bruno Le Maire disait qu'il fallait 20 milliards d'économies par an, ils en ont fait 7 milliards les deux premières années, ensuite



Député de la Marne depuis 1993, Charles de Courson siège à la commission des finances de l'Assemblée nationale où il a été élu, le 20 juillet, rapporteur général du budget. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

plus rien. » Charles de Courson défendra-t-il, lui, un budget de redressement des comptes ? L'élus sait bien que le pays n'a pas d'autres choix. « Je ne suis pas hostile par principe à une hausse de la fiscalité, tient-il aussi à préciser. On ne peut pas exiger un effort du peuple

français par la réduction des dépenses, sans donner des gages d'une certaine justice sociale. » Pour le moment, il a demandé aux différents groupes de la commission des finances de hiérarchiser leurs priorités sur le volet fiscal.

D'une courtoisie irréprochable

Charles de Courson a longtemps été la « mascotte » respectée de ce cénacle. Impeccable sur la technique, d'une courtoisie irréprochable avec tous et particulièrement les députés de gauche, battant froid les diners parisiens, le centriste au look désuet incarnait une espèce rare au Palais Bourbon : la version moine-soldat du démocrate-chrétien. En début de mandat, les nouveaux élus de tous bords venaient se former aux enjeux des finances publiques auprès de l'énarque, ancien de la Cour des comptes et de la Direction du budget. L'ambiance a changé en 2017 avec les jeunes députés En marche ! rapidement fatigués par ses longues explications, il est vrai, un pain péremptoire.

Avant même l'épisode des retraites, ses attaques incessantes contre l'exécutif n'avaient pas favorisé le rapprochement. L'élus s'en moque. « Sa connaissance hors norme des finances publiques

aurait dû le qualifier depuis longtemps pour un poste de ministre du Budget, mais aucun premier ministre n'a voulu s'embarrasser d'une personnalité aussi indépendante, avance son ami Patrick Stefanini, conseiller de l'ombre des politiques de droite depuis des décennies. Charles est parfaitement réfractaire à tout esprit de chapelle. À partir des chiffres et des faits, il se forge ses convictions et elles deviennent inébranlables. » Pendant leurs années communes à l'ENA, les deux hommes se rendirent ensemble en pèlerinage à Chartres. Marqué par la foi de son camarade, Stefanini lui a demandé d'être le parrain de son fils. Sur ce registre des « convictions personnelles », Courson ne s'étend pas.

Il évoque en revanche volontiers celui qui a guidé sa vocation : son grand-père maternel, l'un des rares députés en 1940 qui ne vota pas, malgré les pressions, les pleins pouvoirs à Pétain, et mourut quelques années plus tard dans un camp de concentration. Cette tragédie a forgé chez le petit-fils une conviction : on peut avoir raison seul contre tous. À l'évocation de cette figure, sa voix se noue et c'est dans un sanglot qu'il prévient : « Il n'est pas né celui qui me dira comment je dois voter. » ■

16 ANS
GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Déployer des experts en patrimoine près de vous, voilà comment on fait grandir vos idées.

Nos banquiers patrimoniaux vous
accompagnent pour chercher
à développer, protéger ou
transmettre votre patrimoine.



Rendez-vous en agence, sur [sg.fr](https://www.sg.fr) et au **3955** service gratuit
+ prix appel*

*3955 (service gratuit + prix appel) : des conseillers vous répondent du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 8h à 19h (sauf jours fériés). Tarifs au 04/02/2024.
Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493
(www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

Sur une ligne de crête, Michel Barnier veut imprimer sa marque

Emmanuel Gallero
et Tristan Quinault-Maupoli

En poursuivant les consultations pour composer un gouvernement, le premier ministre souligne ses priorités avant un discours de politique générale qu'il souhaite prononcer début octobre.

Ne surtout pas promettre la lune, mais s'engager à traiter les urgences du pays. Depuis son installation au poste de premier ministre, Michel Barnier s'applique à faire ce qu'il a annoncé, dès jeudi, sur le perron de l'hôtel de Matignon. Sous la pression des manœuvres qui se multiplient en coulisses concernant la composition du gouvernement, il peaufine son équipe de travail, poursuit ses consultations et choisit un premier déplacement symbolique à l'hôpital Necker à Paris, avant de participer, dimanche soir, à la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques.

Il aurait très bien pu ouvrir son mandat sur un autre marqueur, comme celui de l'éducation, mais le nouveau premier ministre s'est emparé du thème sensible de la santé pour souligner son attachement à la question des services publics, sans oublier de pointer l'obligation de trouver des économies. À l'issue de cette visite, Michel Barnier a pris l'engagement d'améliorer l'offre de soins sans tarder, mais il a indiqué que les précisions sur la manière de financer ses nouvelles orientations seraient exposées dans son discours de politique générale, début octobre.

Après cette immersion de deux heures aux urgences de l'hôpital Necker, Michel Barnier donne l'impression de vouloir imprimer une marque. Il salue le « professionnalisme » des personnels et désigne la santé publique comme l'une de ses « priorités ». Il renouvelle ses messages sur le « respect » des interlocuteurs et sur la manière dont il veut gouverner. « Moi, je ne suis pas là pour faire des effets d'annonce, ni pour faire de l'esbroufe. D'ailleurs, je n'en ferai pas tout au long de mon mandat de premier ministre. Ce n'est pas mon tempérament. Mais il y a deux choses auxquelles je crois : il faut comprendre pour agir – et l'on ne comprend pas toujours bien ou mieux en lisant des notes –, on comprend mieux en écoutant les gens, en les respectant », insiste-t-il.

Ne perdant pas de vue la complexité budgétaire du moment, Michel Barnier croit cependant néanmoins de « mieux gérer l'argent public » en allant chercher de « l'efficacité ». « La situation est très grave. Je ne veux pas augmenter la dette financière sur nos générations futures, ni la dette écologique. » Enfin, se gardant de susciter une attente impossible à satisfaire, le premier ministre prévient : « Si vous tombez sur un premier ministre qui vous dit qu'il va faire des miracles, méfiez-vous. Moi, je ne suis pas là pour raconter des histoires aux gens... Mais sans faire des miracles, on peut faire des progrès. Demandez-moi de faire des progrès. »

Samedi matin, Michel Barnier a eu un échange avec Élisabeth Borne avant de déjeuner à l'Assemblée avec la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet. Cette dernière plaide pour une reprise des travaux via une session extraordinaire, mais le premier ministre n'aurait pas intérêt à précipiter les choses tant qu'il n'a pas atterri sur la composition de son gouvernement et trouvé le bon dosage entre LR, macronistes et des figures de gauche. Dimanche en fin de matinée, il a également



Yaël Braun-Pivet accueille Michel Barnier à l'Assemblée nationale, samedi.

reçu les représentants d'Horizons, dont l'ex-premier ministre, Édouard Philippe, puis s'est entretenu avec le président du MoDem, François Bayou, à 15 heures.

Côté Horizons, un constat de « convergence d'analyse globale » a été établi. « À partir de là, on ne peut pas exclure une participation au gouvernement. La porte est ouverte, mais il n'y a pas de oui automatique », note un conseiller. Pour le MoDem, François Bayou a confirmé, dimanche, une participation des centristes dans le prochain gouvernement. Mais un imbroglio a surgi dans le camp présidentiel concernant la présence du premier ministre aux journées parlementaires de Renaissance et d'Horizons, prévues cette semaine. Les discussions internes ont carrément viré au casse-tête chez les cadres macronistes. Il est d'usage que le chef du gouvernement participe à ces journées, mais les élus de Renaissance, qui se retrouveront à Rosny-sur-Seine (Yvelines), ont tergiversé sur la ligne à suivre. Une incertitude qui illustre sans doute la difficulté mise en place de « la coexistence exigeante » imaginée par Emmanuel Macron.

« Chacun sera à sa place »

Du côté du Rassemblement national, Jordan Bardella a pointé, samedi, un premier ministre « sous surveillance », quand Marine Le Pen, le lendemain, à Hénin-Beaumont, a précisé qu'il ne serait pas « très raisonnable d'effectuer une censure » après le discours de politique générale de Michel Barnier.

À droite, où l'on encourage le nouvel hôte de Matignon à trouver les moyens d'agir, on pourrait croire que les planètes s'alignent plutôt favorablement : Les Républicains ont décroché Matignon, leur groupe de 47 députés occupe une place centrale, Michel Barnier est accueilli favorablement par les Français (le sondage Ifop paru dimanche dans *Le JDD* mesure 52% de satisfais), son premier discours a été apprécié et, incroyablement hasard de calendrier, les députés et les sénateurs LR ont programmé leurs rentrées parlementaires sur les terres savoyardes de Michel Barnier, à Aix-les-Bains et Annecy, dès mercredi.

Mais Michel Barnier sait que ses amis attendront d'y voir plus clair avant de s'engager. Dans l'entourage de Laurent

Wauquiez, on défend une position de prudence. « Nous n'avons pas de grands doutes sur la clarté des orientations du premier ministre, mais soyons lucides. La réalité, c'est qu'il n'y a pas de majorité absolue barniériste et qu'il devra composer, notamment avec les groupes macronistes, voire la gauche. Donc, nous voulons être certains de pouvoir partager un bilan avant de nous engager. C'est la réserve. »

Quand le premier ministre se défend de vouloir bâtir un gouvernement de droite, comme il l'a dit vendredi soir sur TF1, les LR estiment qu'il prend simplement la mesure d'une réalité, mais ils attendent de savoir si cette équipe composite pourra assumer les orientations promises. « Dans cette situation inédite, les jeux politiques partisans s'effacent, mais ne pas prendre la mesure des urgences condamnerait le gouvernement », met en garde Bruno Retailleau au Sénat. La droite attend donc une feuille de route, en répétant que la seule manière de sortir du blocage politique actuel, lié à l'impossibilité de dégager une majorité à l'Assemblée, impose de respecter les attentes des Français exprimées au 1^{er} tour de la présidentielle. Un parlementaire insiste : « Le travail doit payer plus que l'assistant, il faut rétablir l'ordre, réduire l'immigration, restaurer les comptes publics... C'est cette politique qu'ils veulent, pas une autre. Et il y a une majorité en France aujourd'hui pour rétablir l'ordre républicain. »

Les LR, vers lesquels Michel Barnier a prévu de revenir, ont-ils déjà avancé des noms de ministres pour agir ? « À ce stade, il n'est pas question de parler de la composition du gouvernement. » On fait aussi comprendre que l'on restera très attentif au casting. « Si l'on envisage d'ajouter une politique très ferme sur l'immigration, ce ne serait évidemment pas une bonne idée de confier le portefeuille au centre gauche. » En attendant, les parlementaires voient circuler des listes de noms avec des attributions correspondantes, mais toutes sont qualifiées de « farfelues », autant à Matignon qu'à l'Élysée.

En sortant de l'hôpital samedi en fin d'après-midi, Michel Barnier s'est fait héler par une femme penchée sur son balcon, au 6^e étage. « Bon courage ! » Le premier ministre a souri. Tout le monde veut savoir comment il pourra gouverner. Selon nos informations, il faut s'attendre à un gouvernement compact, marqué par un renouvellement important où « chacun sera à sa place ». L'affiche pourrait être dévoilée dès la fin de la semaine, voire au début de la semaine suivante. Pour compenser le manque de majorité, Matignon veut engager des actions fortes très rapidement, en misant autant sur une méthode de concertation que sur la qualité des ministres mobilisés. Mais Michel Barnier ne demande qu'une seule chose : « Ne soyez pas trop impatients. » ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

L'esquisse d'un nouveau paysage politique

Faut-il parler d'un « effet Barnier » ? Il est clair que, maintenant qu'il est premier ministre, le seul effet à attendre est celui qui redressera les finances publiques, s'attaquera à l'insécurité, remettra en route les services publics et réglera l'immigration. Mais c'est un fait que, sur le plan politique, la nomination de l'ancien commissaire européen a modifié la donne pour l'ensemble des forces partisanes.

C'est vrai de manière spectaculaire pour la gauche. Elle s'était autoproclamée victorieuse des législatives, et avait installé l'idée que tout choix pour Matignon autre que Lucie Castets relèverait du « déni démocratique », sinon du « coup d'État ». Elle n'a plus aujourd'hui que ses yeux pour pleurer. Ce qui devait être, samedi, un soulèvement populaire permettant, par son ampleur, d'imposer à Emmanuel Macron le verdict supposé des urnes, a viré au fiasco. Même en acceptant les chiffres des organisateurs, on était très loin par exemple des cortèges contre la réforme des retraites. La gauche a raté l'ultime occasion de revendiquer la victoire. Elle doit désormais admettre son statut d'opposition.

Une deuxième chose a changé pour la gauche. Les vertus électorales du Nouveau Front populaire lui avaient permis d'afficher une unité retrouvée ou, à tout le moins, de masquer ses divisions. L'intransigence de ses dirigeants a torpillé l'hypothèse Cazeneuve. L'ancien premier ministre de François Hollande n'était peut-être pas le choix privilégié par Emmanuel Macron, mais le chef de l'État se serait résolu à appeler son ancien collègue. Cette gauche-là a sa part de responsabilité dans le choix d'un premier ministre de droite. Et Olivier Faure ou Marine Tondelier ont beau s'insurger quand on le prétend, ce sont bien des personnalités de gauche qui dénoncent cette responsabilité. À la fureur contre Macron pour n'avoir pas au moins testé l'hypothèse Castets, s'ajoute une fureur contre la posture des dirigeants du NFP. Ce ressentiment va peser sur l'avenir de la gauche.

Le retournement est aussi spectaculaire pour le Rassemblement national. Triomphateur des élections européennes, vainqueur du premier tour des législatives, le parti de Jordan Bardella a été brutalement percuté par le réveil du « front républicain ». Bien que premier groupe au sein de la nouvelle Assemblée nationale, le RN est apparu comme le grand perdant de la séquence, mis au ban par les autres forces partisanes plus qu'il ne l'avait jamais été. En quelques jours, il s'est vu reconnaître le statut de « faiseur de roi » – c'est son absence de veto qui a permis au chef de l'État de préférer Michel Barnier à Xavier Bertrand – et se permet désormais de placer le nouveau premier ministre « sous surveillance ». Sa bienveillance de départ, qui n'a rien à voir, contrairement à ce que prétend la gauche, avec une alliance, est l'une des clés de la viabilité du futur gouvernement. L'exécutif ne pourra pas ignorer, sinon le RN en tant que tel, du moins les attentes de ses électeurs.

La partition n'est plus la même non plus pour la droite. Les Républicains se préparaient à être ceux qui ne bloqueraient pas le pays et n'empêcheraient pas les réformes allant dans le sens qu'ils souhaitaient ; sans plus. Parce que Barnier n'a jamais quitté LR, parce que le cap annoncé semblait clairement à droite, Laurent Wauquiez et ses amis passent progressivement du « soutien sans participation » à une logique explicite de coalition passant inévitablement par une participation, et pas uniquement symbolique, au gouvernement. L'équipe Barnier n'est pas encore formée, mais, déjà, une nouvelle configuration du paysage politique s'esquisse. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Écoutez Guillaume Tabard à 8h10
dans la Matinale de David Abiker avec **LE FIGARO**



Devenons l'énergie qui change tout.

PAUMÉ PEUT-ÊTRE, MAIS BRANCHÉ.

Le groupe EDF déploie, chaque mois, plus de 5 000 points* de charge électrique sur tous les territoires : à la campagne, en ville, sur la route, à domicile, en entreprise ou sur les parkings de centres commerciaux.

RCS PARIS 552 081 377

edf.fr/mobilite-electrique

* Moyenne sur l'année 2023
sur le périmètre France, Angleterre, Belgique, Italie.
Chiffres URD EDF 2023.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Justice des mineurs : Gabriel Attal laisse un projet de loi assez avancé à son successeur

Tristan Quinault-Maupou

Avant de quitter Matignon, l'ancien premier ministre a laissé à Michel Barnier une mouture de ce texte promis depuis près d'un an par l'exécutif macroniste. Même si les sujets les plus explosifs sont encore à finaliser.

Un texte sur les mineurs délinquants s'imposera-t-il dans l'agenda législatif de Michel Barnier ? D'abord évoqué par Elisabeth Borne après les émeutes urbaines de l'été 2023, le projet de loi sur la justice des mineurs a depuis été victime du calendrier politique et de consultations enlisées. En avril dernier, Gabriel Attal promettait d'accélérer sa rédaction pour aboutir à « un sursaut d'autorité » lors d'un discours à Viry-Châtillon. Le passage à tabac et le meurtre de Shemseddine, un collégien de 15 ans, par plusieurs mineurs, venait d'émouvoir le pays et de relancer le débat sur la violence dépeçée des plus jeunes. Les élections européennes puis la dissolution ont ensuite mis sous le boisseau le sujet, bien que des arbitrages devaient être prochainement rendus publics.

Contre cette « forme de délitement, de violence débridée chez des jeunes de plus en plus jeunes, nous avons beaucoup travaillé ces derniers mois avec le gouvernement, les parlementaires, des femmes et des hommes de la société civile », a affirmé Gabriel Attal, jeudi dernier, lors de sa passation de pouvoirs avec Michel Barnier. « Nous avons élaboré un projet de loi qui, je le crois, répond profondément à ce besoin d'autorité. Ce projet de loi devait être présenté cet été, il est sur votre bureau Monsieur le premier ministre », a-t-il dit.

« Nous avons élaboré un projet de loi qui, je le crois, répond profondément à ce besoin d'autorité. Ce projet de loi devait être présenté cet été, il est sur votre bureau monsieur le premier ministre »

Gabriel Attal Lors de la passation de pouvoirs, jeudi, à Matignon

Le texte, « relatif à la responsabilité parentale et à la réponse pénale en matière de délinquance des mineurs », comporte dix articles. Son périmètre a été arrêté le 8 août dernier, selon une note adressée en pleine période de gestion des affaires courantes au premier ministre démissionnaire, consultée par *Le Figaro*. Il met essentiellement l'accent sur les parents en prévoyant une peine de trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende quand leur soustraction à leurs « obligations légales » aboutit à « la commission, par le mineur, de plusieurs crimes ou délits ayant donné lieu à une condamnation définitive ». Une « peine complémentaire de travail d'intérêt général » est également prévue pour ces derniers. Une amende est prévue pour les parents qui ne présentent pas leur enfant à une convocation.

Face à la multiplication des familles monoparentales où l'absence du deuxième parent pèse sur l'éducation des enfants, l'article 4 dispose que « les parents, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont, de plein droit, solidaires responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs ». Le slogan maintes fois répété par Gabriel Attal - « tu casses, tu ré pares ; tu salis, tu nettoies ; tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter » - prend forme à travers l'article 5. Une amende, jusqu'à 1 500 euros, sans passage par le juge, est prévue pour les mineurs de plus de 13 ans qui commettent « un délit puni d'une peine d'emprisonnement d'intérêt inférieure ou égale à 3 ans ». Une obligation « d'accueil de nuit » au sein d'un « établissement de placement éducatif » est créée dans le cadre d'un sursis probatoire ou d'un contrôle judiciaire.

Mais le placement en foyer « pendant une quinzaine de jours » suggéré par Gabriel Attal pour couper « le jeune de ses mauvaises fréquentations » est renvoyé à l'envoi d'une circulaire ou à une autre disposition législative. De la même manière, le texte, tel que laissé sur le bu-

reau de Michel Barnier, n'incorpore pas une « forme de comparution immédiate » pour les plus de 16 ans, évoquée par Gabriel Attal lors d'un déplacement à Valence en mai dernier. « L'ensemble des représentants des professionnels entendus, excepté un syndicat de magistrats minoritaire, sont contre la création d'une comparution immédiate des mineurs », rappelle la note du conseiller justice du premier ministre démissionnaire.

Le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, qui s'est fait l'écho de cette opposition, a alors proposé de faciliter le recours à « l'audience unique » - qui permet de statuer dans une même audience sur la culpabilité du mineur et la sanction - pour « les mineurs déjà connus de la justice » dans un délai d'un mois contre trois actuellement. Il avance aussi la possibilité d'un « placement

en détention provisoire jusqu'à l'audience pour les mineurs de 16 ans et plus, inclusus de la justice, mais ayant commis des faits punis de 7 années d'emprisonnement ». Une solution privilégiée par le conseiller justice de Gabriel Attal qui écrit dans sa note que « si l'idée d'une comparution immédiate est politiquement forte, les écueils constitutionnels pourront conduire » à retenir les suggestions du garde des Sceaux. Ces pistes sont renvoyées à l'adoption d'une autre disposition législative et à la publication d'une circulaire.

Enfin, l'évolution souhaitée de « l'excuse de minorité » n'est pas définitivement rédigée dans ce projet de loi. Le cabinet de Gabriel Attal souligne le tir de barrage que suscite la possibilité d'affaiblir ce principe, qui permet de juger moins sévèrement un mineur

qu'un majeur. « Il est unanimement demandé de conserver le principe d'atténuation de la responsabilité pénale », indique la note consultée par nos soins. Même si de LR au RN, de nombreux élus plaident en faveur d'une réforme. Réticent, le garde des Sceaux a toutefois suggéré la « suppression du caractère "exceptionnel" de l'exclusion de l'atténuation » de la responsabilité pénale pour les mineurs de 16 ans et plus.

« Le plus loin qu'on puisse aller dans le respect de la Constitution », explique aujourd'hui l'entourage de Gabriel Attal au *Figaro*, favorable au retour à « la disposition Sarkozy de 2007 » qui permettait au juge de ne pas avoir à motiver sa décision de ne pas recourir à l'excuse de minorité en cas de récidive. Cette piste, comme celle sur la « comparution immédiate » n'ont pas fait

l'objet d'une nouvelle saisine du Conseil d'État, rappelle la note. Puisque le gouvernement démissionnaire ne le pouvait pas. Ce qui laisse à Michel Barnier le loisir de les déminer pour les réintégrer au texte.

Lors de la passation de pouvoirs, le nouveau premier ministre a accueilli avec un brin de circonspection l'encouragement de son prédécesseur à reprendre les textes laissés en suspens. « Bien sûr, je vais les reprendre (...) et peut-être ajouter ma propre valeur ajoutée », a-t-il suggéré sans s'appesantir. Même si ce sont incontestablement les questions budgétaires qui occuperont les premières semaines de son bail à Matignon. De son côté, Gabriel Attal n'exclut pas de déposer des propositions de loi pour porter à l'Assemblée nationale les arbitrages arrêtés. ■



L'aile gauche de la macronie tente de peser après la nomination de Michel Barnier

Éloïse Cimbidhi

Chacune chaque intervention, le mot « progrès » a résonné toute la journée durant, dans la salle de réception de l'Espace Maison-Blanche, à Châtillon (Hauts-de-Seine), où se tenait ce samedi le « rendez-vous des démocrates et progressistes » organisé par Territoires de progrès (TDP). L'occasion pour le petit parti social-démocrate, fondé en 2020 par d'anciens socialistes et officiellement associé à Renaissance depuis novembre 2022, de faire le point sur l'avenir de l'aile gauche de la macronie. Une introspection bienvenue alors que les troupes de TDP ont fondu comme neige au soleil sous le coup de la dissolution, passant d'une vingtaine de députés à seulement six.

« Nous sommes dans une position qui est très simple. Nous sommes dans la famille présidentielle, nous en sommes l'aile gauche, une gauche de gouvernement », a voulu clarifier Olivier Dussot, ancien ministre du Travail et président de Territoires de progrès, lors d'une session de micros tendus ce samedi. Nous considérons que si d'autres à gauche (...) avaient accepté la responsabilité plutôt que de renier l'un des leurs, peut-être que la configuration serait différente. Ce serait un autre premier ministre », a-t-il regretté alors que l'hypothèse Bernard

Cazeneuve n'a pas été retenue par Emmanuel Macron, face au blocage opposé par le Parti socialiste. Une piste pourtant défendue par la présidente du conseil national de TDP, Agnès Pannier-Runacher, laquelle plaide explicitement pour « un premier ministre de gauche ».

« On a un nouveau premier ministre, c'est une bonne chose, on va pouvoir avancer. Ce premier ministre semble envoyer des signaux d'ouverture, c'est très bien »

Agnès Pannier-Runacher
Présidente du conseil national de TDP

La nomination d'un chef de gouvernement de droite confirmée, la résilience est donc désormais de mise chez les macronistes de gauche, qui se veulent ouverts aux compromis. « On a un nouveau premier ministre, c'est une bonne chose, on va pouvoir avancer. Ce premier ministre semble envoyer des signaux d'ouverture, c'est très bien », a aussi tempéré la ministre déléguée démissionnaire chargée de l'Agriculture. Et Olivier Dussot de relayer la ligne déjà établie par Gabriel Attal au nom de son groupe Ensemble pour la République (ex-Renaissance) à l'Assemblée

nationale : « Aucune volonté de blocage mais pas de soutien inconditionnel » au gouvernement Barnier. L'ancien socialiste en a profité pour acter « un certain nombre de boussolles » chères à son camp : l'égalité des chances, l'émancipation, l'éducation et le travail.

Mais si TDP ne compte plus qu'une demi-douzaine de représentants au sein de l'Hémicycle, « chaque voix va compter dans la future Assemblée », assure un proche d'Agnès Pannier-Runacher. Laquelle continue donc d'inviter la gauche à « peser sur le débat politique », au risque de laisser le champ libre à la droite. Une main tendue au NFP, qui ne masque pourtant pas l'amertume de l'aile gauche du camp présidentiel à l'encontre des socialistes. Aussi, les piques à l'endroit du premier secrétaire du PS ont fusé ce samedi. « Une vertu fait souvent défaut en politique : le courage. (...) Le courage des compromis, n'est-ce pas cher Olivier Faure ? (...) Ici, on ne siffle pas, tout le monde est le bienvenu, n'est-ce pas monsieur Faure ? », a ironisé le vice-président de Territoires de progrès, Benjamin Djiane, en guise d'inauguration de la journée de débats.

Comme un pied de nez au décrié « sectarisme » du Nouveau Front populaire, le raout organisé par le parti progressiste a ouvert ses portes à toutes les composantes du camp présidentiel, mais aussi à quelques socialistes. Ainsi, la ministre sortante MoDem

Sarah El-Haïry a partagé une table ronde avec le député Renaissance David Amiel et la ministre démissionnaire TDP, Fadila Khattabi, tandis que Pierre-Yves Bournazel (Horizons) a eu droit à une prise de parole isolée. Toute une brochette de ministres était également de la partie, à l'instar de Stanislas Guerini, Prisca Thevenot ou Roland Lescure.

Longuement applaudie, Elisabeth Borne, membre de TDP avant d'accéder à Matignon, était elle aussi présente. Rompue à l'art de la négociation avec les oppositions, l'ex-locataire de Matignon n'a pas manqué d'appeler l'ensemble des groupes parlementaires et des partis politiques au « dépassement » et au « compromis » plutôt qu'à « l'affrontement » et à « la posture ». Et alors que la députée du Calvados brigue désormais la présidence de Renaissance, Olivier Dussot a rappelé sa « proximité » avec l'ex-première ministre. Tout en indiquant avoir « beaucoup d'amitié » pour Gabriel Attal, arrivé en extremis à la fin de l'événement, et pressenti pour être lui aussi candidat à la tête du parti présidentiel. « Je pense que les militants se positionneront en leurs âmes et conscience. Il n'y aura pas forcément de position officielle de Territoires de progrès (concernant l'élection à la présidence de Renaissance, NDLR) », a fini par balayer Xavier Lacouvel, délégué général du mouvement. ■



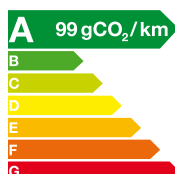
PARTENAIRE OFFICIEL

COMBINONS NOS ÉNERGIES POUR VOUS FAIRE AVANCER



NOUVELLE **SWIFT** HYBRID

La nouvelle Suzuki Swift Hybrid sera présente sur le stand Suzuki
au Village étape finale de La Turballe du 11 au 15 Septembre.
**Ne manquez pas ce magnifique événement de la Solitaire du Figaro Paprec
pour la découvrir !**



Consommations mixtes Suzuki Swift (WLTP) : 4,4 à 4,9 l/100 km. Émissions CO2 cycle mixte (WLTP) : 98 à 111 g/km.

Crédit photo : Alexis Courcoux - Création : dps

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

Comment Marine Le Pen veut placer Michel Barnier «sous surveillance»

Paul Laubacher

La patronne des députés du Rassemblement national et son héritier, le chef du parti, Jordan Bardella, ont affirmé que le nouveau premier ministre était «sous surveillance».

Entre Marine Le Pen et la rangée de caméras et de micros tendus, il y a bien 5 à 6 mètres de distance. Ce dimanche matin, la présidente du groupe parlementaire du Rassemblement national (RN) fait sa rentrée dans son fief, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Elle voulait de l'espace pour déambuler dans la braderie de la commune des Hauts-de-France, tenue par un de ses proches depuis 2014, Steeve Briois, faire quelques selfies, embrasser quelques électrices et saluer les enfants. Tout pourrait porter à croire que Marine Le Pen rentre tranquillement de vacances pour se replonger doucement dans le grand bain de l'Assemblée nationale. Rien n'est plus faux.

La réelle rentrée de Marine Le Pen a eu lieu deux semaines plus tôt, au moment où Emmanuel Macron tentait de trouver un premier ministre qui ne serait pas censuré à la minute par les oppositions à l'Assemblée nationale. La députée RN du Pas-de-Calais a joué un rôle important dans le choix final du chef de l'État pour Matignon. En assurant que ses 126 députés ne censureraient pas d'office Michel Barnier s'il

était nommé, elle ouvrait la porte à l'existence d'un gouvernement dirigé par l'ancien commissaire européen.

A-t-elle rassuré l'Élysée où Emmanuel Macron jeudi dernier, lors d'un coup de téléphone, après la sortie inattendue d'un de ses lieutenants, Jean-Philippe Tanguy, qualifiant Michel Barnier de «stupide»? C'est ce qu'affirme *Le Journal du dimanche* et *Valeurs actuelles*, le premier évoquant même un «deal secret». Selon un proche de Marine Le Pen, «tout est bidon». La patronne des députés RN elle-même assure ne pas avoir eu Emmanuel Macron au téléphone. «Je n'ai pas eu d'échange avec Emmanuel Macron», affirme-t-elle, interrogé par des journalistes en marge de sa déambulation. «Je ne suis pas DRH d'Emmanuel Macron et, par ailleurs, je pense que seul un premier ministre du Rassemblement national peut mettre en œuvre le projet du Rassemblement national», fait-elle valoir. Reste que sans elle, Michel Barnier n'aurait pu être à Matignon. Et que si elle le décidait, en votant une censure de la gauche, elle provoquerait la démission du gouvernement.

Voilà Marine Le Pen dans le rôle inédit - de faiseuse de roi. Mais est-ce le bon rôle pour celle qui a été toujours



Marine Le Pen, dimanche, lors de sa visite de la braderie d'Hénin-Beaumont.

BASTIEN OMBREHANS, LUCAS VIA REUTERS CONNECT

été l'opposante numéro un à Emmanuel Macron, au grand dam des autres forces politiques? Face à la «coexistence exigeante» entre Emmanuel Macron et Michel Barnier, Marine Le Pen et son héritier, le patron du Rassemblement national, Jordan Bardella, ont trouvé

« Nous jugerons ce gouvernement sur les actes, pas seulement sur les paroles »

Marine Le Pen

les mots pour qualifier la relation qu'ils auront avec celui qu'ils ont aidé à installer à Matignon : la «surveillance».

«Je crois qu'à compter de ce jour, M. Barnier est un premier ministre sous surveillance», lance Jordan Bardella, sur TF1, samedi soir, qui pointe : «Nous aurons sans doute un rôle d'arbitre dans

les prochains mois et à compter d'aujourd'hui.» Réplique immédiate de Michel Barnier, alors qu'il était en déplacement à l'hôpital Necker, à Paris : «Moi, je suis sous la surveillance de tous les Français. Le gouvernement est sous la surveillance démocratique de tous les Français et de tous les groupes politiques.»

Jusqu'ou ira cette surveillance? Quelles sont les lignes rouges de Marine Le Pen à l'égard de Michel Barnier? «Je pense qu'il ne serait pas très raisonnable d'effectuer une censure après son discours de politique générale», précise Marine Le Pen, qui précise : «Je pense d'ailleurs qu'il correspondra très certainement, sur un nombre de sujets non négligeables, aux espérances que nous portons.» La présidente du groupe RN au Palais Bourbon laisse entendre qu'elle attend le périlleux examen du budget avant de savoir si ses députés voteront une censure, ou non. «Nous jugerons ce gouvernement

sur les actes, pas seulement sur les paroles», renchérit-elle. En privé, de nombreux proches de Marine Le Pen sont sceptiques sur la viabilité du futur gouvernement de Michel Barnier. «Ça ne passera pas le budget», dit l'un d'eux.

Pour Marine Le Pen, la nomination de Michel Barnier est «sûrement mieux qu'un premier ministre d'extrême gauche, avec son programme délirant et sa haine en bandoulière». Devant ses militants, réunis dans le jardin de sa permanence parlementaire, elle assure : «Nous fournirons nos meilleurs efforts pour contribuer autant que possible à la stabilité de la France et de son Assemblée.» Et de prévenir Michel Barnier : «Nous serons amenés dès les prochaines semaines à indiquer au premier ministre les lignes rouges et les mesures que nous jugeons importantes et dont la prise en compte est indispensable.» Le temps des négociations va commencer. ■



L'ÉQUIPE DE GREG

Décryptages & analyses, supplément fous rires

la chaîne **L'ÉQUIPE**

Bayrou juge «ni possible ni souhaitable» la présence de ministres RN

Célestine Gentilhomme

Parmi les pistes pour résoudre l'infamie équation de Matignon, François Bayrou penchait plutôt pour celle de Bernard Cazeneuve, grand favori de l'été. Le choix présidentiel s'est finalement arrêté jeudi soir sur Michel Barnier, issu des bancs de la droite. Pas de quoi déboussoler le patron du MoDem et allié du chef de l'État : «Je soutiendrai Barnier, je ferai tout ce que je peux pour que ça marche», a-t-il promis ce dimanche sur le plateau du «Grand Jury-RTL-Le Figaro-Public Sénat-M6».

Peu importe si ses troupes n'ont pas semblé franchement emballées par la nomination de l'ancien commissaire européen. «Le monde parlementaire est un monde dans lequel on joue assez facilement au bowling. On lance la boule parce que c'est rigolo d'abattre les quilles», a balayé le maire de Pau (Pyrénées-Atlantiques), qui doit rencontrer ce dimanche après-midi le nouveau premier ministre.

«Image rassurante»

Le haut-commissaire au Plan, qui n'aurait pas refusé une promotion à Matignon, trouve d'ailleurs de nombreux atouts au négociateur du Brexit : «Il va permettre d'élargir la majorité, d'en créer une au Sénat (...). Il a une image rassurante à Bruxelles, c'est très important.» Moins qu'une «cohabitation», le démocrate chrétien voit plutôt une «coresponsabilité» entre Michel Barnier et Emmanuel Macron, dans laquelle les deux hommes exerceront leurs pouvoirs respectifs, délimités par la Constitution.

Il n'empêche, François Bayrou a soumis une première exigence au chef du gouvernement : composer une nouvelle équipe «équilibrée» avec des personnalités venues autant de la droite que de la gauche. Y compris issues des rangs du MoDem, qui comptait quatre membres au sein du gouvernement Attal. «Ça me



François Bayrou, dimanche, sur le plateau du «Grand Jury-RTL-Le Figaro-Public Sénat-M6».

NICOLAS KOVARIK, AGENCE L'ÉQUIPE

semble une évidence», a-t-il appuyé, récusant au passage toute volonté de devenir lui-même ministre.

«Il faut qu'une configuration nouvelle apparaisse, qu'on sente une nouvelle manière d'être pour le gouvernement», a encore plaidé le centriste. Certains ministres démissionnaires, dont Nicole Belloubet à l'Éducation nationale ou Rachida Dati à la Culture, se verraient pourtant bien remplacer, quand d'autres rêvent de décrocher un nouveau portefeuille. Dans son casting rêvé, François Bayrou préfère «de nouveaux visages qui n'étaient pas au gouvernement précédemment».

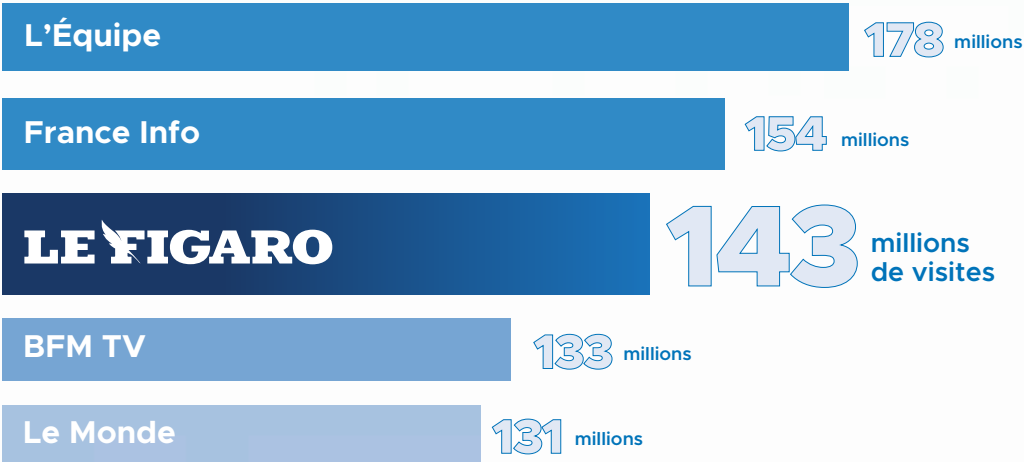
Une nouvelle page qui ne doit toutefois pas s'écrire avec le Rassemblement national (RN), a-t-il estimé. Le président des centristes a ainsi jugé «ni possible ni souhaitable, aujourd'hui» de nommer des ministres issus du parti nationaliste. Au même moment, sur le plateau de BFM, le député RN Jean-Philippe Tanguy a exclu ce dimanche la présence des troupes de Marine Le Pen au sein du prochain gouvernement. ■

Merci à tous nos lecteurs
pour leur confiance en or



Record de fréquentation
pendant les Jeux Olympiques

Nombre de visites entre le 26 juillet et le 11 août



La passe d'armes de Trump avec les vétérans

Adrien Jaulmes
Envoyé spécial à Arlington

La mise en scène de son apparition avec les proches de soldats tués au combat a suscité une controverse sur ses rapports avec les militaires.



Un partisan de Donald Trump passe devant un vétéran de l'armée américaine qui tient des pancartes hostiles à l'ancien président américain, le 30 août, lors d'un meeting de campagne à Johnstown (Pennsylvanie).

La section 60 est la partie du cimetière national d'Arlington où les tombes portent les dates les plus récentes et où sont déposés les bouquets les plus frais. Devant les stèles de marbre blanc alignées sur le gazon vert viennent se recueillir des familles, des veuves avec de jeunes enfants. Ce sont les tombes des soldats morts dans les guerres du 11 Septembre, tués dans des vallées afghanes ou sur les routes du triangle sunnite en Irak. Le cimetière d'Arlington, situé sur une colline arborée juste en face de Washington, sur l'autre rive du Potomac, est un lieu chargé de symboles. C'est là où sont enterrés le Soldat inconnu américain, mort en France pendant la Première Guerre mondiale, et le président Kennedy, ainsi que plus de 400 000 soldats tombés dans tous les conflits de l'Amérique depuis la guerre de Sécession jusqu'à la guerre d'Afghanistan.

Les derniers morts de cette longue guerre sont enterrés dans la dernière rangée de la section 60 : les treize Marines et soldats tués par un kamikaze à Abbey Gate, dans le périmètre de l'aéroport Hamid-Karzai à Kaboul pendant l'évacuation chaotique de la capitale afghane en août 2021. C'est devant cette rangée de stèles qu'un incident a eu lieu la semaine dernière quand Donald Trump est venu à l'invitation des familles déposer une gerbe le jour anniversaire de l'attentat.

En pleine campagne électorale, l'ancien président a tenu à faire de sa présence un événement politique. Trump s'est fait prendre en photo devant les tombes, le pouce levé, le sourire triomphant, en compagnie de membres des familles de deux soldats. Une vidéo de la visite a aussi été filmée, puis partagée par Trump sur TikTok, avec sa voix off qui blâme l'Administration Biden pour le « désastre » du retrait d'Afghanistan. Une gardienne du cimetière serait alors intervenue pour faire respecter les règles en vigueur dans cette partie du cimetière, et rappeler qu'il est interdit de filmer ou de prendre des photos. Une altercation s'est ensuivie. D'après l'armée américaine, la gardienne aurait été poussée par deux membres de l'entourage de Trump, qui ont ignoré ses injonctions.

La campagne de Trump a d'abord nié l'incident, affirmant avoir obtenu l'autorisation d'amener un photographe. Puis elle a reconnu l'altercation, mais accusé la gardienne d'avoir outrepassé ses fonctions. « Les faits sont qu'un photographe privé était autorisé sur les lieux et que, pour une raison inconnue, une personne non identifiée, manifestement sous le coup d'un problème mental, a décidé de bloquer physiquement des membres de l'équipe du président Trump au cours d'une cérémonie très solennelle », a commenté le porte-parole de Trump, Steven Cheung.

Une polémique qui enfle

L'armée américaine a confirmé l'altercation et blâmé l'équipe de Trump. « Les participants à la cérémonie du 26 août dans la section 60 ont été informés des lois fédérales et des règlements militaires... qui interdisent clairement les activités politiques dans l'enceinte du cimetière », a dit un communiqué. « Une employée du cimetière d'Arlington qui a tenté d'assurer le respect de ces règles a été brusquement écartée... Elle a agi avec professionnalisme et a évité d'autres perturbations », a précisé le communiqué. L'incident a été signalé à la police, mais l'employé a décidé de ne pas porter plainte. L'armée a déclaré qu'elle considérait l'affaire comme close.

Mais au lieu de s'éteindre, la polémique n'a fait qu'enfler. Même si Trump bénéficie traditionnellement d'une sorte

d'immunité pour des actes et des propos qui seraient fatals à n'importe quel autre candidat, l'incident d'Arlington semble suffisamment préoccupant pour qu'il ait lancé une contre-attaque. Il a accusé ses adversaires d'avoir inventé de toutes pièces l'incident. « Il n'y a pas eu d'altercation au cimetière national d'Arlington la semaine dernière. C'est une histoire inventée par la Camarade Kamala et son équipe de désinformation », a écrit Trump mardi dans un message sur Truth Social.

Les discours patriotiques et le soutien aux forces armées américaines sont depuis longtemps une thématique favorite des candidats républicains. Mais Trump a porté ce discours à un degré de virulence supplémentaire, en présentant ses adversaires démocrates comme de mauvais patriotes, presque des traîtres en puissance. Mais Trump a parallèlement tendance à multiplier les faux pas dans les cimetières militaires, comme si ces lieux avaient sur lui un curieux effet révélateur. Arlington n'est que la dernière d'une série de controverses déclenchées par l'ancien président dans un mémorial.

En 2018 lors d'une visite en France, Trump avait annulé une visite au cimetière militaire américain du bois Belleau, dans l'Aisne, en invoquant le mauvais temps. Selon un article de *The Atlantic* paru en 2020, Trump aurait en fait refusé de faire le déplacement. « Pourquoi devrais-je aller dans ce cimetière ? Il est rem-

pli de perdants », aurait-il dit, à son entourage, décrivant comme des « nuls » les Marines tués pendant ce combat au cours de la deuxième bataille de la Marne en 1918. Trump a aussi plusieurs fois exprimé son refus de voir apparaître des blessés au cours des cérémonies militaires. « Pourquoi faites-vous venir des gens comme ça ici ? Personne ne veut voir ça ! », aurait dit Trump à son chef d'état-major, le général Mark Milley, après qu'un officier amputé d'une jambe et paralysé à la suite de ses blessures a interprété un chant lors d'une cérémonie.

Le poids des militaires

Impressionné par le défilé du 14 juillet à Paris après sa première visite officielle en France en 2017, Trump aurait voulu s'en inspirer, mais sans qu'apparaissent d'anciens combattants blessés. « Ce sont eux les héros », lui aurait répondu le chef de cabinet de la Maison-Blanche, l'ancien général des Marines John Kelly, « dans notre société, il n'y a qu'une seule catégorie plus héroïque qu'eux, et ce sont ceux qui sont enterrés à Arlington », aurait ajouté Kelly, dont le propre fils, lieutenant dans les Marines, tué en Afghanistan en 2010, est aussi inhumé dans le cimetière national. « Je n'en veux pas ! », aurait répondu Trump.

Trump a nié depuis régulièrement avoir jamais tenu de tels propos. « Personne ne dirait cela, sauf quelqu'un de

stupide ou pas bien dans sa tête ! », avait commenté Trump, accusant *The Atlantic* d'avoir inventé de toutes pièces l'épisode. Kelly a cependant depuis confirmé les propos de Trump.

Ces polémiques touchent à un sujet particulièrement sensible en période électorale. En plus de quelque 2 millions de militaires en activité, le dernier recensement estime à plus de 16 millions le nombre d'anciens militaires et d'anciens combattants aux États-Unis en 2022, soit plus de 6 % de la population totale, auxquels s'ajoutent leurs familles et leurs proches. L'appel au patriotisme, traditionnellement utilisé par les républicains, l'est aussi par les démocrates, qui comptent parmi leurs élus de nombreux anciens combattants des guerres du 11 Septembre.

Le goût de Trump pour la chose militaire est souvent présenté par les démocrates comme une flagrante hypocrisie. Ils soulignent que Trump, après avoir été élève dans un collège militaire, avait été réformé en 1968 pour une ostéoporose au talon, depuis entièrement guérie, qui lui avait évité de servir dans l'armée en pleine guerre du Vietnam. Le chaotique retrait d'Afghanistan ordonné par Joe Biden à l'été 2021 contre l'avis de tous ses généraux est l'un des thèmes d'attaque favoris de Trump contre l'Administration démocrate. Trump avait pourtant lui-même négocié avec les talibans et planifié ce même retrait unilatéral. ■

Le républicain cherche désespérément la parade contre Kamala Harris

Hélène Vissière
Washington

Depuis des semaines, il mène un tir de barrage incessant. Donald Trump multiplie les attaques tous azimuts contre Kamala Harris, en espérant qu'au moins quelques-unes feront mouche. Le retrait de Joe Biden a déstabilisé le candidat républicain. Toute sa stratégie de campagne était dirigée contre un vieillard sénile, incapable de gouverner. Le voilà soudain confronté à un adversaire fringant. Comme il a peu de chances de pouvoir améliorer sa cote de popularité stagnante, 53 % des Américains ont une opinion défavorable de lui, sa stratégie pour essayer de l'emporter en novembre consiste à tenter de démolir l'image de la démocrate. Cependant, il peine à trouver un angle d'attaque efficace.

Ces derniers jours, il a porté sur son réseau social une accusation déplacée contre Harris, selon laquelle elle aurait fait avancer sa carrière en échange d'une féllation. Il l'a rendue responsable du retrait calamiteux d'Afghanistan en 2021, de la mort de l'otage américain Hersch Goldberg-Polin tué par le Hamas et même de sa tentative d'assassinat

dans un meeting électoral en juillet. Elle a fomenté, dit-il, un coup pour prendre la place de Joe Biden et affecte « un faux accent du Sud », un faux accent afro-américain... Des accusations mensongères, reprises et amplifiées par la sphère de médias acquis à sa cause. En désespoir de cause, il est allé jusqu'à clamer qu'elle n'a jamais travaillé dans sa jeunesse chez McDonald's et exige la preuve qu'elle a bien fait cuire des hamburgers...

« Les trumpistes cherchent à dénigrer Kamala, car elle est relativement nouvelle pour les Américains. Trump, lui, ne peut pas se forger une nouvelle image, il n'a même pas l'air de vouloir essayer », analyse David Axelrod, l'ancien stratège de campagne de Barack Obama. Les conseillers de Trump ont l'expérience des attaques vicieuses. Chris LaCivita, son directeur de campagne, s'est fait connaître lors des présidentielles de 2004 en montant une opération de camoufflement contre John Kerry, le candidat démocrate. En réussissant à semer le doute sur ses exploits pendant la guerre au Vietnam, il a contribué à sa défaite. Il a repris cette année la même stratégie en critiquant les états de service dans la Garde nationale de Tim Walz, le colistier de Kamala Harris. Sans grand effet pour l'instant.

Inquiètes de ses digressions constantes, les équipes de Donald Trump ne cessent de le pousser à se focaliser sur les points faibles de son adversaire, la hausse des prix et la crise de l'immigration à la frontière, tout en la décrivant comme un Biden bis. « Si nous faisons ça, on gagne », estime un conseiller. Mais le candidat républicain ne tient pas compte de leurs consignes. En témoignage sa conférence de presse le mois dernier, censée aborder l'inflation.

« Les trumpistes cherchent à dénigrer Kamala, car elle est relativement nouvelle pour les Américains. Trump, lui, ne peut pas se forger une nouvelle image, il n'a même pas l'air de vouloir essayer »

David Axelrod Ancien stratège de campagne de Barack Obama

Debout à côté d'une table pleine de boîtes de cornflakes et de paquets de café, l'ancien président a commencé à s'en prendre à la soi-disant marxiste « Camarade Harris » et à dénoncer la hausse des prix, avant de rapidement dévier sur le danger des éoliennes pour

les oiseaux, les gangs, ses démêlées judiciaires et évidemment le niveau d'intelligence de la démocrate (très bas !). Au bout de 45 minutes, Donald Trump s'est rappelé qu'il devait parler d'économie et a déclaré : « Ça fait longtemps que je n'ai pas vu de Cheerios (une marque de céréales). Je vais les emporter avec moi ».

Jusqu'ici, les électeurs ne semblent pas rendre Kamala Harris responsable des politiques impopulaires de Joe Biden, si l'on en croit les sondages. Et la vice-présidente a adopté des positions plus modérées qu'en 2020 lors de sa candidature aux primaires. Elle est désormais en faveur de la fracturation hydraulique et d'un durcissement de l'immigration. Ce qui rend moins crédible la caricature de dangereuse gauchiste que dresse le républicain.

Soudain sur la défensive, l'ex-président revient donc à sa tactique préférée : les insultes. Il l'affabule de surnoms ridicules, « Kamabla », « Kamala la cinglée »... Comme il l'avait fait - avec succès - contre Hillary Clinton, il traite son adversaire d'origine indonésienne d'« idiot », de « sale bonne femme », se moque de son rire « de folle » et s'en prend même à ses origines. Elle « est devenue noire » seulement récemment par calcul politique, affir-

me-t-il. Au grand dam de ses conseillers qui craignent qu'il ne s'aliène une partie croissante de l'électorat.

« La formule gagnante pour le président Trump est très simple : c'est moins d'insultes, plus de vision », a résumé Kellyanne Conway, une de ses proches. Mais le candidat a d'autres idées. « Mes conseillers me disent toujours : s'il vous plaît concentrez-vous sur les thèmes politiques, ne vous lancez pas dans des attaques personnelles », a-t-il lancé dans un meeting électoral en Caroline du Nord, avant de demander son avis à la foule. Sans surprise elle a voté pour plus d'insultes.

Ses conseillers ont aussi lancé une énorme offensive publicitaire télé pour dénoncer le laxisme de Kamala Harris en matière de crimes et d'inflation. Un spot donne une liste de sans-papiers qui ont commis des meurtres et ont été relâchés quand elle était procureur. « Elle porte le sang des victimes sur ses mains », conclut la publicité. Ce pillage brutal va-t-il lui avoir un impact ? Il est trop tôt pour le dire. Seule certitude, l'élection s'annonce très serrée et a pris l'allure d'un « combat au couteau dans une cabine téléphonique », comme le résume sans détour le magazine *Politico*. ■

MERCI

aux millions de téléspectateurs qui ont partagé chaque jour,
en direct, l'aventure de

Bienvenue aux Jeux



2 M de téléspectateurs
sur LeFigaroTV



10 M de vidéos vues
sur LeFigaro.fr



20 M de vidéos vues
sur les réseaux sociaux



disponible sur

TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136*	TF1+
 Samsung TV Plus	 468	 345
 203	 247	 molotov
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app		

LE FIGAROTV

En Géorgie, la société civile tente de résister à la c

Régis Genté Tbilissi

Aux mains d'un oligarque enrichi en Russie, le parti du Rêve géorgien, au pouvoir à Tbilissi, fait tout pour saper les relations avec

Ce fut un été aux allures de veillée d'armes. Tant pour le pouvoir que pour la frange active de la société civile géorgienne. Les organisations non gouvernementales (ONG) refusent le virage résolument prorusse pris par le parti au pouvoir, le Rêve géorgien de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, et appréhendent les élections parlementaires du 26 octobre comme la dernière chance d'éviter un retour dans l'orbite de Moscou. Trente-trois ans après une indépendance arrachée dans la douleur, le climat est lourd sur les contreforts du Grand Caucase.

Voilà quatre mois qu'a été adoptée la loi dite « sur les agents de l'étranger », texte aussi appelé « loi russe » par ses opposants au long des deux mois de manifestations quotidiennes qu'elle a suscitées au printemps. Début août, ce dispositif sur « la transparence de l'influence étrangère », ainsi que l'officiallement baptisé le régime, est entré en vigueur. À partir de là, les plus de 25 000 ONG du pays (qui ont un statut d'association), ainsi que les médias, avaient un mois pour s'enregistrer auprès du ministère de la Justice en tant qu'« organisation poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère », dès lors que plus de 20 % de leur budget proviennent d'un autre pays. Au 2 septembre, selon le ministère, autour de cinq cents ONG seulement avaient effectué la démarche.

Le reste des ONG refuse de se plier à la nouvelle législation, qu'elles considèrent comme votée uniquement à les stigmatiser et à les forcer à couper les ponts avec l'Occident. Une dizaine de lois existaient déjà pour encadrer le secteur des ONG en Géorgie, les sites

web de chacune permettant en général de trouver aisément l'origine de leurs financements. Leur refus de céder à la nouvelle obligation est motivé, au surplus, par le fait qu'en parallèle la majorité parlementaire a adopté une autre loi dite « offshore », facilitant le dépôt dans les banques du pays de l'argent venu de paradis fiscaux, avec tout ce que cela implique de secret et d'origine douteuse de certains fonds étrangers.

« Nous ne nous enregistrons pas comme agent de l'étranger. (...) C'est une question de dignité, nous sommes des patriotes bien plus que ce gouvernement qui, lui, se soumet à la Russie »

Eka Gigauri
Directrice de Transparency International Géorgie

« Nous ne nous enregistrons pas comme agent de l'étranger. L'immense majorité de ces organisations de la société civile n'ont pour but que de servir le pays, de construire une vraie démocratie. C'est une question de dignité, nous sommes des patriotes bien plus que ce gouvernement qui, lui, se soumet à la Russie », affirme Eka Gigauri, directrice de la branche géorgienne de Transparency International. Depuis le 3 septembre, en vertu de la nouvelle loi, le ministère de la Justice peut enregistrer de force les ONG qui ne se sont pas pliées à ces nouvelles obligations et leur imposer des contrôles, puis des amendes, si elles persistent dans leur refus de se soumettre. « Les mois qui viennent risquent d'être très tendus, entre la mise

en œuvre de cette loi inique, allant à l'encontre des aspirations pro-occidentales de notre peuple, et les campagnes de diffamation contre nous », prévient M^{me} Gigauri.

Des recours contre la loi sur les « agents de l'étranger » ont été engagés devant la Cour constitutionnelle, par la présidente Salomé Zourabichvili, 121 ONG et divers médias et journalistes. Les plaignants arguent notamment que le parti au pouvoir a violé l'article 78 de la Constitution, selon lequel « les organes constitutionnels prennent toutes les mesures dans le cadre de leurs compétences pour assurer la pleine intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ». Pour eux, la loi sur les « agents de l'étranger » va, tant dans la lettre que l'esprit, à l'encontre des valeurs requises pour s'arrimer à l'UE et à l'Otan. « Mais nous n'attendons rien de la Cour constitutionnelle, tant le Rêve géorgien a mis la main sur les institutions de l'Etat et y a placé des juges qui lui sont loyaux », prévient Jaba Devdariani, politiste et codirecteur du média online Civil.ge.

Un bras de fer tous azimuts est engagé dans l'ex-République soviétique du Caucase du Sud. Les ONG se sont fédérées dans une coalition pour mieux résister à la pression du gouvernement, qui promet d'écraser ce qu'il appelle le « parti global de la guerre » et dans lequel il inclut la plupart des partis politiques du pays. Toute l'opposition est mise dans le même sac que le Mouvement national uni (MNU), de l'ancien président Mikhaïl Saakachvili, en prison depuis trois ans, ainsi que les ONG et les médias pro-occidentaux. Le 21 août, en campagne dans la ville de Mtskheta, M. Ivanichvili, 68 ans, qui a

fait toute sa fortune en Russie, a pressé les électeurs de donner au Rêve géorgien une majorité constitutionnelle afin qu'il puisse « débarrasser le pays de cette grave maladie (le MNU, NDLR) une fois pour toutes », s'engageant à entamer le processus juridique après les élections pour interdire « tous les partis satellites et successeurs ».

À Tbilissi, le 11 mai, lors des manifestations contre la loi « sur les agents étrangers », dite « loi russe ».
DARO SULAKAURI/GETTY IMAGES VIA AFP



Salomé Zourabichvili : « Cette élection sera un référendum sur l'avenir européen de notre pays »

Salomé Zourabichvili est présidente de la Géorgie depuis 2018.

LE FIGARO. - Le parti au pouvoir a fait adopter, au mois de mai, une loi sur « les agents de l'étranger », surnommée « loi russe » par ses détracteurs. Ce texte vient d'entrer en vigueur. Assisté-t-on à une tentative d'établissement d'une dictature en Géorgie ?

SALOMÉ ZOURABICHVILI. - C'est plus que cela. La Géorgie se trouve face à un choix existentiel, lors des élections parlementaires du 26 octobre. Poursuite de son destin européen ou retour dans le giron russe, avec un régime calqué sur le régime poutinien. Cette loi sur les « agents de l'étranger » n'a pas été baptisée « loi russe » pour rien : c'est avec cette loi que Poutine a mis au pas sa société civile. Et les actes successifs du pouvoir géorgien sont en parfaite ligne avec ce que Poutine fait chez lui. Le pouvoir géorgien travaille à couper le pays de l'Europe pour le placer sous protectorat russe. La population a dit « non » à cette loi et à cette orientation qu'on essaie de lui imposer lors des manifestations massives du printemps dernier. Il faut maintenant qu'elle le confirme dans les urnes.

Voyez-vous la main de Moscou derrière l'adoption de cette loi si controversée ?

Il y a un choix très clair du pouvoir géorgien de se rapprocher de Moscou. C'est net depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. À partir de là, les attaques contre le corps diplomatique occidental ont été systématiques. Le pouvoir a abandonné le positionnement pro-occidental historique au profit d'un alignement sur Moscou. Ce qui fait que régulièrement des dirigeants russes félicitent leurs homologues géorgiens pour leurs décisions et déclarations. Cela relève-t-il de la seule initiative du parti au pouvoir, le Rêve géorgien, ou de la pression du Kremlin ? Difficile à dire. Mais il est

clair que cette politique est dictée par l'oligarque Bidzina Ivanichvili, dont les relations avec Moscou sont des plus opaques.

« L'opposition ne peut pas être unifiée compte tenu du passé récent, mais elle peut l'être suffisamment autour de l'idée européenne pour remporter 50 % ou 60 % des suffrages »

Salomé Zourabichvili
Présidente de la Géorgie

La situation pourrait tourner très mal en Géorgie, le sang pourrait-il couler ? Je ne ferais pas de prédiction, ce n'est pas mon rôle. Mais ce que je peux dire de façon très ferme, c'est que la stabilité future du pays passe par une nette victoire de l'opposition pro-occidentale le 26 octobre. C'est cela que j'essaie d'expliquer aux partis politiques, le moment n'est pas aux rivalités. Cette opposition ne peut pas être unifiée compte tenu du passé récent, mais elle peut l'être suffi-

samment autour de l'idée européenne pour remporter 50 ou 60 % des suffrages. Le parti au pouvoir est affaibli après les manifestations du printemps. Il ne dépasse pas les 25 % selon les sondages. Les Géorgiens restent fermes dans leur désir d'Europe, très majoritairement. Au point que le Rêve géorgien a dû recevoir sa copie et a choisi comme affiche électorale une image mêlant son propre logo avec le drapeau européen.

Vous venez d'annoncer la date des élections parlementaires. Vous dites que l'enjeu est de « sauver le futur de la Géorgie ». Pourquoi ?

Le futur européen, le pays le porte dans sa culture et ses valeurs depuis des siècles. Depuis l'indépendance, en 1991, le processus est devenu politique, et les divers gouvernements qui se sont succédé ont travaillé à rapprocher la Géorgie de l'Europe, jusqu'à la signature d'un accord d'association en 2014. Le paradoxe est que la Géorgie n'a jamais été aussi près de l'Europe et que c'est le moment choisi par certaines forces pour nous couper de notre aspiration profonde. Cette conscience du caractè-

re historique du moment est si forte que, comme le montrent des statistiques, le nombre de départs du pays de jeunes a diminué les six premiers mois de 2024 : ils savent qu'ils doivent lutter ici pour que la Géorgie ne passe pas à côté de son destin européen. Cette élection sera un référendum sur l'avenir européen de la Géorgie.

« Le futur européen, le pays le porte dans sa culture et ses valeurs depuis des siècles. Depuis l'indépendance, en 1991, le processus est devenu politique »

Salomé Zourabichvili
Présidente de la Géorgie

Vous avez proposé aux partis politiques géorgiens une « plateforme unie pour l'Europe ». En quoi celle-ci répond-elle aux défis historiques auxquels fait face le pays ?

Cette « charte » se fonde sur les recommandations européennes soumises à la Géorgie ces deux dernières années, dans le cadre de l'octroi du statut de candidat à l'UE. Recommandations qui portent sur l'indépendance de la justice et, en général, de toutes les institutions du pays, sur une réforme du code électoral. Elle prévoit l'annulation de lois adoptées ces dernières années allant à l'encontre du rapprochement avec l'UE, au mépris de l'article 78 de la Constitution géorgienne, selon lequel les institutions du pays doivent tout faire pour assurer l'intégration de la Géorgie dans l'UE et l'Otan. L'idée est de

pouvoir présenter à l'Union européenne au printemps prochain ce qui a été fait pour satisfaire à ces recommandations afin de permettre l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion.

Comment les autorités préparent-elles ce scrutin ?

On s'attend à tout. À des fraudes, comme de créer des obstacles pour empêcher la diaspora de voter alors qu'elle représente autour du tiers du corps électoral, à l'utilisation des ressources administratives... À la propagande jouant avec les peurs des Géorgiens, la guerre ou la question LGBT.

Qu'attendez-vous de la France et de l'UE ? L'UE a décidé de geler la plupart de ses projets en Géorgie... Qu'ils disent et répètent que ce que fait le pouvoir géorgien va à l'opposé de la voie européenne. Celle-ci passe par l'abrogation de cette loi « sur les agents de l'étranger » et d'autres lois. Je ne suis pas très en faveur de sanctions. Cela pourrait être mal interprété par la population. Cela ne nous empêche pas d'annoncer ce qui va se passer après les élections si l'orientation prorusse était confirmée.

Votre mandat s'achèvera après l'entrée en fonction du prochain Parlement. Quid de votre avenir politique personnel ?

Je suis prête à prendre beaucoup de responsabilités, y compris briguer un second mandat pour que la Géorgie revienne sur la voie européenne. Si la charte que j'ai proposée était mise en action, je suis prête à être la négociatrice auprès des partenaires européens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR R. G. (TBILISSI)



La présidente géorgienne (ici, le 16 mai) se dit prête à briguer un second mandat.

l'érive autoritaire du pouvoir prorusse

l'Occident. Mais beaucoup d'ONG refusent de se plier à ses oukases anti-européens.

La bataille pour les législatives du 26 octobre s'annonce donc âpre, en espérant qu'elle ne plonge pas le pays dans la violence. Le Rêve géorgien doit faire le grand écart entre sa politique désormais résolument prorusse et les aspirations des 3,7 millions de Géorgiens, dont plus de 80 % disent vouloir que leur pays devienne mem-

bre de l'UE et de l'Otan. Aspirations qui obligent le parti de M. Ivanichvili à faire croire qu'il est pro-occidental, tout en sapant en sous-main le rapprochement avec l'UE notamment. Il a sorti cet été une affiche de campagne combinant le logo bleu et jaune du parti avec le drapeau européen, dans la foulée de la décision de

Bruxelles, fin juin, de «geler» le processus d'accession à l'UE.

Selon l'opposition, l'élection parlementaire à venir pourrait être le scrutin le plus important pour le pays depuis son indépendance en 1991. Les quatre principaux partis et coalitions présentent cette élection comme un véritable «référéndum» pour choisir

entre la Russie et l'Ouest. Les derniers sondages, pour autant qu'ils soient fiables dans cette jeune République, tendent à montrer que le soutien au parti au pouvoir s'est érodé à la faveur des manifestations suscitées par l'adoption de la loi sur «la transparence de l'influence étrangère», et de la réplique du gouvernement. Plutôt que de discuter le texte, il a eu recours à la répression, y compris via des nervis opérant masqués en toute impunité.

Cette érosion amène le Rêve géorgien à dénoncer régulièrement un «coup d'État» que fomenteraient pour l'automne les ONG locales et leurs patrons occidentaux. Le patron du service des renseignements extérieurs russes, Sergueï Narychhine, s'en est lui-même fait l'écho le 27 août, évoquant l'organisation par les agences de sécurité occidentales d'une «révolution de couleur», sans fournir le moindre élément de preuve.

« Nous n'attendons rien de la Cour constitutionnelle, tant le Rêve géorgien a mis la main sur les institutions de l'État et y a placé des juges qui lui sont loyaux »

Jaba Devdariani

Coéditeur du média online Civilge

La préparation du scrutin suscite des inquiétudes. «Les ONG que nous sommes devons aller observer le déroulement de l'élection, mais nous craignons que beaucoup d'entre nous aient été fermées d'ici là, en vertu de la loi sur les agents de l'étranger», estime Eka Gigauri. Des doutes apparaissent aussi quant au fonctionnement de l'administration électorale. Ainsi, le 16 août la Commission électorale centrale (CEC) a émis un décret stipulant que le président de chaque bureau de circonscription devait procéder au tirage au sort pour répartir les tâches entre les membres de la commission une semaine avant le vote, et non plus le jour même comme avant. Cette nouvelle règle permettra au Service de sécurité de «connaître l'identité des personnes occupant les postes les plus importants une semaine à l'avance, ce qui lui permettra de les influencer», redoute Giorgui Sioridzé, du parti d'opposition Lelo.

Dans ces conditions, le programme passe au second plan. Les premières préoccupations des Géorgiens, comme l'emploi ou la pauvreté, ne sont quasiment pas évoquées par les vingt-sept

partis en lice (seule une minorité est susceptible de passer la barre des 5 % nécessaire pour avoir des députés). Il n'est question que de choix civilisationnel. Le parti au pouvoir mise sur la question des valeurs, dénonçant implicitement ce qu'il décrit comme la décadence de l'Occident, en ligne avec la propagande du Kremlin. Ainsi, le Parlement examine actuellement des projets de loi «contre la propagande LGBT», un thème instrumentalisé en Russie par Vladimir Poutine et qui a fait l'objet d'imitations par diverses Républiques dans l'ancien espace soviétique. «Il ne faut pas sous-estimer l'inquiétude que ce thème suscite dans notre société, qui a un fond traditionnel», plaide un député du Rêve géorgien, préférant ne pas être cité alors que le parti répond très peu aux sollicitations des journalistes en dehors des médias qui lui sont proches.

Le Rêve géorgien, qui se présente comme le parti patriote par excellence, défenseur des valeurs traditionnelles nationales, a aussi émis l'idée fin août de faire du christianisme orthodoxe une religion d'État. Suggestion rejetée quelques jours plus tard par l'Eglise orthodoxe de Géorgie, qui craint de se retrouver soumise au pouvoir politique.

Le terrain de l'histoire a lui aussi été investi avec la décision du gouvernement d'ériger un monument en l'honneur du roi Irakli II. Ce souverain, régnant sur la partie orientale de ce qu'est la Géorgie actuelle, signa le 14 juillet 1783 le traité de Gueorgievsk, qui fit de son royaume un protectorat de la Russie, pour la protéger des agressions ottomanes et perses. «Il est de notre devoir de rendre hommage à l'histoire géorgienne et à tous les héros méritants qui ont préservé notre identité spirituelle et nationale», a expliqué le premier ministre, Irakli Kobakhidze, parlant de «grand héros national».

«En réalité, la Russie n'est jamais intervenue après cela pour nous protéger, mais nous sommes bien passés sous son joug. C'est le prototype de roi collabo, qui a choisi d'abandonner notre liberté et notre indépendance contre la paix... la paix russe. Et c'est exactement ce qu'Ivanichvili est en train de faire aujourd'hui, avec cette loi sur les agents de l'étranger qui est un acte de soumission à Moscou», estime l'ancien dissident et figure intellectuelle Levan Berdzenichvili. Celui-ci avait été agressé en janvier 2023 par des membres du mouvement géorgien prorusse Alt-Info alors qu'il s'appretait à donner une conférence sur Irakli II. ■



La guerre en Ukraine nourrit la crise politique géorgienne

Isabelle Lasserre
Envoyée spéciale à Tbilissi (Géorgie)

Depuis février 2022, les capitales occidentales modulent leur aide politique et militaire à l'Ukraine en espérant contenir la guerre à l'intérieur de ses frontières. L'illusion a été maintes fois battue en brèche par les actions de déstabilisation de la Russie contre ses voisins et contre les pays de l'Union européenne, où elle poursuit, dans les deux cas, ses assauts contre la démocratie par d'autres moyens que la force militaire. Le mois dernier, l'incursion ukrainienne à Koursk a creusé un trou béant dans la frontière sud de la Russie. Le mois prochain, les métastases de la guerre en Ukraine, qui se développent à grande vitesse sous la houlette de l'allié local de Vladimir Poutine, l'oligarque Bidzina Ivanishvili, et du parti au pouvoir le Rêve géorgien, vont être passées au scanner électoral. Le résultat déterminera l'avenir de la Géorgie, qui hésite entre deux scénarios : la Corée du Nord, ou la démocratie occidentale.

Vladimir Poutine, qui voudrait faire rentrer de force tous les pays ayant tenté de s'échapper de l'empire russo-soviétique à la faveur de la brève libéralisation politique du régime, au début des années 1990, aimerait faire de la Géorgie une mini Russie caucasienne.

«La guerre en Ukraine a précipité et accéléré le durcissement du régime géorgien» explique un membre de l'opposition, qui se présente en ordre dispersé mais déterminée. Réplique de celle qui a organisé la répression, l'exil ou la

« À l'instar du Kremlin, les autorités géorgiennes voient la démocratie comme une menace existentielle. La population géorgienne, elle, a peur de la guerre »

Fredrick Löjdquist
Directeur du Centre pour les études européennes de Stockholm

mise au cachot des voix divergentes en Russie, la loi sur les «agents étrangers» a été lancée à l'assaut de l'opposition et des ONG par le pouvoir plusieurs semaines avant le scrutin. S'ils sont réels, les alliés géorgiens de Vladimir Poutine veulent rendre leur choix prorusse irréversible. Ils promettent de suspendre les partis d'opposition et de restaurer l'intégrité territoriale du pays sur l'Abkhazie et l'Ossetie du Sud en le transformant en confédération sous la coupe de la Russie.

La Géorgie vit l'un des moments les plus importants de son histoire contemporaine. À la crainte d'une

fraude électorale orchestrée par Moscou et ses relais géorgiens s'ajoute le risque d'un vote «irrationnel» nourri par la peur de la guerre qui se poursuit en Ukraine. «À l'instar du Kremlin, les autorités géorgiennes voient la démocratie comme une menace existentielle. La population géorgienne, elle, a peur de la guerre. Mais le conflit en Ukraine n'est qu'une manifestation du problème. Ce n'est pas un cessez-le-feu ou un accord imparfait entre Kiev et Moscou qui mettront fin au projet russe d'affaiblissement de nos démocraties», prévient Fredrick Löjdquist, le directeur du Centre pour les études européennes de Stockholm, à la 8^e conférence internationale de Tbilissi, organisée par l'Economic Policy Research Center (EPRC).

Entre le «mode de vie européen» et le «monde russe», la Lituanienne Rasa Juknevičienė, membre du Parlement européen, a fait son choix depuis longtemps. «Si ça ressemble à un canard et que ça parle comme un canard, alors c'est probablement un canard...», affirme-t-elle en dénonçant l'exportation du modèle poutinien dans la petite République caucasienne. «Tant que Vladimir Poutine sera au pouvoir, il ne pourra y avoir d'avenir pour la Russie. C'est pareil pour la Géorgie, qui ne peut avoir aucun futur tant que Bidzina Ivanishvili et le Rêve géorgien seront aux manettes. De la même manière qu'il faut dépoutiniser la Russie, il faut «débidziner» la Géorgie.»

Mais les nuages de la guerre en Ukraine n'ont pas investi que le ciel géorgien. trente mois après l'invasion, les vents noirs poussés par la Russie soufflent sur toute la région. Au Kirghizstan, le pouvoir, sous pression de la Russie, a adopté une loi identique sur les «représentants de l'étranger». Elle vise, en s'attaquant aux opposants et aux démocrates, à freiner toutes les énergies tournées vers l'Occident. Le Kazakhstan avait déjà établi, fin 2023, une liste des organisations financées depuis l'étranger.

« Tant que Vladimir Poutine sera au pouvoir, il ne pourra y avoir d'avenir pour la Russie. C'est pareil pour la Géorgie (...) De la même manière qu'il faut dépoutiniser la Russie, il faut «débidziner» la Géorgie »

Rasa Juknevičienė

Députée européenne lituanienne

Avec la guerre en Ukraine, à laquelle elle a été mêlée dès les premiers jours en prêtant son territoire à l'opération spéciale du Kremlin, la Biélorussie a confirmé son statut d'annexe de la Russie. Certains pays, pourtant, tentent de

résister. C'est le cas de la petite Moldavie, entre la Roumanie et l'Ukraine. Et c'est le cas de l'Arménie. À la faveur de la guerre en Ukraine, qui a détourné l'attention du Kremlin, fermant les yeux de Vladimir Poutine aux malheurs des Arméniens pendant la reconquête du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan, Erevan a amorcé un pivot géopolitique, encore fragile, vers l'Occident.

Le choix électoral de la Géorgie le mois prochain aura des conséquences sur tous les pays de la région, surtout ceux qui hésitent encore sur la voie à emprunter. Le changement d'administration américaine en novembre aussi. «Donald Trump pense toujours qu'on peut négocier avec Vladimir Poutine. Il devrait bloquer l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Mais quel que soit le gagnant, il y a de quoi s'inquiéter pour la politique étrangère. Kamala Harris s'inscrit dans l'héritage de Barack Obama, qui s'est illustré par les fameux «reset» avec la Russie...», commente Tom Malinowski, ex-membre, démocrate, du Congrès américain. Mais à la fin, c'est le destin de l'Ukraine qui pesera le plus lourd sur tous les anciens satellites de Moscou. «Toute la région dépend de l'issue de la guerre en Ukraine. Car sans défaite fondamentale de Vladimir Poutine, le régime russe ne s'arrêtera pas là», prévient Anna Potyga, ancienne ministre des Affaires étrangères de Pologne (PiS), à la conférence internationale de Tbilissi. ■

Algérie : Tebboune réélu avec 94,65 % des voix

Adam Arroudj | Alger

Le président algérien a été élu pour un second mandat lors d'un scrutin marqué par un faible taux de participation.

Les images diffusées par les médias algériens pendant le dépouillement des bulletins de vote, samedi soir, laissaient peu de place au doute. Sérieux et concentrés, des présidents de bureau ont égrainé au choix des « Abdelmadjid Tebboune ! » et des « Tebboune Abdelmadjid ! » en brandissant les bulletins devant les caméras.

Abdelmadjid Tebboune a été bien élu réélu président de l'Algérie, avec 94,65 % des voix, selon l'Autorité nationale indépendante des élections. Abdelali Hassani Cherif, le candidat islamiste (MPS) doit se contenter de 3,17 % des voix, et Youcef Aouchiche, le candidat du FFS (opposition laïque), de 2,16 % des voix.

Le taux de participation officiel serait de 48,03 %, selon une première estimation donnée samedi soir dans une communication un peu confuse, dénoncée par de nombreux Algériens sur les réseaux sociaux et par le MSP. Le parti islamiste s'est étonné de « l'utilisation d'un terme étrange » - l'Anie avait évoqué une « moyenne de participation » -

et de l'absence de données sur « le nombre de voix exprimées ». Si 5,6 millions d'Algériens ont voté (chiffre officiel) sur un total de 24 millions de votants, le taux de participation serait alors plutôt proche de 23 %.

« Les informations remontées par les militants et de nombreux citoyens à travers le pays donneraient vraisemblablement un taux réel qui ne saurait dépasser 18 % »

Atmane Mazouz Président du RCD

Lors d'une rapide conférence de presse, Abdelmadjid Tebboune, son index droit tout bleu de l'encre prouvant qu'il a voté, a qualifié la campagne de « propre ». « Les trois candidats de ce scrutin étaient à la hauteur et ont donné une image très honorable de l'Algérie et de la démocratie en Algérie », a-t-il ajouté.

Dimanche matin, les médias officiels ou pro-pouvoir affichaient tous leur

enthousiasme. « Malgré la canicule et les vacances, les Algériens se sont rendus aux urnes », s'est félicité le quotidien étatique *El Moudjahid* en parlant de « démonstration citoyenne ». « L'Algérie qui triomphe » a titré le quotidien francophone *L'Expression*, en saluant l'ambiance « festive et sereine dans laquelle le vote s'est déroulé ».

Mais dans l'opposition, on s'étonne encore que la participation soit passée de 26 % à 17 heures à 48 % à 20 heures, soit trois heures plus tard. « D'autant que d'après les retours de terrain, depuis le début du vote, le constat est le même : les Algériens se sont peu déplacés pour voter, y compris dans le grand Sud où les gens ont traditionnellement l'habitude de voter », témoigne un militant d'un parti d'opposition.

« La désertion des urnes est telle que les centres urbains donnaient l'impression

de villes mortes et les informations remontées par les militants et de nombreux citoyens à travers le pays donneraient vraisemblablement un taux réel qui ne saurait dépasser 18 % », a déclaré Atmane Mazouz, le président du RCD (opposition laïque ayant boycotté l'élection).

Dans un post Facebook par la suite supprimé, l'ex-leader du MSP, Abdelrezak Makri, s'est emporté contre un « gonflement du taux de participation jamais atteint dans toute l'histoire des élections en Algérie ». « Comme si des millions d'Algériens s'étaient mobilisés. Personne n'a vu ces foules. Le président n'avait pas besoin de trafiquer ce taux, il avait gagné. Cette falsification du taux de participation annule intégralement la crédibilité du scrutin ».

En Kabylie, où une participation plus forte que lors des précédents scrutins

était attendue, des sources sur place relèvent que le candidat du FFS ne serait en tête que dans sa commune de naissance, Boghni. « Dans toutes les autres, y compris celles gérées par son parti, il est arrivé second derrière Abdelmadjid Tebboune, voire troisième derrière des bulletins blancs », rapporte un journaliste local.

Le MSP a également dénoncé dans un communiqué « des pressions sur les encadreurs des bureaux de vote pour gonfler les résultats, le refus de communiquer certains procès-verbaux de dépouillement à des représentants des candidats, et des votes par procuration groupés (ce qui est interdit, NDLR) ». ■

Abdelmadjid Tebboune, samedi, dans un bureau de vote d'Alger.

ALGERIAN PRESIDENCY / VIA REUTERS



Les centres de rétention saturés par des Algériens qui ne partent pas

Jean-Marc Leclerc

« Les Centres de rétention administrative sont toujours encombrés d'Algériens qui ne partent pas... les CRA de France sont saturés. » Cette réponse spontanée d'un préfet en poste dans un département français particulièrement concerné en dit long sur les difficultés rencontrées par l'administration pour expulser les Algériens indésirables, notamment ceux qui ont commis des crimes et des délits.

Un autre préfet déclare : « Avec les Algériens, c'est toujours compliqué. On délire toujours des OQTF, on les met en rétention et, faute de laissez-passer, on les remet en liberté ». Tout est dit, même si officiellement, au ministère de l'Intérieur, on ne commente pas cette actualité jugée « sensible ». Gérard Darmanin, il est vrai, a beaucoup œuvré en coulisses pour huiler les rouages des expulsions. Surtout celles des Algériens sortant des prisons françaises. Et la crise diplomatique avec Alger constitue pour lui une bien mauvaise nouvelle à l'heure du bilan.

Le vivier des seuls délinquants algériens est considérable. Ils sont la première nationalité étrangère représentée : environ 4000 personnes sur les 18000 de nationalité étrangère détenues dans les prisons françaises. C'est deux fois plus que les Marocains, quatre fois plus que les Tunisiens. Le nombre des Algériens dans les prisons du pays était de 2750 en 2021. Il a donc sérieusement progressé.

Combien d'Algériens sont éloignés actuellement ? « Personne ou presque », assure un haut fonctionnaire très au fait des questions d'immigration. En période « calme », ils sont environ 200 par mois à partir : 2562 éloignements (+36 %) en 2023, sur un total de 17048 personnes éloignées de France, toutes nationalités confondues (dont 11722 éloignements forcés).

L'an dernier, les Algériens sont ainsi arrivés en tête du palmarès des nationalités les plus éloignées, même si les chiffres restent modestes. Devant les Géorgiens (1642 éloignements en un an), les Albanais (1439), les Marocains (1104), les Roumains (1026) et les Tunisiens (887).

La Place Beauvau a opté pour une stratégie simple : accorder la priorité à l'expulsion des étrangers les plus dangereux, puisque le taux d'exécution des mesures d'éloignement est nettement faible. Les seules obligations de quitter le territoire français, les fameuses OQTF, sont mises en œuvre seulement une à deux fois sur dix.

Aujourd'hui, les autorités algériennes ont décidé de faire payer au président de la République français son soutien au Maroc

dans le dossier du Sahara occidental. Cette ancienne colonie espagnole, contrôlée en majeure partie par les Marocains, est en effet revendiquée tant par Rabat que par Alger. Et la lettre d'Emmanuel Macron au roi Mohammed VI, à l'occasion de l'anniversaire de son intronisation était sans équivoque : « le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine », écrivait le président français dans sa missive rendue publique le 30 juillet dernier.

La plaie est rouverte

Depuis, la plaie algérienne est rouverte et Alger a rappelé son ambassadeur en poste à Paris. Le gouvernement français « bafoue la légitimité internationale sans en mesurer lucidement toutes les retombées potentielles », a déclaré le ministre des Affaires étrangères algérien par voie de communiqué. Le refus de délivrer les laissez-passer consulaires qui permettent le retour des illégaux en Algérie est « la seule arme, le seul levier dont dispose le gouvernement algérien » pour tenter d'intimider Paris, estime, de son côté, l'ancien ambassadeur français à Alger, Xavier Driancourt.

Pour cet ancien diplomate, « la situation n'a rien d'étonnant ». Il rappelle que « les Algériens avaient déjà procédé de la sorte au moment de l'affaire Amira Bou-raoui ». En février 2023, cette journaliste et militante franco-algérienne avait échappé à une extradition vers Alger depuis la Tunisie après l'intervention de la France qui lui avait offert refuge. Humilié, le pouvoir algérien avait fermé, durant de longs mois, le compte-gouttes des laissez-passer consulaires.

Xavier Driancourt rappelle que le gouvernement français avait, l'an dernier, « autorisé l'ouverture de deux consulats algériens supplémentaires en France » pour faciliter la vie de la communauté algérienne dans l'Hexagone, portant le total des consulats algériens à vingt. Ce sont tous ces consulats qui doivent délivrer, en principe, les laissez-passer réclamés par Paris pour renvoyer les Algériens sans papiers dans leur pays d'origine.

Mais « l'activité consulaire est gelée de ce point de vue », constate un haut fonctionnaire à Beauvau. Il redoute que la justice n'accélère désormais les remises en liberté des illégaux algériens retenus dans les centres de rétention administrative français. D'ordinaire, la justice française fait échec à un tiers des OQTF.

L'argument des avocats, souvent retenu par les magistrats, est le manque de perspectives d'éloignement pour les personnes retenues. Alger joue la montre, n'ignorant rien de ces subtilités. Et le gouvernement Barnier devra inscrire dans son agenda le règlement rapide de cette question épineuse. ■

Mathieu Lefèvre et Charles Rodwell : « Accueillir moins pour accueillir mieux »

Propos recueillis par Wally Bordas

Les deux députés Renaissance, rapporteurs du budget immigration, plaident également pour renforcer l'exigence du parcours d'intégration des étrangers.

LE FIGARO. - Depuis 2015, le nombre d'immigrés clandestins aurait doublé en France.

Quelles mesures préconisez-vous pour endiguer cette hausse ? CHARLES RODWELL. - Notre objectif est d'accueillir moins pour accueillir mieux. Pour cela, il faut que l'on réduise l'immigration. Nous porterons en ce sens trois grandes propositions. D'abord, il faut renforcer le contrôle aux frontières en allouant plus de moyens à sa police et à la lutte contre l'immigration clandestine.

MATHIEU LEFÈVRE. - Il est également important de renforcer la rétention administrative des clandestins. Cela permettra d'améliorer l'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF) puisque les deux tiers des OQTF sont actuellement précédés d'un placement en centre de rétention administrative (CRA). Il faut donc rénover les CRA existants et en ouvrir de nouveaux.

Nous devons aussi lutter contre les fraudes, notamment pour les aides au retour. Il faut suspendre automatique-

ment l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) si une personne revient sur le territoire et formule une nouvelle demande. De la même manière, il faut généraliser les interdictions de retour sur le territoire (IRTF) une fois prononcée la décision d'éloignement. C. R. - En plus de ces deux premières mesures, nous souhaitons également renforcer l'exigence du parcours d'intégration afin de permettre à ceux qui ont vocation à rester en France de s'intégrer réellement.

« Nous voulons agir à budget constant. Nous ne demandons aucun crédit supplémentaire. Nous voulons donc lancer un audit complet du parcours d'intégration »

Charles Rodwell
Député des Yvelines

Comment financez-vous ces mesures ?

M.L. - Ces mesures coûteraient entre 200 et 300 millions d'euros de dépenses. Mais elles seront financées. C.R. - Nous voulons agir à budget constant. Nous ne demandons aucun crédit supplémentaire. Nous voulons donc lancer un audit complet du parcours d'intégration, notamment du contrat d'intégration républicaine et

du programme Agir. Nous évaluerons si leurs moyens sont alloués de manière optimale. Nous mènerons le même travail pour les subventions des associations impliquées dans l'accompagnement des migrants.

M.L. - Par ailleurs, nous devons faire payer les acteurs extérieurs, à commencer par les passeurs. Nous proposons, lorsque nous sommes en capacité de les identifier, la saisie automatique de leurs avoirs et le blocage de leurs comptes.

En situation de majorité absolue, il vous serait facile de faire passer ces propositions.

Mais dans cette Assemblée, comment allez-vous vous y prendre ? M.L. - Ce sont des propositions de bon sens. Ce que l'on veut, c'est que ceux qui ont droit au projet France parce qu'ils sont persécutés chez eux puissent avoir un parcours d'intégration plus rapide et efficace. En revanche, ceux qui dévient le droit d'asile ne doivent pas pouvoir rester et doivent être dissuadés. Ce sont des mesures qui peuvent réunir à la fois la gauche et la droite.

C.R. - Des millions de Français sont dans une insécurité culturelle. C'est un fait de société majeur. Soit nous laissons ce combat au RN, qui porte des mesures caricaturales pour y répondre, soit nous nous en saisissons en portant des mesures républicaines. ■

Passes de nouvelles écoles musulmanes, une croissance notable des établissements juifs, une forte progression des écoles « alternatives » en lien avec la nature et des établissements bilingues, voire multilingues. En cette rentrée 2024, quelque 116 structures (1) privées hors contrat – non financées par l'État et non tenues, donc, de respecter les standards de l'Éducation nationale – ont ouvert leurs portes en France. Elles étaient 107 l'année dernière.

« Et ce, malgré le peu d'aménité de l'État et du législateur à notre égard... C'est dire à quel point les attentes sociales sont colossales ! », estime Anne Coffinier, figure emblématique de l'enseignement hors contrat depuis la création, en 2005, de son association Créer son école. Infatigable défenseur de la liberté scolaire, cette normalienne et énarque, qui a mis depuis longtemps sa carrière de diplomate entre parenthèses, a pris l'habitude, lors de chaque rentrée scolaire, de faire le point sur les évolutions de ce monde d'écoles indépendantes.

Son terrain de jeu, initialement cantonné aux écoles catholiques traditionnelles – Anne Coffinier est entrée dans la foi lorsqu'elle était étudiante –, s'est étendu au fil des années pour embrasser l'ensemble de ce monde où gravitent des écoles confessionnelles comme laïques et où cohabitent des pédagogies très classiques et alternatives, telles Montessori. « Cela permet d'avoir une vue d'ensemble de la société », se félicite-t-elle, avant de rappeler que les établissements hors contrat sont « massivement laïcs, à la fois en stock et en flux. L'idée d'une communautarisation à l'œuvre via le hors contrat est un fantasme », affirme-t-elle.

Parmi les nouvelles structures créées, 78 % sont aconfessionnelles. Les écoles catholiques, juives et protestantes représentent respectivement 14 %, 10 % et 2 % des créations. Les établissements catholiques ont « atteint un seuil », estime Anne Coffinier. Les écoles juives, elles, ont beaucoup progressé, en lien avec le contexte géopolitique et les questions de sécurité. Les évangéliques, « très organisées », progressent bien « en banlieue, dans les milieux populaires ». Quant aux écoles musulmanes, il n'y en a pas eu de nouvelles. Plusieurs ont fermé l'an dernier, comme le groupe scolaire La Lumière du savoir, ouvert en 2013 dans le quartier des Tarterets,

Le boom des écoles privées hors contrat, reflet des attentes sociétales

Caroline Beyer

Plus d'une centaine de nouvelles structures ont ouvert leurs portes lors de cette rentrée. Parmi elles, beaucoup d'établissements bilingues et internationaux, mais aussi des écoles « alternatives » proposant une pédagogie en lien avec la nature.



Dans le primaire, le bilinguisme est essentiellement porté par des écoles Montessori (ici, à Évry, dans l'Essonne).

dont la préfecture de l'Essonne a ordonné la fermeture en juin dernier.

Côté pédagogies, les écoles « alternatives » l'emportent de loin (50 % des créations) sur les écoles à pédagogie « classique » (28 %). Lesquelles résis-

tent cependant, avec une offre d'enseignement explicite, structurée et progressif. Cette année, ce sont les établissements bilingues ou internationaux qui progressent le plus, avec 35 créations (contre 18 l'an dernier).

À l'école primaire, ce bilinguisme est essentiellement porté par des structures Montessori. Au lycée, nombre d'établissements proposent une préparation au bac international (IB). « Les élites financières préparent leurs

enfants à partir à l'étranger. Ce qui n'est pas très rassurant pour notre pays, estime Anne Coffinier. Pour leur éviter la prépa – où il y a beaucoup de casse –, elles les envoient à Bocconi en Italie, au Canada ou en Grande-Bretagne, et les font ensuite revenir en master à Dauphine ou à HEC. »

Autre reflet des attentes sociétales : le fort développement des écoles proposant un ancrage avec la nature (22 créations), ces « forest schools » qui cultivent un potager et proposent beaucoup d'activités en extérieur. Par ailleurs, géographiquement, plus d'un tiers des nouvelles créations ont lieu en grande ruralité (des villes de 5000 habitants), dans des villages privés de bonnes écoles de proximité. Elles sont le fait de néoruraux, « qui s'installent dans une vieille ferme pour télétravailler », résume Anne Coffinier. Elle ajoute que son association, Créer son école, accompagne de plus en plus de maires ruraux, confrontés à la fermeture des écoles publiques.

« Les élites financières préparent leurs enfants à partir à l'étranger. Ce qui n'est pas très rassurant pour notre pays »

Anne Coffinier
Fondatrice et présidente de l'association Créer son école

« Le hors contrat n'est pas un lieu d'utopie, mais un monde en phase avec la société », conclut Anne Coffinier, qui dénonce en parallèle un État de plus en plus suspicieux à l'égard de la liberté scolaire, qui « se pense seul légitime en matière d'éducation » et craint « l'empowerment de la société civile ».

Quid des fermetures ? En 2023-2024, 70 établissements hors contrat ont fermé leurs portes, contre 66 l'année d'avant. Parmi elles, des « écoles démocratiques » à la pédagogie libertaire, des écoles musulmanes, une école Steiner, mais aussi des écoles internationales fragilisées par le Covid.

Contrairement à d'autres pays, le monde de l'enseignement hors contrat représente une goutte d'eau en France, avec 1 % des effectifs. Mais la tendance est à la progression, avec 110 000 élèves qui y sont aujourd'hui scolarisés, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. ■

(1) Écoles maternelles, écoles élémentaires, collèges ou lycées.

Après les émeutes, des élèves calédoniens toujours sans école

Clara Hidalgo

Près de quatre mois après le début des événements, lors desquels de nombreux établissements scolaires ont été dégradés, la majorité des enfants a retrouvé le chemin des classes. Une minorité reste cependant sur le carreau, faute de transports et en raison de l'insécurité.

Tandis que les élèves de métropole ont fait leur rentrée lundi dernier, certains écoliers de Nouvelle-Calédonie, en pleine année scolaire (sur l'archipel, la période académique court de février à décembre), peinent à reprendre le chemin des cours. C'est le cas de Thibault* qui se lève chaque matin à 4h30 pour prendre une navette maritime le conduisant jusqu'à son lycée. Car, depuis les émeutes qui ont embrasé le territoire le 13 mai dernier, la route de son domicile jusqu'à son établissement est bloquée par les barrières de la tribu de Saint-Louis (l'un des clans kanaks qui ont pris part aux émeutes). Comme une centaine d'élèves et une dizaine de professeurs, l'adolescent est obligé d'emprunter cette navette, mise en place par les autorités locales, qui relie Nouméa au Mont-Dore.

Le problème : la capacité de cette embarcation est réduite et les trajets peu nombreux. « Il attend au moins trois heures tous les matins, parfois sous de fortes pluies et des vents violents », s'attriste Stéphanie, la mère de Thibault. Cette situation épuisante a des conséquences sur la scolarité de ce lycéen en terminale. « Ses notes ont baissé. Tous les jours, il rate deux heures de cours le matin et au moins deux heures l'après-midi. Il doit quitter l'établissement tôt pour être sûr de rentrer à la maison », poursuit-elle. Sur l'archipel, les cours débutent en moyenne à 7h15 et se terminent à 16 heures.

Depuis plus de trois mois, les 12 000 habitants de Mont-Dore, pour-

tant située à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale de l'archipel, sont complètement isolés. Pour tenter de compenser les heures de classe ratées, le vice-rectorat et les autorités locales ont mis à disposition une salle municipale de la commune pour réunir les élèves et les professeurs. « Mais ce ne sont pas de vrais cours, en tout cas en maths. Les enseignants proposent surtout de l'aide aux devoirs », déplore Stéphanie.

La province Sud, qui comprend le grand Nouméa, a lourdement été touchée par les émeutes. Treize écoles ont été dégradées et cinq ont brûlé, sur un total de 98 établissements, indique le vice-rectorat au Figaro. Des salles de classe ont été retrouvées entièrement calcinées et les vitres brisées. Seules les structures métalliques des tables et des chaises ont survécu. Plus de 4 000 élèves ont été affectés, sur un total de 18 770 écoliers, soit environ 20 % d'entre eux.

La situation s'est néanmoins améliorée depuis plusieurs semaines. Des travaux ont débuté dans de nombreux établissements, comme le lycée professionnel Pétro-Atiti, à Nouméa, où près de 800 élèves sont scolarisés. Toutefois, il ne rouvrira qu'en 2026 en raison de l'ampleur des dégradations. En attendant, les écoliers ont été transférés dans d'autres structures. Le collège de Rivière Salée à Nouméa, a quant à lui définitivement fermé ses portes. « Les finances locales sont insuffisantes pour payer les 750 millions d'euros de réparations », explique Didier Vin-Datiche, vice-recteur.

La majorité des jeunes et des enseignants ont retrouvé le chemin de l'école depuis le 19 août. L'absentéisme qui régnait lors de la reprise des cours à la mi-juin « s'effondre », se réjouit Didier Vin-Datiche. Par exemple, les taux d'assiduité au lycée dépassent désormais les 75 %, contre 50 % au 22 juillet. Ces chiffres sont cependant plus bas pour les lycées professionnels où le risque de décrochage scolaire est beaucoup plus important.

« Je ne crois pas au rattrapage du retard. Les enseignants n'ont pas de baguette magique »

Fabienne Kadooka
Secrétaire générale du syndicat enseignant local SFA-CGC

Bien qu'une grande partie des écoliers ait repris le chemin de l'école, les élèves ont manqué une longue période de l'année scolaire. Quand les émeutes ont éclaté, les trois enfants de François « n'ont pas eu cours pendant un mois », raconte le père de 43 ans. La famille réside dans le quartier sensible de Tuband, où les établissements ont été la cible de dégradations. François a donc dû faire l'école à la maison. Un exercice « difficile l'école », témoigne-t-il. « Ils ne voulaient pas travailler. Ils préféraient jouer, regarder la télé ou s'amuser avec les voisins », regrette l'ancien professeur.

Lorsque ses enfants ont été affectés dans de nouveaux établissements en

juillet, la situation n'était pas plus simple car ils se situaient plus loin de leur domicile. En raison de l'arrêt total des transports scolaires, François a été contraint de les conduire en voiture. « On devait traverser les barrages où on se faisait parfois insulter et où on recevait des jets de pierres », s'indigne-t-il. Ses enfants ont finalement pu retrouver leurs établissements initiaux le 19 août dernier.

Face à l'insécurité persistante, certains parents refusent encore d'envoyer leurs enfants à l'école. « Un phénomène difficile à chiffrer », note Fabienne Kadooka, secrétaire générale du syndicat enseignant local SFA-CGC. D'autres ont même déménagé dans les îles isolées où les violences se font plus rares. En effet, « certaines personnes sont armées sur les barrages et des tensions existent toujours avec les forces de l'ordre » dans la province Sud, ajoute la syndicaliste.

Afin de maintenir un lien scolaire avec les élèves restés à la maison ou qui ont l'impossibilité de se rendre dans leur établissement, les enseignants ont mis en place une continuité pédagogique, toujours en vigueur aujourd'hui. François et ses enfants en ont bénéficié tout l'été. « J'allais chercher les devoirs donnés par les professeurs. Mais ils ont accumulé un retard, c'est évident », déplore le père de famille. Thibault, le fils de Stéphanie, lui, rattrape comme il peut les cours qu'il rate grâce à la plateforme en ligne Pro-notes, « mais ce n'est pas suffisant », peste sa mère.

Inquiets pour le niveau scolaire de leur fils, qui souhaite intégrer une clas-

se préparatoire physique et chimie afin de devenir pilote, Stéphanie et son mari ont pris la décision de faire séjourner Thibault chez sa tante, à Nouméa, près de son lycée. « La séparation va être très difficile mais il a raté trop de cours », explique sa mère. Le couple paiera de surcroît une navette privée pour qu'il puisse rentrer au domicile familial le week-end. Des frais importants et une rupture géographique « qui auraient pu être évités ». La famille n'attend qu'une chose : que la situation « retourne à la normale ».

Pour les élèves qui n'ont pas la chance de Thibault, le vice-recteur indique au Figaro qu'une « session de rattrapage de deux semaines » pourrait être mise en place en janvier ou février prochain, avant la rentrée scolaire. Cependant, cette session sera proposée uniquement sur la base du « volontariat ». « On ne peut pas priver les élèves de leurs vacances d'été », justifie Didier Vin-Datiche. Pour Fabienne Kadooka, les propositions du vice-rectorat sont insuffisantes : « Je ne crois pas au rattrapage du retard. Les enseignants n'ont pas de baguette magique. »

Malgré une année scolaire perturbée, les épreuves du baccalauréat et du brevet sont maintenues. Elles se tiendront à la fin de l'année 2024 et uniquement à partir du contrôle continu. « Cela incite les élèves à revenir à l'école », estime Didier Vin-Datiche. Le vice-recteur se veut positif au sujet de l'avenir après l'annonce d'une reprise des « transports publics à Nouméa et sur la côte est ». ■

*Le prénom a été modifié.

Paris 2024: plus audacieux, plus émouvant, plus grand

Jean-Julien Ezvan

Les compétitions paralympiques ont, avec émotion, mis un terme à un fol été qui laissera des souvenirs précieux et un héritage solide.

Après avoir vu la vie en rose durant de longues semaines, Paris va doucement retirer sa robe, arracher le décor. Le métro n'égèrera plus les sites de compétition lors des arrêts, ne verra plus défiler les supporters enjoués, maquillés, prompts à fraterniser. Les coureurs pastel Art déco des affiches qui résisteront passeront avec les semaines mais s'inviteront comme des ocellades compliquées les jours de grisaille. L'été s'inscrit comme un refuge, s'applique à faire le plein de sourires pour garnir les albums de famille, entrer d'un pied léger dans l'automne et réchauffer les soirées d'hiver. L'été 2024 éclairé par la flamme des Jeux olympiques et paralympiques brûlera longtemps dans les souvenirs de ceux qui auront dansé sur les podiums, de ceux qui, sur un site ou à la télévision, auront partagé une balade avec Joe Dassin, hurlé *Que je t'aime* avec Johnny Hallyday, accompagné les performances le regard embué, transpercé par une émotion qui ne s'efface pas d'un revers de main quand surgissent les paralympiques Aurélie Aubert (boccia), Tanguy de La Forest (tir) ou Cyril Jonnard (judo) partageant un tour d'honneur bouleversant avec ses enfants après sa médaille de bronze.

Qui aurait pu imaginer il y a quelques années, des enceintes remplies en France pour suivre avec ferveur durant les Jeux paralympiques des séries de natation, des matchs de poules de cécifoot, de goalball ou de rugby fauteuil. Paris 2024 a relevé tous les défis. Les points de crispation étaient pourtant nombreux, touchaient à la sécurité, à la billetterie (12,1 millions de billets ont été vendus, dont plus de 2,5 millions pour les Jeux paralympiques), aux transports, aux caprices de la Seine ou au budget, rappelaient les tensions extrêmes du contexte international, les crispations politiques, les fragiles perspectives économiques. Le pessimisme était contagieux mais a été emporté par la magie d'un double événement lancé le 26 juillet sous la pluie diluvienne de la cérémonie d'ouverture des JO. Les Jeux ont tendu un miroir saisi avec vigueur. Il a renvoyé l'image d'une France décomplexée, unie qui, dans son éternel soif de débat avait regardé avec méfiance le barnum s'installer, avant de voir s'exposer avec fierté, sa diversité, sa créativité, sa capacité d'organisation, ses champions et de crier au génie. Sans oublier toutefois de laisser traîner d'inévitables bémols.

« L'espère qu'on se souviendra d'images fortes des Jeux de Paris 2024. Je me sou-

viens de 1998. De cette finale de la Coupe du monde. Ça m'a marqué, ça me marquera toute ma vie. J'ai envie que les Français gardent une, deux, peut-être trois images », souhaitait, avant les Jeux, Tony Estanguet, le président de Paris 2024.

« La nouvelle référence »

Chacun conservera les siennes. Pêle-mêle, la vasque de la flamme dans le jardin des Tuileries, la folle nuit du marathon pour tous, le Club France à la Villette, le parc des champions au Trocadéro, le Brésilien Gabriel Medina au-dessus de la vague de Teahupoo à Tahiti, la ola silencieuse des spectateurs respectueux du cécifoot au pied de la tour Eiffel, Anthony Jeanjean et son BMX freestyle accrochés au sommet de l'Obélisque, Léon Marchand le nouveau trésor national, le « dauphin » brésilien Gabriel Geraldo dos Santos Araujo qui a illuminé les épreuves de paratransition avec ses coulées, ses ondulations, son sourire et ses danses. Le cyclisme sur route qui a, dans une Ville Lumière pourtant habituée à applaudir la dernière étape du Tour de France, offert une course débridée, tapissé la butte Montmartre d'un public aux anges. Comme pour les épreuves dans la Seine. De jour et de nuit, Paris et ses antennes en banlieue et en région ont vibré, touché

La vasque de la flamme olympique dans le ciel de Paris.



par les larmes de Novak Djokovic, la symphonie de la gymnaste Simone Biles, la virtuosité du perchiste suédois Mondo Duplantis qui saute sur la Lune, les nageurs paralympiques (le Biélorusse Ihar Boki, la Chinoise Yuyan Jiang qui, avec 7 médailles d'or, s'inscrit comme la plus titrée des Jeux) ou la paracycliste Oksana Masters (complétant sa collection d'hiver

et d'été avec deux nouvelles médailles d'or)...

La France a bouclé les Jeux en ayant atteint ses objectifs : 5^e du tableau des médailles aux JO (64 médailles, dont 16 d'or) ; 8^e des Jeux paralympiques (75 médailles, dont 19 d'or). « Ce furent des Jeux olympiques sensationnels du début à la fin », avait salué Thomas Bach, le président du Comi-

Léauté, Hanquiquant, Aubert, Villeroix... Ces Bleus qui auront sublimé les

Cédric Callier, Jean-Julien Ezvan et Lucas Michel

75 médailles, dont 19 en or, et une place dans le top 8 : l'objectif a été atteint par l'équipe de France paralympique qui aura permis à ses athlètes, dans de nombreuses disciplines, de toucher le cœur des Français et de se faire (enfin) un nom auprès du grand public.

■ Le cyclisme au sommet

Les Bleus du vélo ont collectionné 28 médailles, dont 10 d'or (7 sur route et 3 sur piste). Une campagne historique. À l'image de mercredi dernier, quand l'équipe de France a dominé les contre-la-montre avec 11 médailles (dont 4 d'or). Une journée bleu-blanc-rouge presque irréelle. De quoi diffuser l'envie et même faire naître la frustration des conquérants quand une médaille d'or filait ensuite entre les doigts et venait semer la zizanie dans cette équipe bâtie, orchestrée avec rigueur, ambition et malice par Laurent Thirionet, ancien champion paralympique (7 médailles, dont 2 d'or), nommé à la tête des Bleus en 2017, qui visait « plus de 20 médailles ». Sur la piste de Saint-Quentin-en-Yvelines ou sur le circuit technique de Clichy-sous-Bois (les Bleus n'avaient pas tracé le parcours mais avaient fait part de leurs requêtes), Mathieu Bosredon, avec ses 3 médailles d'or en handbike, Florian Jouanny, 2 médailles d'or et 1 de bronze, également en handbike, Alexandre Léauté, 2 médailles d'or et 2 médailles de bronze, et Heidi Gaugain, 3 médailles d'argent (la Française la plus médaillée de ces Jeux) ont particulièrement brillé. Symboles d'un groupe insatiable qui a terminé à la première place du classement des nations en cyclisme (devant les Pays-Bas) et qui va vite se tourner vers Los Angeles 2028.

■ La belle vague de la natation

Dans le bassin de Léon Marchand avait fait bouillir durant les Jeux olympiques, les Bleus ont su se hisser à la hauteur des attentes, avec 14 médailles (dont deux d'or pour Émilie Pierre sur 100 m nage libre S10 et Ugo Didier sur 400 m nage libre S9 au terme d'une remontée étourdissante qui a fait trembler les murs de Paris La Défense Arena, qui croyait pourtant avoir déjà tout vu). À l'heure du bilan, brillent les 4 médailles (3 médailles d'argent et 1 de bronze) du polyvalent Alex Portal, qui a partagé une course et

un podium émouvant avec son frère Kylian (argent pour l'ainé, bronze pour le cadet sur 400 m S13). Émotion également avec les deux premières médailles aux Jeux du Réunionnais Laurent Charard. Alex Portal (22 ans), Ugo Didier (22 ans, dont le frère Lucas a remporté la médaille d'argent en tennis de table MS9), Émilie Pierre (24 ans) et Hugo Denayer (19 ans) incarnent le présent et l'avenir d'un groupe qui a prouvé sa compétitivité, son ambition et planté les promesses d'un avenir radieux.

■ Alexis Hanquiquant, porte-drapeau rayonnant du triathlon

Décalé d'une journée du dimanche au lundi, le paratriathlon a quand même vécu une fabuleuse journée dans les rues de Paris. Avec, en point d'orgue, la démonstration d'Alexis Hanquiquant, vainqueur attendu et autoritaire d'une catégorie PTS4 où il n'aura laissé que des miettes à la concurrence. Avec plus de deux minutes d'avance, il a terminé au ralenti pour profiter de l'instant, là devant les Invalides, en tant que statue du Commandeur de sa discipline. « J'ai vibré, ces Jeux de Paris sont un rêve éveillé », confiera le porte-drapeau doré, désormais double champion paralympique. Avant lui, le rêve éveillé a aussi concerné Jules Ribstein, roi sans couronne de la catégorie PTS2, enfin sacré champion paralympique après une démonstration autour du pont Alexandre III. Devant un joyeux public mobilisé en ce lundi de rentrée, le festival du paratriathlon français a aussi concerné les duos Thibaut Rigaudet et Cyril Viennot, en argent pour leur dernière commune devant leurs compères Antoine Pélét et son guide Yohan Le Berre, bronzés dans la catégorie PTVI.

■ Aurélie Aubert, le sourire de la boccia

« La boccia, qu'est-ce que c'est ? » Cette question revenait en boucle au début des Paralympiques au sujet de ce sport de boules totalement méconnu. Ce qui n'est plus, ou moins, le cas dix jours plus tard grâce à une formidable championne, Aurélie Aubert, dont le sourire et l'humour auront séduit tout le monde. « Je viens de réaliser que je suis médaille d'or, je n'avais pas encore compris », avait-elle ainsi lâché au Club France, devant une foule venue la célébrer et sous le charme de cette jeune femme de 27 ans, venue à la boccia... par amour des « Schoko-Bons » ! À tel point qu'elle a fort logiquement été désignée porte-drapeau fran-



De gauche à droite et de haut en bas : Alexis Hanquiquant, porte-drapeau doré, désormais double champion en paratriathlon.

Alexandre Léauté (2 médailles d'or et 2 de bronze), emblématique d'un groupe insatiable qui a terminé à la première place du classement des nations en cyclisme.

Aurélien Aubert, la révélation joyeuse de la boccia française.

Le capitaine tricolore du cécifoot, Frédéric Villeroix (numéro 10), entouré de ses coéquipiers après leur victoire en finale contre l'Argentine.

caise pour la cérémonie de clôture, ce dimanche. « Cette médaille d'or représente des années de travail et j'espère que la boccia va être plus médiatisée et plus connue en France », souhaitait-elle désormais. Lors de ces Jeux, elle en aura été la plus belle représentante.

■ Les Bleus du cécifoot illuminent la tour Eiffel

« Villeroix ! Villeroix ! » Le Champ-de-Mars résonne encore des encouragements du public, énamouré d'un nouveau numéro 10 répondant au nom de

Frédéric Villeroix. Auteur du but français et du tir victorieux lors de la séance de penalties décisive en finale pour la France face à l'Argentine (1-1, 3 réussites à 2), le capitaine français a mené ses troupes à un improbable titre paralympique, trois ans après avoir fini dernier à Tokyo. « La victoire des amateurs sur les professionnels », comme il se plaisait à le souligner, en espérant que cette médaille d'or apporte plus de visibilité à une discipline méconnue dans l'Hexagone. « Nous avons reçu énormément de félicitations avant et après cette médaille, mais il ne faut pas que cela s'arrête là », espère-t-il.

CHRISTIAN FAITMANN, JARNA ABRANCHES ET TANG CHUN AN/REUTERS, PABLO DONDERO / SOPA IMAGES VIA REUTERS, CONNECT




L'APRÈS-MIDI DUMONTIER/PHOTO/LE FIGARO/MAKAPPP

té international olympique. Les Jeux paralympiques de Paris 2024 sont « la nouvelle référence » en matière d'organisation et d'expérience des athlètes, a souligné Andrew Parsons, le président du comité paralympique international.

Paris s'efface. Place à Los Angeles. Avant de tourner définitivement la page, il reste la parade, le 14 septembre, pour

célébrer l'équipe de France (olympique et paralympique) avec un défilé sur les Champs-Élysées, à l'initiative du président de la République. Le dernier événement orchestré par les équipes de Paris 2024. Dernière étape d'un été de rêve... ■

 Lire aussi **PAGE 20**

épreuves paralympiques

Cette équipe de France là mérite plus, en effet, que d'être un simple tube de l'été.

■ Lucas Mazur et Charles Noakes, un tandem en or

Difficile de réunir deux physiques plus différents. D'un côté, Lucas Mazur, 1,92 m, un colosse venu d'abord du rugby avant de s'éprendre d'une raquette et d'un volant. De l'autre, Charles Noakes, 1,45 m de pure folie, capable de virevolter aux quatre coins du court sans jamais donner l'impression de se fatiguer. Mais entre les deux, il existe une amitié, une connexion très forte. Qui a donné lieu, lundi dernier, à un grand moment de joie et d'émotion dans l'Arena Porte de la Chapelle lorsque Mazur tout d'abord, puis Noakes quelques heures après, ont chacun conquis l'or. Pour le premier, il s'agissait d'une confirmation de son sacre à Tokyo et de son statut de boss de sa catégorie. Pour l'autre, divine surprise, le public venait d'assister à l'éclosion d'un géant. Et avec deux têtes de gondole de la sorte, le badminton a de beaux jours devant lui.

■ Tanguy de La Forest, l'éloge de la patience

Lors de ses cinq premières participations aux Jeux, Tanguy de La Forest n'était pas parvenu à monter sur le podium, le tireur devant se contenter d'une collection de places d'honneur, 4^e ou 5^e à de multiples reprises. Et puis le 30 août, à Châteauroux, la médaille d'argent fut enfin au rendez-vous. Un bonheur intense pour le Breton de 46 ans, qui ne se doutait pas que l'or était à venir 48 heures plus tard. « C'est un moment de grâce absolument incroyable, confiait-il alors. Quelque part, le fait d'avoir déjà remporté une médaille d'argent m'a aussi libéré. Réaliser ça devant sa famille, ses amis, le public français, c'est incroyable. » Après avoir visé dans le mille, de La Forest a légitimement gagné le droit de porter le drapeau bleu-blanc-rouge au Stade de France dimanche soir.

■ Sandrine Martinet, le défi réussi d'une battante

Après avoir enflammé les Jeux olympiques, le judo hexagonal rêvait d'en faire de même, à sa plus petite échelle, lors des Paralympiques. Malheureusement, il en aura manqué un peu à Hélios Latchoumanaya pour décrocher l'or, alors que Sandrine Martinet s'inclinait, elle, logiquement en finale face à l'invincible Kazakhe Akmaral Nauatbek (aucune défaite pour elle depuis ses débuts en para). Mais l'im-

portant était ailleurs pour cette maman de 41 ans, qui décroche sa 5^e médaille aux Jeux. « Je suis très très fière de cette médaille d'argent. Les trois autres (à Athènes, Pékin, Tokyo, NDLR), je les boudes un peu, parce que j'aurais pu faire mieux. Pas sur celle-là. Là, j'ai tout donné, j'ai fait une super journée. J'attendais le moment de rentrer auprès de ma famille avec impatience. Même si c'est dans la défaite, c'est un merveilleux moment. Je veux profiter de tout ce qui m'attend avec cette belle médaille. »

■ Timothée Adolphe, une collecte d'argent contrastée

Le « guépard blanc », le surnom de Timothée Adolphe, sort de ces Jeux pas totalement rassasié. Si sa médaille d'argent sur le 100 m dans la catégorie T11 (celle des non-voyants) le satisfaisait, il n'en va pas de même avec celle du 400 m où il espérait tellement décrocher enfin le titre paralympique après lequel il court depuis Rio en 2016. Pour cela, il lui faudra patienter jusqu'à Los Angeles, qui sera, selon ses propres termes, « son dernier grand challenge ». Avec ses deux médailles d'argent, Adolphe porte l'athlétisme français sur ses épaules. Avec 5 médailles – trois en argent et deux en bronze –, l'objectif minimal a été atteint. Mais à l'instar de son homologue valide, la discipline a un important travail à effectuer pour briller davantage.

■ Il aura manqué de l'or au tennis de table

Avec six médailles à son compte (une en argent et cinq en bronze), le bilan du tennis de table français n'a absolument rien d'infamant. Simplement, il aura manqué un titre, au moins, pour donner un peu plus de prestige à cette cuvée 2024 qui aura été marquée par l'émergence d'une nouvelle génération talentueuse, emmenée par Lucas Didier (21 ans), médaillée d'argent dans la catégorie MS9, et Flora Vautier (19 ans), en bronze à l'issue du double mixte D7. En revanche, après quatre médailles d'or sur les deux dernières éditions, Fabien Lamirault est descendu de son piédestal à l'Arena Paris Sud en réalisant cette fois un double en... bronze, en simple et en double masculin aux côtés de Julien Michaud. Certaines éliminations précoces – Thu Kamkasomphou, Léa Ferney, Clément Berthier ou encore Lucas Créange – en quarts de finale, auront déçu également. Pas de quoi hurler à la crise, mais de quoi nourrir une réflexion sur la nécessité de se réinventer pour le « ping » français. ■

Des Jeux qui ne seront pas qu'une « parenthèse enchantée »



HUMEUR
Martin Couturié

« C e qui est à côté, en dehors de l'essentiel, du cours normal des choses, des événements... » La troisième définition du mot parenthèse par le Larousse tendrait à indiquer que Paris 2024, cette incroyable séquence olympique qui s'est achevée ce dimanche dans l'allégresse, ne comptera pas à l'avenir dans notre pays et ne restera donc, selon le terme de nombreux observateurs, qu'une « parenthèse enchantée », aussi vite refermée que délaissée.

Évidemment nous n'avons pas oublié l'effritement rapide de la France black-blanc-beur en 1998 et l'importance de ces sujets actuels politico-économico-société-internationaux qui vont renvoyer le sport à sa dimension d'aimable distraction et de jeux du cirque pour le peuple, comme le pensent et le disent certains. Ce serait cependant, à notre humble avis, une erreur majeure de considérer que ces Jeux olympiques et paralympiques, fabuleuse vague d'émotion et d'enthousiasme, ne laisseront pas un héritage riche et essentiel, lorsqu'ils se seront retirés après un été de folie. La ministre des Sports et des Jeux, Amélie Oudéa-Castéra, évoque ainsi une déferlante de nouveaux pratiquants et licenciés, jusqu'à environ 3 millions, alors que de multiples rénovations et ouvertures d'équipements vont permettre aux sportifs habitués de pratiquer dans des installations de meilleure qualité.

Au-delà des infrastructures qui ont gagné des années sur le planning des autorités (prolongement de la ligne 14, etc.) et de la possibilité dès l'été prochain pour les Franciliens, provinciaux et visiteurs du monde entier de plonger

une tête dans la Seine et la Marne, l'héritage de Paris 2024 sera multiple. Avec toutes ces graines sportives plantées dans le cœur de notre jeunesse, qui va se précipiter dans les piscines pour imiter Léon Marchand. Avec ce regard qui aura forcément changé sur les athlètes (olympiques et surtout paralympiques) peut-être enfin appréciés à leur juste valeur comme depuis longtemps dans le monde anglo-

Malgré les critiques et les inquiétudes des oiseaux de mauvais augure, les Français se sont approprié ces Jeux parfaitement organisés

saxon. Avec notre pays qui connaît aujourd'hui la richesse des Jeux olympiques et bien au-delà de l'intérêt du sport pour rassembler, éduquer, dynamiser une nation et lui offrir des bulles d'oxygène essentielles dans un monde sous pression.

Ces Jeux totalement réussis, festifs, passionnés, émouvants (nous avons versé notre petite larme à la fin du succès surprise de l'équipe de France de céfifoot) vont faire passer un cap au sport, forcément plus haut dans la hiérarchie des sujets qui comptent. Malgré les critiques et les inquiétudes des oiseaux de mauvais augure, les Français se sont appropriés ces Jeux parfaitement organisés, les ont aimés, chantés, dansés. Fiers de leurs athlètes et de la capacité de notre pays à réussir de grands défis ambitieux. Il ne faudra pas l'oublier. Bien loin d'une simple parenthèse, aussi enchantée soit-elle. ■



Assureur Officiel



Partenaire des nouveaux rêves.

En septembre, c'est décidé, ils vont s'inscrire à l'escrime. Ou à la natation, même s'ils ont encore peur du grand bain.

C'est aussi ça, le résultat des Jeux : des yeux écarquillés et des rêves tout neufs.

Chez Allianz, nous sommes fiers d'accompagner les Jeux Olympiques et Paralympiques d'hier et de demain.

Allianz AFAP - Société anonyme au capital de 991 577 201 € - Entreprise régie par le Code des assurances - 1, rue de la République - 92001 Nanterre Cedex - France - Allianz.fr

Amélie Oudéa-Castéra : « La France rayonne et a mis la barre haut »

Martin Couturié

La ministre des Sports et des Jeux olympiques tire le bilan d'une édition exceptionnelle et se projette sur son héritage.

Au cœur du dispositif en tant que ministre des Sports et des Jeux, l'ancienne championne de tennis tire le bilan d'un rendez-vous olympique réussi et qu'elle n'imaginerait pas sans héritage. Bien au contraire...

LE FIGARO. - Les équipes de France olympiques et paralympiques ont atteint leurs objectifs de médailles. Cela doit être une vraie satisfaction pour vous ?
AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA. - Oui ce top 5 et ce top 8, exactement à l'objectif que nous nous étions fixés, c'est une immense satisfaction. Je veux souligner le mérite exceptionnel de nos athlètes qui se sont préparés pour le rêve d'une vie. Et cela en prenant appui sur les moyens mis en place autour d'eux et sur un écosystème uni. Vous avez vu que pendant les JO et les Paralympiques, il n'y a pas eu le moindre couac de communication, de bisbilles entre les équipes. Tout le monde était concentré sur le même objectif, avec confiance, fluidité, cohésion.

Comment expliquer cette réussite sportive ?

C'est la récompense d'une stratégie pensée depuis plusieurs années avec des moyens inédits mis au service d'objectifs précis. Il y avait bien sûr tout ce qui concerne la préparation technique, mentale des athlètes mais aussi leur accompagnement au-delà du sport. D'abord sur le plan matériel pour leur sécuriser des conditions de vie qui soient dignes, puis sur le plan familial, avec des aides à la parentalité, et sur la dimension socioprofessionnelle avec des liens avec les entreprises, le soutien d'employeurs publics et des aménagements de scolarité pour les étudiants. On a créé une vraie bulle de sérénité autour de nos athlètes, qui ont pu se concentrer sur leurs performances sportives.

Au final, peut-on dire que la France est devenue un vrai pays de sport avec ces Jeux et qu'elle a franchi un cap ?
On a franchi un cap énorme et l'enjeu est de passer d'une nation de grands sportifs à une grande nation sportive. Nous sommes prêts sur l'héritage. J'avais anticipé dès le mois de mai, avec toutes les fédérations, la mise en place d'un plan d'accueil, pour qu'à l'indemnité des Jeux, on soit en capacité d'absorber le nouveau flux de licenciés. Avec un volet équipements, un volet ressources humaines axé sur l'amélioration de l'accès au métier d'éducateur sportif, la promotion du bénévolat et le recours au service civique, et un volet aides financières pour les jeunes issus de familles modestes, avec le



« Notre pays est capable de faire des grandes choses quand il a de l'ambition », souligne Amélie Oudéa-Castéra.

passé sport. Sur les équipements sportifs, l'État a investi 1,2 milliard d'euros depuis 2017. Ce qui va nous permettre d'accueillir dès à présent 1,4 million de pratiquants licenciés supplémentaires. On en espère même plus 2 millions dans les mois à venir. Sachant qu'aujourd'hui, on a 16 millions de licenciés, cela représente une augmentation de 12 % à 15 %. Et on aura en plus entre 500 000 et 1 million de pratiquants « libres », qui feront du sport sans prendre de licence dans un club. Dans ce plan d'accueil, on a conçu un volet spécifique sur le handicap, avec notamment la formation de 3000 nouveaux clubs inclusifs. Donc le mouvement sportif est en ordre de bataille.

Du côté de l'organisation, la réussite est totale et a été saluée de par le monde. Êtes-vous surprise de ce sans-faute ?
Non, parce qu'on a effectué en équipe un travail titanesque. Dans cette équipe, il y avait bien sûr le rôle central du comité d'organisation. Mais autour de lui, il y a eu un rôle très fort de l'État, au niveau central comme au niveau territorial, notamment en Île-de-France, où toutes les grandes collectivités publiques, de la Ville de Paris à la région en passant par la métropole et les départements hôtes, ont également beaucoup contribué et très bien coopéré. Ensemble, nous avons eu une détermination absolue. Nous

n'avons rien lâché de l'ambition malgré les polémiques, les doutes, les récriminations. Ensuite, nous étions très coordonnés, avec une gouvernance claire et efficace sur toutes les thématiques. Et les sensibilités politiques très différentes qui étaient autour de la table ont su garder à l'esprit l'intérêt supérieur du projet, malgré des moments difficiles. Dernier élément à souligner : la qualité du travail effectué avec les élus locaux à travers la France, notamment pour le plus long relais de la flamme olympique de l'histoire, qui a traversé 400 villes et attiré 8 millions de spectateurs, sans oublier les 50 villes qui se sont engagées dans le relais paralympique. Concernant la billetterie, au global, 1 million de places ont été offertes à des publics prioritaires, dont 400 000 par l'État et le reste par les collectivités locales, pour embarquer tout le pays dans l'aventure. Durant les Paralympiques, nous avons organisé la plus grande sortie scolaire de l'histoire, avec 193 000 enfants invités aux Jeux ! Ils ont contribué à l'ambiance incroyable dans les stades.

Qu'avez-vous envie de dire à tous les oiseaux de mauvais augure, qui pendant des mois ont critiqué les Jeux et leur préparation ?
Je n'ai jamais critiqué cette ambiance-là parce qu'au fond, elle nous a probable-

ment conduits à faire preuve d'encre plus de rigueur, de volonté, de vigilance. En revanche, il y a eu quelques polémiques inutiles qui ont peut-être privé d'un peu de bonheur certains Français. Je pense à ceux qui ont fui l'Île-de-France pendant les Jeux. Donc cela a un temps affaibli l'engagement populaire autour de l'événement, mais les Français se sont vite rattrapés.

« On a franchi un cap énorme et l'enjeu est de passer d'une nation de grands sportifs à une grande nation sportive »

Amélie Oudéa-Castéra Ministre des Sports et des Jeux olympiques

Quelles leçons tirez-vous de ces Jeux ?
Il faut d'abord intégrer pour de bon que notre pays est capable de faire des grandes choses quand il a de l'ambition. On n'est pas là pour jouer petits bras. La France est un grand pays, il y a un vrai génie français, il y a des savoir-faire exceptionnels, une excellence dans les services de l'État, dans les équipes locales, chez les opérateurs de transport et aussi dans les entreprises. Au total, ce sont 2000 entreprises et 180 000 salariés qui

ont été mobilisés en complément de la centaine de milliers d'agents publics engagés, dont nos forces de l'ordre que je veux saluer.

Le rapport de la Cour des comptes sur le coût de ces Jeux risque-t-il de raviver les critiques ?
Non. Car on a eu beaucoup de rigueur dans le suivi et la maîtrise des coûts associés aux Jeux. Je veux rappeler que le budget du Cojo, 4,4 milliards d'euros, a été financé à 96 % par des fonds privés et les 4 % de contributions publiques ont été exclusivement fléchés vers le financement des Jeux paralympiques. Concernant le budget de la Solideo (l'organisme chargé de livrer les équipements des Jeux, le Village olympique transformé en nouveau quartier, etc.), les financements publics sont de moitié, mais correspondent à un héritage durable et pérenne. Je pense à tout le parc de logements, à tout ce qui est fait sur les transports en Île-de-France, au chantier de la baignabilité de la Seine et de la Marne, à la mise en accessibilité des infrastructures, aux nouveaux équipements sportifs. Donc face à ces investissements publics, il y a une vraie amélioration de notre cadre de vie et la construction d'une nation inclusive et sportive. Avec ces Jeux, notre pays est aussi devenu la nouvelle référence en matière d'organisation de grands événements sportifs, avec en prime des engagements écologiques et sociaux forts en leur cœur. La France rayonne et a mis la barre haut. Pour la suite, les Jeux de 2030, et plus largement pour le savoir-faire français, c'est un acquis extraordinaire.

Pas de mauvaise surprise donc à attendre budgétairement ?
Non, il n'y a pas de dérives sur ces Jeux. Par rapport au début, le budget du comité d'organisation n'a évolué que de 15 %. Et concernant celui de la Solideo, hors inflation, l'augmentation est de 2 %, sachant que la Solideo a même rendu un petit peu d'argent. Et les dépenses de l'État ont été ventilées dans les différents budgets des ministères, de façon transparente et maîtrisée.

Craignez-vous que ces Jeux ne soient finalement qu'une parenthèse enchantée comme on l'a beaucoup entendu ?
Cette séquence démontre que le sport est capable de générer des émotions à nul autre pareil. Quand on lui donne sa chance, il produit un bonheur national et une cohésion exceptionnelle. Ce qu'on réalise nos athlètes va créer des vocations durables, à la fois pour des pratiquants mais aussi pour des organisateurs d'événements... ■

Solitaire du Figaro Paprec : Le Pape vise le paradis

Serge Messenger À bord du bateau « Express »

Pour sa huitième participation et son retour sur le circuit, le Breton se sent pousser des ailes.

En quittant Royan, dimanche à 14 heures, pour 710 milles en direction de La Turballe, via des marques anglaises, Martin Le Pape (Demain) était tout de suite dans le bon tempo. Le cinquième du classement général après deux étapes semblait conserver de bonnes sensations.

Le Quimpérois de naissance n'est pas passé par l'Optimist pour ses premières vibrations en mer. La planche à voile ayant ses faveurs. Au grand dam de son père, Christian, ancien patron du Pôle Finistère de course au large. Même à 15 ans, les croisières familiales, les bateaux à voile, l'ennuient. Sa passion étant la vitesse sur l'eau. Plusieurs fois champion de Bretagne, vice-champion de France et 5^e du Mondial jeune, Martin Le Pape est en échec scolaire tout son primaire, à pleurer. « J'ai découvert le bateau avec la section voile au collège. C'était pour moi un moyen d'exister. Dès lors, tout a été beaucoup mieux dans mon cursus avec un bac S et un master 2 de



Martin Le Pape (Demain) est 5^e de la course avant la dernière étape.

Staps. Aujourd'hui, je pourrais être prof de sport. » Sans bagage vélifique, il se lance en J80 puis en M34 sur le Tour Voile. Il décide ensuite de faire la Transat Ag2r La Mondiale. Il part ainsi avec Roland

Jourdain. « Pour ma première course en Figaro, nous faisons 4^{es}. C'était un crash-test pour moi. Est-ce que le large allait me plaire ? Avec Bilou, j'apprends beaucoup. Cette déconcentration en mer m'a convaincu. Je vais en faire mon métier », explique le marin qui aura 36 ans prochainement.

En 2015 commence la carrière de Figariste solitaire de Martin Le Pape qui durera sept ans : « Je fais trois ans sous les couleurs de la sélection Macif. Une super école, avec des moyens. Continuant après à monter mes projets, avec toujours un message social. Pendant toutes ces années, mon meilleur résultat a été une place de 7^e au général, avec 2 places de 4^e sur des étapes. Même avec un niveau technique élevé, il se passe des choses sur une Solitaire que tu ne maîtrises pas. Et il peut y avoir une part de chance mais tu ne peux pas l'avoir sur plusieurs manches. »

Manger du Figaro était usant pour le papa d'une petite Louise de 2 ans. L'environnement avait disparu. Il décide alors d'aller vers d'autres horizons. Une Transat

Jacques Vabre en Imoca avec l'Italien Giancarlo Pedote en 2021. Vient son projet Class40 avec un bateau neuf pour la dernière Route du rhum : « J'ai pris le dernier bateau dispo. Et il se trouve que c'était plutôt une merde. J'en ai chié toute la saison même si je sauve les meubles en terminant 9^e. Je me tourne vers un projet Imoca mais je n'avais pas les moyens de mes ambitions. »

Martin Le Pape a besoin de naviguer. Il revient donc sur le circuit Figaro et ne fait pas de la figuration sur cette Solitaire. Gonflé à bloc pour l'ultime manche : « Je suis content de mon classement. Je suis à 9 minutes du 2^e. L'objectif est donc de faire un podium, confie-t-il avant le départ de la dernière étape. Mais il ne faudra pas casser, ne pas perdre de voile dans la partie ventée en Manche. Surtout je ne souhaite pas me mettre en mode guerrier dès le début mais être devant sans prendre de gros risques. Je vais faire ma course, sans trop regarder les autres. » ■

EN BREF

Tennis : Sabalenka dans l'histoire

En battant l'Américaine Jessica Pegula (7-5, 7-5), samedi pour remporter son premier US Open et son troisième titre du Grand Chelem, la Biélorusse Aryna Sabalenka est devenue la cinquième joueuse de l'ère Open à remporter la même année les deux tournois du Grand Chelem sur dur (Open d'Australie et US Open), après Steffi Graf, Monica Seles, Martina Hingis et Angelique Kerber.

Rugby : Kolisi s'en va

Désireux de poursuivre sa carrière internationale, Siya Kolisi, double champion du monde avec l'Afrique du Sud, quitte le Racing un an après son arrivée en Top 14.

1^{RE} JOURNÉE TOP 14

BAYONNE	21-19	PERPIGNAN
CLERMONT	39-7	PAU
CASTRES	31-28	RACING
MONTPELLIER	22-26	LYON
BORDEAUX B.	46-26	STADE FRANÇAIS
LA ROCHELLE	19-15	TOULON
VANNES	dim.	TOULOUSE

Delphine Chayot

Grâce à un anticorps monoclonal et à un vaccin, les parents ont désormais le choix entre deux stratégies de prévention contre le virus respiratoire syncytial.

Être vaccinée à la fin de la grossesse ou attendre la naissance de son nouveau-né pour l'immuniser ? Longtemps impuissants face à la bronchiolite du nourrisson, une maladie respiratoire qui touche chaque année un tiers des enfants de moins de 2 ans, les parents ont désormais le choix entre deux stratégies de prévention. « C'est un progrès formidable », salue la Pr Elsa Kernorvant, pédiatre au service de réanimation néonatale de l'hôpital Necker-Enfants malades. La bronchiolite se traduit par des difficultés à respirer et à s'alimenter. Quand elle est sévère, elle nécessite une hospitalisation, parfois en réanimation. C'est très éprouvant pour les enfants et leurs familles. Elle peut aussi mettre en danger l'allaitement maternel, et elle augmente le risque ultérieur d'asthme. Il est crucial de protéger tous les bébés. » L'épidémie annuelle dont le pic survient en général en décembre est aussi un fardeau pour le système de soins, régulièrement débordé par l'afflux de petits malades.

Proposé pour la première fois en 2023 et victime de son succès l'hiver dernier en France, le Beyfortus (nirxévimab) est un anticorps monoclonal qui immunise le nourrisson contre le virus respiratoire syncytial (VRS), à l'origine de trois quarts des bronchiolites. Le traitement, dont 600 000 doses seront disponibles cette année, est rejoint par un autre outil dans l'arsenal de prévention : l'immunisation passive du nouveau-né grâce à la vaccination de sa mère pendant la grossesse.

Le vaccin maternel, nommé Abrysvo, a été autorisé en août en Europe, et est déjà disponible à l'hôpital et dans les pharmacies. Commercialisé au prix de 196 euros, il est gratuit pour les familles car pris en charge à 100 % par l'Assurance-maladie. L'injection doit avoir lieu au huitième mois de grossesse, entre 32 et 36 semaines après les dernières règles. « Son avantage est de protéger le



5 800 hospitalisations de jeunes enfants ont été évitées l'an dernier avec la vaccination du nourrisson contre le virus responsable de la bronchiolite.

ALINE MORCILLO / HANS LUCAS VIA AFP

Contre la bronchiolite, faut-il vacciner les mères ou les enfants ?

nourrisson dès la naissance grâce aux anticorps maternels transférés par la voie placentaire », souligne le Pr Romain Basmaci, pédiatre à l'hôpital Louis-Mourier (Colombes). La protection du bébé est maximale deux semaines après la vaccination, et risque donc d'être moins efficace en cas d'accouchement prématuré. Un écart de deux semaines est par ailleurs recommandé en cas d'administration du vaccin contre la coqueluche, lui aussi proposé aux femmes enceintes pour protéger leur enfant.

Injection peu douloureuse

Dans les essais cliniques, Abrysvo s'est révélé efficace pour réduire les infections respiratoires sévères (82 % à 3 mois, 70 % à 6 mois) et les hospitalisations (68 % à 3 mois, 57 % à six mois). « En ce qui concerne la tolérance du vaccin, il n'a pas été rapporté de hausse d'événements indésirables graves ni chez la mère, ni chez le nouveau-né », indique

la Haute Autorité de santé, dans un avis comparant les deux stratégies de prévention. Il fait toutefois l'objet d'une surveillance renforcée quant à un éventuel surrisque de naissances prématurées. En l'absence de données d'efficacité chez les femmes immunodéprimées, celles-ci sont invitées à privilégier le Beyfortus.

Déjà disponible dans les pharmacies de ville, celui-ci sera proposé à partir du 15 septembre dans les maternités. L'anticorps monoclonal, délivré en une injection dans le muscle de la cuisse, n'active pas le système immunitaire du nouveau-né mais lui fournit une arme prête à l'emploi pour se défendre contre le VRS. Ses effets sont optimaux une semaine après son administration et se maintiennent durant au moins cinq mois. L'injection, peu douloureuse, peut provoquer des rougeurs locales passagères ou de la fièvre, mais aucun effet indésirable grave n'a été rapporté. « Nous

avons maintenant un an de recul, sur 250 000 doses administrées en France », souligne le Pr Basmaci.

Les essais cliniques ont montré que le Beyfortus réduit à la fois le nombre de cas de bronchiolites et le risque d'hospitalisation. La France a été parmi les premiers pays à proposer le nirxévimab l'hiver dernier. Ses effets protecteurs ont été confirmés dans les conditions de vie réelle. « Nous avons observé une efficacité de 83 % dans la prévention des hospitalisations pour bronchiolites à VRS. Des résultats similaires étaient obtenus pour les formes plus sévères avec passage en réanimation, mais aussi chez les enfants avec des facteurs de risque et les bébés de moins de 3 mois, qui sont les plus vulnérables », indique le Pr Naïm Ouldali, pédiatre à l'hôpital Robert-Debré, dont l'étude a été publiée dans le *New England Journal of Medicine*. Un travail de modélisation estime par ailleurs que 5 800 hospitalisations pour

bronchiolite ont pu être évitées au cours de l'hiver dernier.

« Anticorps monoclonal et vaccin ont chacun leurs avantages et petits inconvénients qui doivent être présentés en toute transparence aux parents », estime le Pr Basmaci. Ils décideront en fonction de leurs préférences et des contraintes du calendrier de naissance. Les enfants dont la mère n'a pas été vaccinée à temps pourront se reporter sur le Beyfortus.

Proposé gratuitement dans les maternités, l'anticorps monoclonal ne sera pris en charge en ville qu'à hauteur de 30 % par l'Assurance-maladie, le reste (281,26 euros) devant être remboursé par certaines mutuelles. « Nous espérons qu'un accès équitable à ce traitement sera garanti à tous les enfants, y compris les plus fragiles socialement qui sont aussi plus à risque de développer une bronchiolite sévère », prévient le Pr Xavier Durrmeyer, dans le service de néonatalogie de l'hôpital intercommunal de Créteil. ■

Des chercheurs identifient les trois meilleures façons d'arrêter de fumer

Elisa Doré

En passant en revue la littérature scientifique, la Cochrane, une organisation à but non lucratif, a repéré les stratégies pour se sevrer dans la durée.

Arrêter de fumer n'est pas chose facile. En raison de son caractère addictif, la nicotine crée une forte dépendance à laquelle s'habitue le cerveau au fil des années. Un arrêt brutal se traduit généralement par des symptômes de manque et peut avoir d'importantes répercussions psychologiques. Il existe néanmoins plusieurs stratégies pour accompagner les fumeurs vers une vie sans tabac. Patchs, médicaments, spray, etc. beaucoup ont tenté l'une ou plusieurs de ces approches. Mais sont-elles toutes aussi efficaces ? S'il n'existe pas une recette universelle pour tous les fumeurs, une étude publiée dans la revue *Addiction* a identifié les trois façons qui semblent les plus efficaces pour arrêter la cigarette.

À l'aide de modèles statistiques, les chercheurs membres de la collaboration Cochrane ont comparé les résultats de plus de 1 000 études scientifiques, ainsi que ceux d'une précédente évaluation de 300 essais cliniques par la Cochrane, parue en 2023. Pour estimer la qualité des études, plusieurs critères ont été pris en compte incluant les biais méthodologiques, le degré d'imprécision des estimations ou encore la cohérence des résultats d'études évaluant la même stratégie.

Il en ressort que deux médicaments semblent avoir les effets les plus probants pour un sevrage durable : la varé-

nicline (Champix) et la cytosine (Tabex, Desmoxan, Cravv, Todacitan), deux agonistes des récepteurs cérébraux à la nicotine. « Ces médicaments se fixent sur les récepteurs auxquels se lie normalement la nicotine », explique Fabio Marti, maître de conférences à Sorbonne Université et chercheur au laboratoire de plasticité du cerveau du CNRS à l'Espici. En empêchant ainsi la nicotine de se lier à ces récepteurs, les agonistes diminuent l'effet de récompense que cette substance addictive procure habituellement. » Cela se traduit sur le long terme par une réduction des symptômes de manque liés à l'arrêt de la nicotine, tels que l'anxiété, l'irritabilité et les envies incontrôlables de fumer (« craving »). « Ce sont précisément les symptômes dits de sevrage qui conduisent à rechuter, ce pourquoi ces médicaments sont intéressants », souligne Hervé Martini, médecin addictologue et secrétaire général chez Addictions France.

L'autre stratégie la plus efficace n'est pas de nature médicamenteuse. Il s'agit de la cigarette électronique (à ne pas confondre avec les cigarettes électroniques jetables dites « puffs »). Selon l'analyse de la Cochrane, elle aurait permis à 70 % des participants aux différentes études de tirer un trait sur le tabac, ce qui la place au même niveau que la varénicline et la cytosine. Deux raisons pourraient l'expliquer. Premièrement, la vape permet aux fu-

meurs de continuer à recevoir leur dose de nicotine tout en diminuant les symptômes du sevrage, mais aussi surtout les risques liés au tabagisme. « La combustion du tabac libère plusieurs substances toxiques ou cancérigènes », rappelle le Dr Martini. L'e-cigarette présente l'avantage de réduire le risque de maladies liées à la fumée de tabac, telles que le cancer du poulmon, les maladies cardiovasculaires et respiratoires.

« L'e-cigarette présente l'avantage de réduire le risque de maladies liées à la fumée de tabac, telles que le cancer du poulmon, les maladies cardiovasculaires et respiratoires »

Dr Hervé Martini

Médecin addictologue et secrétaire général chez Addictions France

res », souligne le médecin. Autre point : la possibilité de choisir des concentrations variables de nicotine aide les fumeurs à réduire progressivement la consommation.

Le classement positionne la thérapie par substituts nicotiques (TSN) juste après ces trois stratégies. Toutefois, son efficacité dépend de la combinaison de plusieurs traitements de substitution,

notamment lorsque les patchs à la nicotine sont associés à des formes à action rapide comme la gomme, le spray, le comprimé à sucer. L'étude de la Cochrane menée en 2023 estimait qu'environ 12 personnes sur 100 utilisant deux substituts parviennent à arrêter de fumer, contre environ 9 personnes sur 100 n'en utilisant qu'un.

Reste qu'aucune de ces approches n'est un remède miracle, mettent en gardent les spécialistes, car elles ne sont pas adaptées à tous les fumeurs. Même si les agonistes de récepteurs nicotiques sont la plupart du temps bien tolérés, ils peuvent s'accompagner d'effets secondaires tels que des symptômes dépressifs et anxieux. « Lorsqu'une personne fume, la nicotine se fixe sur les récepteurs alpha-4 bêta-2 à la place de l'acétylcholine, un neurotransmetteur naturellement sécrété par le cerveau », explique le Dr Marti. Cela signifie que lorsque les agonistes se fixent sur ces récepteurs, ils vont non seulement empêcher la nicotine de s'y fixer mais aussi l'acétylcholine », souligne le neuroscientifique. Plusieurs études ont pointé ce phénomène de concurrence comme une cause possible des effets secondaires induits. « Cependant, il est très difficile de savoir s'ils sont effectivement causés par le médicament ou simplement par le sevrage », précise Fabio Marti.

En ce qui concerne la cigarette électronique, les spécialistes rappellent

qu'elle n'est pas considérée comme un produit de santé et ne peut donc pas être prescrite ni remboursée dans le cadre d'un sevrage, contrairement aux médicaments et aux substituts nicotiques. « Le risque est que le patient compense un dosage trop faible de nicotine par une plus grande fréquence de vapotage sans pour autant faire disparaître la dépendance », met en garde le Dr Marti. L'autre souci est qu'elle peut favoriser l'entrée dans le tabagisme des non-fumeurs, de façon plus problématique chez les jeunes. À ce jour, les scientifiques n'ont pas non plus le recul suffisant pour connaître les effets à long terme du vapotage.

Pour ces raisons, les experts de la Cochrane mettent l'accent sur l'importance d'un encadrement médical au moment de débuter son sevrage afin d'optimiser les chances de succès. Notons qu'en France, les substituts nicotiques sont remboursés à 65 % par l'Assurance-maladie, de même que la varénicline qui fait néanmoins l'objet d'indications précises, étant prescrite exclusivement en seconde intention après échec des stratégies comprenant des substituts nicotiques, et chez les adultes en cas de forte dépendance tabagique. La cytosine n'est quant à elle pas actuellement autorisée dans l'Hexagone, bien qu'elle le soit dans certains pays européens (Espagne notamment) et aux États-Unis. ■

Trouver un club, financer une prothèse... Avec un handicap, l'accès au sport reste compliqué

Stéphany Gardier

Pour les personnes en situation de handicap, l'activité physique est un facteur crucial pour la santé et le bien-être.

La rentrée rime souvent avec le retour à son sport favori, ou la prise de bonnes résolutions pour, enfin, pratiquer une activité régulière. Mais si pour beaucoup faire un choix parmi toute l'offre disponible n'est pas chose aisée, pour les personnes en situation de handicap, la situation est tout autre : trouver un club sportif et s'équiper du matériel adéquat relève souvent du parcours d'obstacles. Et bien que la France ait déclaré « grande cause nationale pour 2024 » la promotion de l'activité physique et sportive, la pratique sportive reste une gageure pour les millions de Français handicapés ou dépendants.

Outil de prévention quasi universel, utile tant au bien-être physique que mental, l'activité physique est encore plus importante pour ceux et celles qui vivent avec un handicap. « C'est un gage de maintien de l'autonomie. Par exemple, pour une personne en fauteuil ne pas pouvoir entretenir sa masse musculaire signifie ne plus pouvoir assurer elle-même ses transferts vers sa voiture, sa chaise, son lit, etc. L'impact sur sa qualité de vie est énorme », illustre Aude Moulin Delalande, responsable des sports à l'association APF France handicap. L'activité physique est aussi un levier d'inclusion sociale, souligne Stéphane Brangier, délégué général de l'Union française des orthoprotésistes (Ufop) : « Trouver, ou retrouver, sa place au sein de la société quand on est porteur d'un handicap est un enjeu crucial, or le manque actuel d'accès à la pratique sportive est un frein majeur dans ce parcours, particulièrement pour les enfants qui vivent une stigmatisation supplémentaire. »

Le sport a ainsi été un pilier majeur de la reconstruction de Jean-Christophe Rambeau, membre de l'équipe de France de volley assis, qualifiée pour la première fois cette année aux Jeux paralympiques. Pratiquant de multiples sports depuis son adolescence, il a, après un accident survenu il y a quelques années, « choisi » d'être amputé pour retrouver au plus vite une activité physique. « Garder ma jambe était synonyme de multiples opérations sur des mois pour, au final, ne pas retrouver toutes mes capacités, alors que le chirurgien m'avait assuré que quelques mois après l'amputation, je pourrais à nouveau courir. Ma décision a été rapide. »

Mais après l'opération et sa prise en charge en centre de rééducation, Jean-Christophe Rambeau a fait face aux

nombreux obstacles qui se dressent sur le chemin des handisports. À commencer par le manque d'informations. « J'ai fait des recherches mais à part les nombreux articles sur Oscar Pistorius, je ne trouvais pas grand-chose », se souvient l'athlète. Il a, depuis, cofondé avec Thibaud Lefrançois, autre membre de l'équipe de France de volley assis, la chaîne YouTube Tiik Taak Boom où les deux athlètes expérimentent différents sports et parta-

« Le sport permet de valoriser les capacités qui persistent, mais trop souvent les personnes en situation de handicap sont renvoyées à tout ce qu'elles ne peuvent pas ou plus faire. Il faut que ce regard change »

Dimitri Jozwicki Sprinteur français catégorie T38

gent des conseils. « Nous avions à cœur de créer une ressource pour les personnes amputées, ou celles qui vont devoir subir une amputation, afin de leur rassurer en leur montrant tout ce qu'il est possible de faire. Notre slogan est d'ailleurs : "Vivez sans limite !" »

Le manque d'information, Dimitri Jozwicki, sprinteur français arrivé cinquième lors de la finale du 100 m (catégorie T38) aux Jeux paralympiques, l'a lui aussi subi. Atteint de paralysie cérébrale, il a dû arrêter la pratique du rugby à l'entrée dans l'adolescence. Il s'est alors tourné vers l'athlétisme, mais il lui a fallu cinq ans avant d'entendre parler des pratiques handisports. « Après les JO, plein de gens s'inscrivent dans un club, mais parmi les personnes en situation de handicap qui auront suivi les Jeux paralympiques, beaucoup ne sont même pas conscientes qu'elles sont capables de pratiquer une activité physique, s'indigne le sprinteur, par ailleurs ergothérapeute au sein du TechLab APF France handicap. Le sport permet de valoriser les ca-

pacités qui persistent, mais trop souvent les personnes en situation de handicap sont renvoyées à tout ce qu'elles ne peuvent pas ou plus faire. Il faut que ce regard change et que les professionnels de santé soient informés afin de mieux orienter les patients. »

L'accessibilité et le coût financiers sont les deux autres freins majeurs à la pratique sportive. Trouver une structure qui propose des activités adaptées est une gageure, particulièrement pour les personnes qui habitent loin des grandes agglomérations. Le choix du sport se fait donc encore souvent par défaut, difficile alors de se motiver, surtout sur la durée.

Ensuite, financer son matériel en intégralité est loin d'être possible pour ceux qui ne bénéficient pas de sponsoring ou d'une aide de leur entourage. « Il existe un pied polyvalent qui est pris en charge par l'Assurance-maladie sur prescription médicale et qui permet de faire différentes activités de loisirs, mais quand on veut passer à un niveau un peu plus intense, ça se complique, explique Jean-Christophe

Rambeau. Quand j'ai eu besoin de lames pour la course à pied, c'est mon entreprise qui m'a soutenu, car aucune n'est actuellement remboursée et on parle de plusieurs milliers d'euros. »

Des annonces sur l'amélioration des prises en charge du matériel de sport avaient été faites par le gouvernement en 2023. « Nous avons été optimistes puis après plusieurs mises à jour, il s'est avéré que seules les lames de course seraient concernées, mais rien n'a été officiellement acté et depuis la dissolution, tout est figé », déplore Stéphane Brangier. Dans l'attente, des sportifs misent sur le système D et tentent de s'organiser pour acheter en commun et se prêter certains accessoires ou prothèses. Une solution loin d'être idéale, mais qui nourrit la réflexion de certains fabricants sur la possibilité de proposer du matériel handisport en location avec les services d'orthoprotésistes pour permettre une adaptation et des réglages personnalisés. ■

[Lire aussi PAGES 16 ET 17](#)



Avec son coéquipier Thibaud Lefrançois, le volleyeur assis Jean-Christophe Rambeau a créé une chaîne YouTube, où ils testent différentes pratiques sportives.

Grossièretés, insultes : que faire quand votre ado dépasse les bornes ?

Christine Lamiable

Les adolescents utilisent parfois un langage argotique ou ordurier. Leurs parents oublient que son usage a une fonction, pas toujours dépréciative.

Lorsque nos ados nous appellent « daron » et « daronne », cela nous fait plutôt sourire. Et plus encore s'ils s'avisent de soutenir que le terme est l'apanage de leur génération... En revanche, il peut arriver à certains d'avoir les oreilles qui saignent en entendant des mots vulgaires ou orduriers dans la bouche de leur garçon ou de leur fille. Mais faut-il véritablement s'offusquer de les voir adopter un tel langage ?

Rassurons d'emblée les parents : aussi déplaisant soit-il, l'argot fait partie de l'apprentissage... « Certains phénomènes linguistiques utilisés par les adolescents, les gros mots, jurons et insultes, notamment à connotation sexuelle, participent de façon inévitable et nécessaire à l'expression de soi, que l'on soit dans des usages ludiques ou plus agressifs », écrit la sociolinguiste Claudine Moïse. Béatrice Copper-Royer, psychologue clinicienne et coauteur avec Marie Guyot de *Comprendre et protéger son adolescent* (Marabout), le confirme : « L'adolescent ressent la nécessité de se démarquer des adultes, notamment de ses parents. Le langage est l'un des outils

à sa disposition pour établir une frontière entre eux et lui. » Les adolescents bricolent ainsi leur propre dialecte, et les parents ont tout intérêt à leur en laisser l'exclusivité. Le quadra glissant dans la conversation « je suis en PLS » ou « c'est la hess » a de bonnes chances de voir son enfant se « taper des barres » !

Quant aux injures ou mots grossiers, ils ne doivent pas forcément nous faire réagir outre mesure. D'abord, parce qu'en réalité ils ne visent souvent... personne. « Parfois, l'adolescent est tellement submergé par une émotion, que ce soit la colère ou la tristesse, qu'il va utiliser des mots grossiers pour l'exprimer, sans prendre conscience de l'ampleur de leur signification », souligne Aline Nativel Id Hammou, psychologue clinicienne et auteure de l'ouvrage *Le Guide parfait du parent imparfait* (Mango). « Ce n'est évidemment pas une communication adaptée et les parents doivent l'expliquer à leur enfant. » Pour autant, gare à ne pas « monter d'emblée dans les tours », recommande Béatrice Copper-Royer. Si le parent juge son enfant, en lui assénant par exemple qu'il est vulgaire, cela risque de le vexer. Et celui qui res-

sent un besoin plus fort de s'opposer ne manquera pas une occasion de déclencher ce formidable sujet d'énervement chez ses parents. »

Interdire tout mot grossier serait non seulement vain, mais aussi stigmatisant. « L'adolescent n'arrivera pas à s'en passer, assure Aline Nativel Id Hammou. Il pourrait y perdre son grou-

« L'adolescent ressent la nécessité de se démarquer des adultes, notamment de ses parents. Le langage est l'un des outils à sa disposition pour établir une frontière entre eux et lui »

Béatrice Copper-Royer
Psychologue clinicienne

pe de pairs. Par ailleurs, les parents n'ont pas à intervenir quand ils entendent leurs adolescents traiter un copain de « bâtard » ou une copine de « petite pute ». Cette appellation n'a pas nécessairement le même sens pour eux et pour nous. »

Rien n'empêche cependant de discuter avec lui, après coup, du sens qu'il attribue à l'expression et de s'assurer que la relation entre le camarade et lui n'est pas toxique ou déséquilibrée. « On peut utiliser une injure en déniant son caractère agressif, souligne Béatrice Copper-Royer. Les adolescents prétendent souvent que "c'est pour rigoler !". On peut essayer de leur faire prendre conscience que ça ne fait pas rire tout le monde. C'est aussi le cas pour les relations dans la fratrie. Les injures ne doivent pas être l'occasion d'humilier le frère ou la sœur. »

Il est tout aussi légitime de mettre des limites à certaines des expressions adolescentes dans l'enceinte de la maison. À chaque contexte, son langage. « Les parents peuvent dire à l'enfant que certains mots peuvent être employés avec ses amis, mais pas avec eux, pose Aline Nativel Id Hammou. Tout en le laissant faire parfois des erreurs, car il n'a pas systématiquement la volonté de nuire ou d'agacer. Et quand il nous fait une remarque parce que nous lançons nous-même une injure, contre un autre automobiliste par exemple, pourquoi ne

pas reconnaître qu'on aurait pu s'en passer... mais aussi que cela soulage ! »

Enfin, il ne faut pas oublier que la violence verbale n'est pas toujours anodine ou passagère. « Tout est sans doute une question de degré, écrit Claudine Moïse. Ceux qui sont considérés comme les plus irrespectueux sont ceux qui demandent le plus de respect. Pour le dire autrement, l'irrespect serait alors une demande de respect, c'est-à-dire une demande de reconnaissance et de sécurisation quand l'estime de soi vacille. » Si la violence verbale d'un adolescent est subite, récurrente ou intense, elle devient symptôme, affirme Béatrice Copper-Royer. Elle peut en effet être l'expression d'une maltraitance, d'angoisses importantes, voire de dépressivité. Et il peut alors être utile de consulter un pédopsychiatre ou un psychologue. ■

« La « PLS » est la « position latérale de sécurité » (dans laquelle les secouristes placent une personne inconsciente) ; métaphoriquement, « être en PLS » signifie être KO, épuisé, dépité... La « hess », c'est la misère, la galère. « Se taper des barres », c'est rire aux éclats.

«Je suis une cible au sein de la majorité pour ceux qui confondent lutte contre l'islamisme et "islamophobie"»

PROPOS RECUEILLIS PAR

Alexandre Devecchio et Eugénie Bollaït

LE FIGARO. - Vous évoquez, dès le prologue, la dissolution de juin dernier et vous la présentez comme une faute. Cette décision dit-elle quelque chose du tempérament d'Emmanuel Macron ?

JEAN-MICHEL BLANQUER. - La dissolution a été une erreur politique évidente car le résultat était parfaitement prévisible. Le fait de dissoudre un soir d'élection provoque nécessairement une répétition des résultats du premier scrutin. C'était une défaite assurée. Ainsi, je ne dis pas qu'il ne devait pas y avoir de dissolution, mais je pensais qu'elle interviendrait en septembre ou en octobre en tant que conséquence logique d'éventuels blocages entre le gouvernement et le Parlement.

Dans le livre, je parle beaucoup des qualités du président de la République. Il est intelligent et doté d'une grande force de travail car entièrement dédié à sa fonction. Il aime les défis et, d'une certaine manière, les provoque. Ce trait de personnalité débouche sur une forme de remise en cause permanente. Ainsi, même lorsque le président réussit quelque chose de difficile, il fait une petite déclaration qui va gâcher ce qui a été accompli précédemment. Un bon exemple est celui de la reconstruction de Saint-Martin (après le passage du cyclone Irma en 2017, NDLR). C'est une belle réussite que nous lui devons mais qui a été entachée par la polémique de la photographie faite lors de son second déplacement. Emmanuel Macron a un goût de la provocation et de la disruption, comme pour affirmer sa différence et sa maîtrise des choses. Mais le résultat est paradoxal car ce qui est fait pour affirmer une maîtrise débouche sur un désordre.

Que pensez-vous de la nomination de Michel Barnier ?

Michel Barnier a de grandes qualités démontrées pour rassembler, négocier et décider. Il prend ses responsabilités dans un moment historique où les défis sont immenses. Sa réussite sera celle de la France. Nous devons donc tous y contribuer en ne pensant qu'à notre pays. C'est possible car on peut unir les Français autour de ces défis : notamment, équilibre des comptes publics, autorité de l'État pour la sécurité comme pour l'immigration, transformation écologique réussie et accélérée au service de la qualité de la vie, égalité des territoires par le renouveau rural. Je suis certain que l'on peut rassembler les trois directions des Français autour de politiques de bon sens dans ces directions.

Vous avez passé cinq ans à l'Éducation nationale. De quoi êtes-vous le plus fier ?

Du rebond du niveau à l'école primaire qui était ma priorité. Ce rebond est mesuré par les évaluations. Or, personne dans le débat public ne le souligne car en France nous préférons les mauvaises nouvelles. L'année dernière, il y a eu deux évaluations internationales, celle de Pisa qui concerne les élèves de 15 ans et celle de Pirls pour les élèves de 8 ans. Si tout le monde a parlé de celle de Pisa qui n'était pas très bonne - ce qui est normal car nous n'avons pas encore touché cette génération-là avec les réformes - personne n'a évoqué celle de Pirls dont les résultats étaient bons.

Cette réussite est pourtant le résultat d'une batterie de décisions. La plus connue est le dédoublement des classes qui touche aujourd'hui plus de 400 000 enfants par an et qui réussit à faire monter le niveau de ceux qui avaient les résultats les plus faibles. Nous avons également mis sur pied des évaluations nationales de début d'année, qui concernent maintenant les classes de CP, CE1, CM1, sixième, quatrième et seconde. Ces dernières, uniques au monde, permettent d'obtenir le portrait du niveau de chaque enfant en début d'année. Cela permet d'abord le suivi personnalisé de l'enfant par le professeur, mais aide aussi au pilotage pédagogique général. Il faut également rappeler que la très grande majorité des professeurs des

écoles de France ont bénéficié d'une formation continue en français et en maths au cours des cinq dernières années grâce au « plan français » et au « plan mathématiques ». J'ai finalement mis la priorité budgétaire sur l'école primaire : cela a permis une amélioration du taux d'encadrement dans toute la France, et en particulier dans le monde rural. Cela aurait dû se poursuivre après 2022.

Vous avez également mis l'accent sur la transmission des savoirs fondamentaux. Est-ce que ça a été facile de l'imposer à l'institution ? Je me suis appuyé sur la démonstration, sur la connaissance scientifique et la comparaison internationale. Nous avons ainsi créé le Conseil scientifique de l'Éducation nationale. Tout cela produit un effet de légitimation et de précision. J'ai concilié classicisme et modernisme. Il y a des choses qui tombent sous le sens comme la supériorité de la méthode syllabique, démontrée par diverses études. Cette supériorité est désormais très claire dans les discours et contenus pédagogiques de l'Éducation nationale.

Tout ceci prend néanmoins du temps. Il y a encore l'idée trop présente qu'il ne faut pas être trop exigeant tout de suite. La vraie bienveillance vis-à-vis des enfants consiste pourtant à profiter des premières années de leur vie où il y a une très grande plasticité du cerveau. Par exemple, il est profitable de maîtriser la logique des quatre opérations dès que possible. Nous avons donc remporté des victoires mais il reste du chemin à parcourir.

« Dans l'Éducation nationale, il y a encore l'idée trop présente qu'il ne faut pas être trop exigeant tout de suite. La vraie bienveillance vis-à-vis des enfants consiste pourtant à profiter des premières années de leur vie où il y a une très grande plasticité du cerveau »

Le bilan sur le primaire fait plutôt consensus, mais une chose a toutefois fait polémique : la circulaire sur le genre à l'école.

C'est typique des malentendus qui peuvent exister sur ces débats-là. Il faut se donner la peine de lire cette circulaire. Le phénomène, je ne l'ai pas inventé : des élèves arrivent en classe en disant qu'ils veulent changer de nom ou en portant une jupe. Que devais-je faire ? Regarder ailleurs ? Il y avait eu déjà un suicide d'adolescent car tout le monde était désespéré, faute de savoir quelle attitude avoir.

La circulaire insiste sur la protection des élèves pour qu'ils ne soient ni en situation de harcèlement ni en situation d'effectuer des choix irréversibles ou mal maîtrisés. C'est cette circulaire qui impose l'accord des parents pour le changement de nom. Avant cette circulaire, les choses se passaient de manière sauvage. Elle a donc permis de fixer un cadre où l'on retrouve tous les principes républicains, en particulier l'égalité entre les élèves et non la différenciation identitaire. Il y a des enseignants qui ont pu, grâce au cadre donné par ce texte, faire face à des pressions diverses.

J'aurais pu ne rien faire, car dès que vous faites quelque chose, a fortiori si c'est quelque chose d'équilibré, vous êtes attaqués tous azimuts ; en l'occurrence je l'ai été des deux côtés. Cela incite à l'inaction et c'est une problématique démocratique d'ensemble : il n'y a pas de manifestation ou de pression pour l'intérêt général mais seulement pour les intérêts particuliers. Vous pouvez faire de la démagogie toute la journée en cédant aux intérêts particuliers mais je n'ai pas fait ce choix.

Vous défendez également la réforme du lycée dans votre ouvrage. Est-ce que le contrôle continu ne contribue pas à dévaloriser un bac déjà mal en point ? C'est tout l'inverse. On a opéré un réveil du baccalauréat. Depuis bien longtemps, les élèves faisaient un sprint final un peu artificiel pour obtenir l'examen en extremis. Ça a d'ailleurs donné naissance au mot « bachotage ». L'idée était d'inciter l'élève à un effort continu tout au long de ses études au lycée tout en continuant à objectiver son niveau de fin d'étude par l'examen terminal, lequel compte encore pour 60 %. La réforme a offert aux élèves un choix beaucoup plus grand pour leurs spécialités, qu'ils approfondissent davantage. Les programmes sont en effet devenus beaucoup plus exigeants. Mais pour s'en rendre compte, il faut se donner la peine de comparer. Je suis frappé par la superficialité des débats sur la question. La majorité des élèves disent leur satisfaction face à cette liberté accrue et à cette exigence accrue. Quand on m'accuse d'avoir augmenté le travail demandé aux élèves, je prends cela pour un compliment car les lycéens ont pour la plupart bien compris que c'était leur intérêt : ils ont plus de plaisir car ils ont choisi leurs matières et ils sont mieux préparés à la réussite dans l'enseignement supérieur.

Vous avez été ministre pendant l'affaire Samuel Paty. Il y a moins d'un an, Dominique Bernard, professeur à Arras, a lui aussi été assassiné par un terroriste islamiste. Est-ce que tout cela n'est pas un immense échec collectif ?

C'est un échec collectif au sens où cela dit quelque chose de l'état de notre société. L'affaire Samuel Paty a évidemment été une meurtrissure pour moi comme

pour tous les Français. Dès 2017, j'avais agi en profondeur sur ces sujets en créant l'institution du Conseil des sages de la laïcité et en permettant l'édiction de règles claires et communes à tous. Dans l'affaire Samuel Paty, la principale du collège a agi dans le cadre de cette politique et a été d'une solidarité sans faille avec Samuel Paty.

La culture du « pas de vague » n'existe pas selon vous ?

Elle existe bien sûr mais elle n'est pas illustrée par l'affaire Samuel Paty. L'inspecteur d'académie adjoint a eu Samuel Paty au téléphone le week-end qui a précédé le drame. Il lui a recommandé de porter plainte et de demander une protection. Le mardi, la principale et le professeur sont allés au commissariat ensemble. On peut estimer qu'il y a eu une défaillance dans le fait de ne pas lui donner à partir de ce moment une protection rapprochée.

Je n'ai aucune difficulté à reconnaître les failles de l'institution quand il y en a. Je l'ai fait à bien des occasions et même avec des sanctions, par exemple en révoquant des personnels qui avaient des accointances avec les milieux islamistes. Mais je déteste les logiques grégaires. Et c'est devenu une habitude française d'accuser l'Éducation nationale de tous les maux. Dans cette affaire atroce et douloureuse, la principale, représentant l'institution, a suivi les consignes de rigueur et de soutien que j'avais données aux professeurs. Elle a été irréprochable. Pourtant, le drame a eu lieu. Le procès qui a lieu prochainement permettra de mieux dénouer les fils de cette tragédie qui nous a blessés à jamais.

Concernant l'assassinat de Dominique Bernard, chacun voit par ailleurs que c'est la société autour de l'école qui est un problème, avec la montée de l'islamisme radical ainsi que d'autres phénomènes de violence comme on le voit avec les fusillades aux États-Unis. On ne peut malheureusement pas mettre un policier devant chaque professeur ou chaque agent de l'État ou chaque passant. C'est le terrorisme et ses matrices qui doivent être combattus sans relâche.

Est-ce que le président, sur ces sujets de communautarisme et d'islamisme, a été à la hauteur ? Le président, durant cette période, a été au rendez-vous des enjeux républicains de sa fonction et des circonstances. Quinze jours avant l'assassinat de Samuel Paty, il y avait d'ailleurs eu le discours des Mureaux, fruit d'un travail de longue haleine sur la façon de renforcer les principes républicains face aux atteintes à la laïcité. On peut toutefois regretter que la ligne des Mureaux n'ait pas été tenue avec la netteté requise pendant les années qui ont suivi. Je suis devenu au sein de la majorité une cible facile vis-à-vis de ceux qui considèrent que combattre le radicalisme islamiste, c'est courir le risque de ce qu'ils appellent l'« islamophobie ». J'aurais aimé avoir un soutien net du président sur ces questions.

Pourquoi ne pas avoir fait ce qu'a fait Gabriel Attal sur la question de l'abaya, c'est-à-dire affirmer son interdiction ?

L'abaya était évidemment interdite quand j'étais ministre, mais tous les signes ostentatoires. Mais peu de personnes testaient ce système à l'époque car la ligne laïque était claire. À partir du moment où Pap Ndiaye a été nommé, du fait du signal envoyé, il y a eu de nombreuses affaires : les milieux proches du frémisme ont fait pression et rapidement le phénomène de l'abaya a pris de l'ampleur en 2022. Si j'avais été ministre à ce moment-là, j'aurais évidemment empêché dans l'oeuf cet essor.

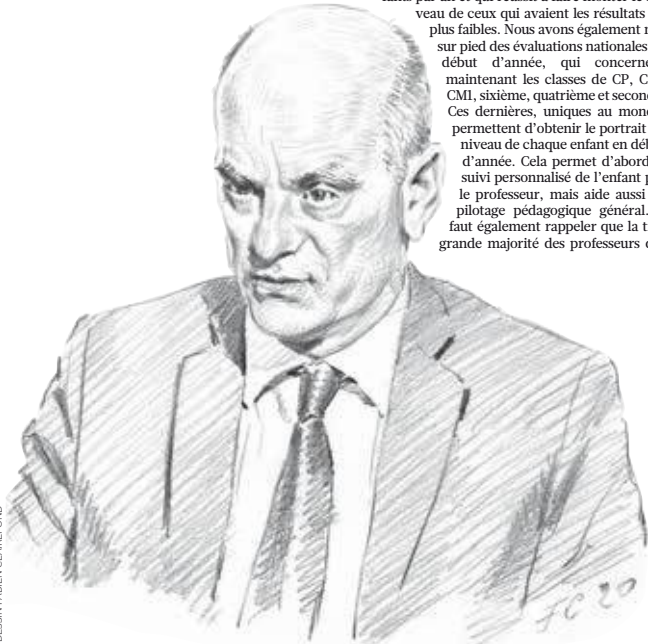
Mais c'est une situation très paradoxale. Gabriel Attal appartenait à ce courant de la majorité qui me critiquait pour mes positions sur la laïcité : il s'était par exemple exprimé en défaveur de ma déclaration : « La voile n'est pas souhaitable. » La condamnation de l'abaya lui a permis de se définir un nouveau profil politique. Je m'en réjouis même si j'aurais préféré que ce soit moins tardif.

Dans son ouvrage, Aurélien Bellanger avance l'idée que le Printemps républicain a permis la victoire du RN et critique sévèrement Laurent Bouvet que vous aviez nommé au Conseil des sages de la laïcité... Ce qu'Aurélien Bellanger a fait est ignoble et absurde. Ignoble parce qu'il attaque un mort en lui niant sa stature intellectuelle. Laurent Bouvet était un intellectuel de haute tenue qui avait le courage de ses idées. Cette démarche dit plutôt quelque chose de l'écriture qui a lui-même dit qu'il voulait blesser. Mais c'est aussi absurde car Aurélien Bellanger décrit, par toutes les licences que permet la fiction, l'exact inverse de la réalité. Prétendre que le Printemps républicain aurait gagné la gauche est aberrant alors que, précisément, il n'a cessé d'être marginalisé et n'a eu qu'une faible influence sur la gauche... Et que c'est bien pour cela que celle-ci a perdu ses repères, forgés tout particulièrement par la loi de 1905 et par l'affaire Dreyfus. C'est bien le problème de la gauche d'aujourd'hui : les milieux populaires ne la reconnaissent plus à cause de sa dérive et du fait qu'elle a abandonné les questions sociales au profit des questions sociales, pour des démagogues de flatterie vis-à-vis des communautarismes. Faire comme si le Printemps républicain avait triomphé en emmenant la gauche dans une forme d'islamophobie rentable sur le plan politique n'a pas de sens. ■

* « La Citadelle », de Jean-Michel Blanquer. Éditions Albin Michel.

JEAN-MICHEL BLANQUER

L'ancien ministre de l'Éducation nationale raconte dans *La Citadelle*, ouvrage qui vient de paraître*, les difficultés qu'il a rencontrées pendant les cinq années passées Rue de Grenelle et ses rapports complexes avec la majorité et le président de la République.



Michel Barnier au défi de la crise financière



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

La nomination de Michel Barnier comme premier ministre apporte une réponse au moins provisoire à la crise institutionnelle ouverte par la dissolution. Elle remet un peu de raison dans un quinquennat privé de sens par le narcissisme, l'irresponsabilité et l'irrésolution d'Emmanuel Macron. Michel Barnier est un homme d'État modéré et expérimenté, qui maîtrise les arcanes du Parlement français comme de l'Union. Le pilotage réussi du Brexit a démontré ses talents de négociateur et lui assure une excellente réputation auprès des dirigeants européens comme une forte crédibilité vis-à-vis des marchés financiers. Il dispose donc des qualités et du positionnement qui peuvent lui permettre de remplir la mission a priori impossible de conduire jusqu'à la prochaine dissolution une France rendue ingouvernable par les élections législatives de juillet dernier.

Pour autant, la mise en place du nouveau gouvernement ne résout ni la crise politique, ni la crise sociale, ni la crise économique et financière qui dominent un quinquennat placé sous le signe du chaos. Les attentes des Français, des entreprises, des marchés, de nos partenaires européens et de nos alliés vis-à-vis de Michel Barnier se résument ainsi à un mot, la stabilité, qu'il s'agisse des institutions, de l'ordre, des comptes ou des services publics. Et ce, afin de redonner de la visibilité et de la confiance à un pays, des acteurs économiques et sociaux, des citoyens plongés dans la confusion et le désarroi par celui-là même qui était censé être le garant de la nation.

Michel Barnier a placé sa prise fonction sous le signe de la rupture, incarnée dans la vérité et le respect. Ce revirement comme sa capacité à gouverner subit d'emblée un test impitoyable avec la gestion de la crise des finances publiques, qui constitue l'essentiel du bilan de Gabriel Attal et Bruno Le Maire. Une crise sans précédent depuis 1983, qui vit la France au bord de devoir solliciter l'aide du FMI et contraignait François Mitterrand à opérer le tournant de la rigueur.

Sous la fête des JO de Paris 2024 pointe une implosion des finances publiques françaises, qui n'est pas sans rappeler les Jeux d'Athènes en 2004, prélude à la faillite de la Grèce en 2009. La devise de la France en 2024 fut des Jeux et des dettes. Les Jeux sont finis, restent les dettes. Le déficit public, annoncé comme devant tendre vers 3 % du PIB en 2027, est estimé à 5,6 % en 2024, 6,2 % en 2025, 6,7 % en 2026, 6,5 % en 2027. La dette publique s'élèverait alors à 124 % du PIB au

lieu de 108 %, pour une charge annuelle dépassant 90 milliards d'euros.

En l'état, la dette publique française est insoutenable, dès lors que la croissance nominale est inférieure aux taux d'intérêt. Et ce d'autant que la dette des entreprises atteignait 150 % du PIB fin 2023, que le déficit public a pour pendant un déficit commercial de 100 milliards d'euros et que la position extérieure nette de notre pays est négative de plus de 800 milliards d'euros. A trajectoire inchangée, la France est donc condamnée à subir un choc financier majeur, comparable à ceux subis par l'Italie en 2011 ou le Royaume-Uni en 2022, qui s'élargira en crise de la zone euro compte tenu de la dimension systémique de notre pays.

Non seulement Michel Barnier ne bénéficiera d'aucun état de grâce, mais il va être immédiatement confronté à une épreuve très dure. Elle peut aussi être sa chance s'il passe des mots aux actes et s'il assume de tenir un discours de vérité pour mettre devant leurs responsabilités la classe politique comme les citoyens

La relative indifférence des marchés, qui n'ont augmenté que de 20 points de base la prime de risque de notre pays par rapport à l'Allemagne depuis la dissolution, ne doit pas faire illusion. Elle est toute provisoire, car liée à la priorité portée aux États-Unis avec la révision de la stratégie de la FED et surtout l'élection présidentielle du 5 novembre prochain. Surtout, les quatre protections qui ont bénéficié à la dette française ont disparu. La stabilité politique que garantissaient les institutions de la V^e République a volé en éclats avec la dissolution. L'exactitude et la sincérité des comptes ainsi que la précision de leur pilotage par Bercy sont caducs depuis l'automne 2023. Les recettes fiscales qui atteignent 52,5 % du PIB plafonnent du fait de la stagnation de l'activité et de leur concentration extrême sur une petite partie de la population et des entreprises. La longue indulgence de nos partenaires européens est terminée, comme le montrent l'ouverture de la procédure pour déficit excessif en juillet dernier et l'opposition de l'Allemagne à ce que la France puisse recourir au Mécanisme européen de stabilité en cas de crise financière.

La reprise de contrôle des finances publiques constitue donc la priorité absolue du gouvernement dirigé par Michel Barnier. Il devra agir très vite et très fort, compte tenu du coût des errements d'Emmanuel Macron et de la paralysie du gouvernement Attal qui peut être évalué à 57 milliards d'euros pour 2024 en termes de dérive des dépenses et de moins-values des recettes. Et ce, autour de trois échéances aussi décisives que difficiles : le plan budgétaire et structurel à horizon 2027 dont la transmission est demandée le 20 septembre par la Commission européenne dans le cadre de la procédure pour déficit excessif ; la loi de finances pour 2025 qui doit aux termes de la Loi éternelle déposée à l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre ; le réexamen de la situation financière de la France par les agences de notation à partir de fin octobre.

Non seulement Michel Barnier ne bénéficiera d'aucun état de grâce, mais il va être immédiatement confronté à une épreuve très dure. Elle peut aussi être sa chance s'il passe des mots aux actes et s'il assume de tenir un discours de vérité pour mettre devant leurs responsabilités la classe politique comme les citoyens. Vérité sur les comptes publics tout d'abord, et notamment sur les comptes sociaux. Vérité sur leur dérive qui est tout entière due à l'explosion des dépenses et à leur inefficacité croissante. Vérité sur les retraitements qui mobilisent déjà 14,4 % du PIB contre 11,9 % dans la zone euro et dont le déficit se creuse alors qu'il est intenable dans un système de répartition sauf à spolier les générations futures. Vérité sur les impôts qui sont les plus élevés du monde développé et qui ne peuvent être augmentés sans détruire le peu de croissance qui subsiste, comme l'ont montré les chocs de 1995, orchestré par Alain Juppé, et de 2011-2012, mis en œuvre par Nicolas Sarkozy et François Hollande. Vérité enfin sur le choix cardinal qui se présente aux Français entre le décalage et le renouveau.

Il n'est pas de solution à la crise financière de la France sans profonde remise en cause du modèle maltheusien fondé sur la décroissance à crédit. Le redressement des comptes publics est indissociable d'un nouveau pacte politique, économique et social. Il passe de fait par des ruptures majeures : gouverner selon des priorités de long terme en réalisant des économies plutôt qu'en multipliant les dépenses stériles ; donner la priorité au travail, à la production et à l'innovation ; faire confiance aux Français au lieu de tout miser sur l'État. ■

Dans les coulisses des tractations pour Matignon

Vendredi 26 juillet. Après avoir sagement dissous l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron s'accorde une période de repos méritée : les Jeux olympiques débutent. Retraîné dans son bureau à l'Élysée, il regarde

la cérémonie d'ouverture (sans le son, pour s'épargner les commentaires de Daphné Bürki), fier de l'image que son pays renvoie au monde entier. Il vibre devant la poésie d'Aya Nakamura, se réjouit de l'hommage rendu à Robespierre, est bouleversé par la grâce des femmes à barbe rampant sur le sol, attendri par le plan à trois bisexuel dans la Bibliothèque nationale de France. À 23 h 31, il en a la confirmation : les prophètes du déclin, les contempteurs de la modernité, les tenants du "c'était mieux avant", ont tort. Grandeur, beauté, et transcendance sont encore possibles en 2024 : Philippe Katerine apparaît nu, accroupi, drag-queens en toile de fond.

Il août. Les JO, et leurs effets antidépresseurs, prennent fin. La parenthèse enchantée se referme. La politique reprend ses droits. Du talent d'Antoine Dupont et de la fraîcheur des frères Lebrun, de la coulée de Léon Marchand et du charisme de Teddy Riner, de la classe de Pauline Ferrand-Prévot et de l'humour de Thierry Henry, on revient, non sans mal, à Mathilde Panot, Louis Boyard et Rima Hassan. Sur les écrans, Laurent Luyat cède la place à Patrick Cohen, Nelson Monfort à Karim Rissouli, et Léa Salamé, à Léa Salamé. La transition est rude. Emmanuel Macron se replonge dans ses dossiers, cherche une solution à l'équation politique complexe dans laquelle est empiétré le pays (qui aurait bien pu prévoir que cette dissolution n'était pas une idée fantastique ?). En coulisses, certains murmurent que l'absence de gouvernement a du bon. Depuis la dissolution, aucun nouveau chèque pour faire recoudre ses fermetures éclair n'a été annoncé, aucun « coup de pouce » à l'achat de préservatifs réutilisables envisagé.

Aucun Haut Conseil à l'Observatoire des Hauts Conseils n'a été créé. Aucune restriction de liberté pour économiser trois dixièmes de gramme de CO₂ décrétée. Aucune centrale nucléaire fermée puis rouverte.

20 août. Les tractations politiques reprennent. Un accord pourrait-il se négocier entre les formations à l'Assemblée, pour que se dégage une coalition en mesure d'imposer son premier ministre, comme cela se fait dans la plupart des démocraties parlementaires ? Non : le NFP entend gouverner seul, tandis que le bloc central résiste courageusement au fascisme en refusant d'envisager le moindre début de discussion avec le RN, protège la démocratie en excluant les représentants de 11 millions de Français du processus de délibération démocratique. Échec et mat, une coalition majoritaire ne peut mathématiquement pas se dégarer.

25 août. Emmanuel Macron consulte les cadres de son parti. Deux camps se dégagent : ceux qui préconisent la nomination d'un progressiste à Matignon, et ceux qui préconisent celle d'un conservateur. Le président médite. Pourrait-il y avoir deux macronismes irréconciliables – nommons-les, au hasard, la droite et la gauche – opportunément unis dans le passé par le projet d'une victoire électorale et un accord tacite de partage des postes ? Soudés davantage par une sociologie électorale commune que par une ambition partagée pour le pays ? Et que se passera-t-il, maintenant que la conjoncture n'est plus favorable ?

1^{er} septembre. Emmanuel Macron reçoit divers acteurs de la vie politique dans son bureau. Tout à coup, une inconnue tente de forcer la porte, hausse la voix, exige de parler au président. La sécurité intervient et l'escorte hors de l'Élysée. (Ils s'agissaient, on ne l'a compris que plus tard, de Lucie Castets.) Avec les cadres de la gauche, Emmanuel Macron fait preuve d'une grande pédagogie pour expliquer que 193 représente moins de la moitié de 577, que le NFP ne possède donc

pas de majorité à l'Assemblée et n'a pas remporté les élections. Le président propose tout de même de nommer la seule personnalité de gauche qui ne serait pas censurée immédiatement par le centre (et donc la seule dont la nomination serait réellement respectueuse du choix des Français) : Bernard Cazeneuve. Refus du NFP, Cazeneuve ayant le grand tort de n'avoir jamais porté de keffieh, et d'avoir d'autres priorités pour le pays que la construction de 100 000 toilettes pour non-binaires à horizon 2026. Au fond, le NFP réclame que soit nommée la « vraie » gauche, c'est-à-dire tout sauf Bernard Cazeneuve, tandis que le Printemps républicain souhaite lui aussi voir désignée la « vraie » gauche, c'est-à-dire uniquement Bernard Cazeneuve.

5 septembre. Un temps envisagée, l'hypothèse Xavier Bertrand est éliminée (celui-ci ne désespère pas : la France l'attend, son jour viendra), tandis que les appels en absence d'une certaine Ségolène Royal s'accroissent sur le portable du président. Finalement, Michel Barnier est nommé premier ministre. La droite revient au pouvoir pour la première fois depuis 2012. Gabriel Attal, après avoir passé six mois à l'Éducation nationale, puis six mois à Matignon (on sent Emmanuel Macron soucieux de la continuité de l'action publique) quitte ses fonctions et prend date pour l'avenir. ■



DESSIN : FABIEN CLARENDON

SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine les mois qui ont précédé la nomination de Michel Barnier, entre les JO, les négociations du NFP et l'hypothèse Xavier Bertrand.

le club
LE FIGARO
Politique

Ce soir à 22h30 sur
Le Figaro TV, présenté
par **Yves Thréard**

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thréard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92390 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 15h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 524 €. Semaine : 415 €. Week-end :
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur du papier FSC partenaire de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutrophication** : P.P.T. 0,002 kg/tourne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} Cahier 24 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Le Figaro
et vous le propose
Promo Portage
P.F.P. 200
diffusion sur une partie
du territoire national

ICI NAÏSSSENT LES LÉGENDES

PAPREC FÊTE CETTE ANNÉE SES TRENTE ANS.

Parti de loin il y a trente ans, Paprec est désormais un champion européen du recyclage et de la production d'énergies vertes. Il compte 16 000 personnes sur 350 sites dans dix pays.

Le partenaire titre de La Solitaire du Figaro partage les valeurs d'excellence et de dépassement de soi de la course au large. Le groupe soutient les meilleurs marins du circuit depuis deux décennies et ses équipes sont fières de donner leur nom à une course mythique qui a vu émerger les légendes de la voile.



LE FIGARO

économie

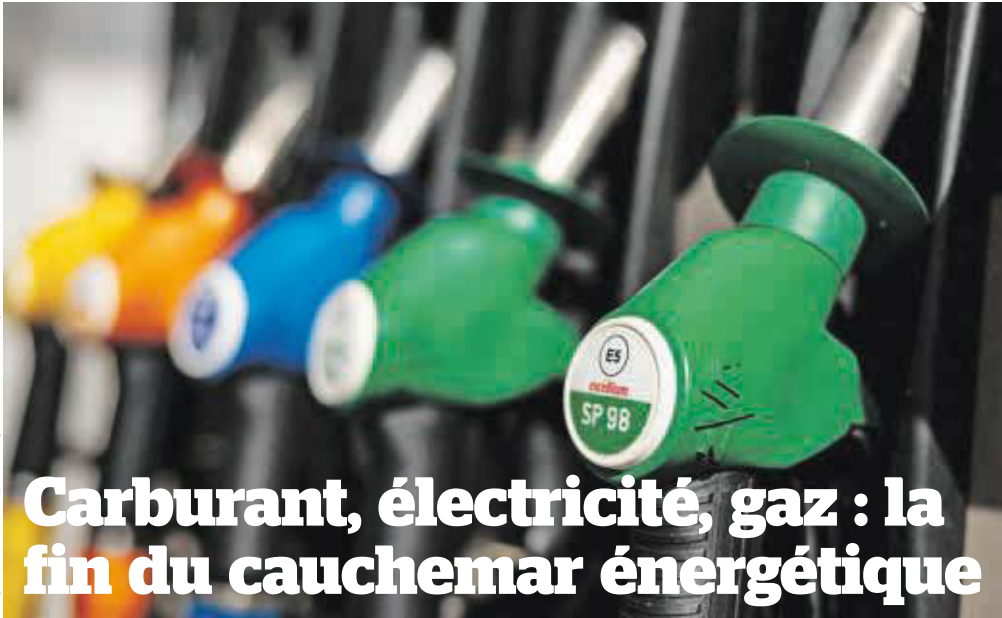


EMPLOI

LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE VEUT FACILITER LE RECLASSEMENT DES SALARIÉS DES JO **PAGE 28**

CINÉMA

STRATÉGIE, AVENIR... LES CONFIDENCES DE JÉRÔME SEYDOUX, PRÉSIDENT DU GROUPE PATHÉ **PAGE 32**



Carburant, électricité, gaz : la fin du cauchemar énergétique

Après la douloureuse crise de 2022, l'accalmie sur le front des prix est un grand soulagement pour les particuliers et les entreprises. **PAGES 26 ET 27**

Malgré la météo et les sabotages, l'été réussi de la SNCF

Un été « positif mais atypique ». Malgré des ventes de billets qui ont tardé à décoller, SNCF Voyageurs a transporté plus de 24 millions de personnes en TGV et Intercités en juillet et août, en légère hausse (+1 %) par rapport à l'été 2023, a annoncé samedi la compagnie ferroviaire. Alors qu'elle proposait 450 000 places en plus comparé à l'an passé, elle a en-

gistré un taux de remplissage comparable, de 84 %. « L'appétit de train est toujours là », s'est félicité son PDG, Christophe Fanichet. Il relève toutefois que le comportement des voyageurs a été différent des années précédentes. « Le mois de juillet a été plutôt bon et le mois d'août bien meilleur qu'en 2023. » Sur le premier mois d'été, la compagnie a souffert de la

météo maussade et de l'absence d'un pont le 14 juillet, qui tombait un dimanche... Sans compter les sabotages de lignes à grande vitesse le vendredi 26 juillet, à la veille du plus gros week-end de la saison estivale. Alors que 800 000 personnes devaient prendre le train, « on en a fait partir 700 000 », a rappelé Christophe Fanichet. La fréquentation a en

revanche bondi de 4 % par rapport à 2023 sur la période des Jeux olympiques. Lille, où se déroulaient les épreuves de basketball, a par exemple accueilli 67 % de voyageurs supplémentaires. Cet été confirme également le succès du TER, avec +10 % de fréquentation, portée par le passe rail, l'abonnement illimité (hors TGV) destiné aux jeunes. **THIBAUT DELÉZ**

> FOCUS

BOEING ÉVITE UNE GRÈVE À SEATTLE AU PRIX FORT

Sous la menace depuis juin d'une grève dure de la part du syndicat international des machinistes et des ouvriers de l'aérospatial (IAM) qui représente 30 000 de ses employés dans la région de Seattle, Boeing semble avoir enfin trouvé une issue. Dimanche, l'avionneur américain et le syndicat ont indiqué être tombés d'accord sur les grandes lignes de la nouvelle convention collective. Notamment concernant les salaires, pour lesquels l'IAM réclamait une hausse de 40 %.

Selon l'accord, Boeing a consenti à une hausse de 25 % sur la durée de la nouvelle convention collective. Mais aussi à une baisse du coût des soins de santé pour les salariés, ainsi qu'une réduction des heures supplémentaires obligatoires. L'accord inclut enfin 12 semaines de congé parental rémunéré et l'engagement de construire le prochain avion du géant américain dans la région de Puget Sound.

Préliminaire, cet accord doit encore être ratifié par les salariés. Mais il signe une avancée - au prix fort mais importante - pour le groupe sous la menace d'un mouvement d'ampleur au cœur d'une de ses places fortes industrielles. Il acte aussi la volonté du nouveau PDG, Kelly Ortberg, tout juste un mois après sa prise de fonction officielle, de « réinitialiser » les relations avec le syndicat, alors que le groupe est en proie à des déboires industriels et sociaux. « C'est le meilleur contrat que nous ayons jamais eu », s'est d'ailleurs félicité Jon Holden, le président du syndicat, incitant ses adhérents à ratifier le texte.

OLIVIA DÉTROYAT

le PLUS du FIGARO ÉCO

CATASTROPHES NATURELLES

Nouvelle hausse des prix en vue pour les assurés

PAGE 29

UN AUTRE REGARD

Immobilier : la grande erreur d'Emmanuel Macron

PAR ANNE DE GUIGNÉ

PAGE 31

LIBRES ÉCHANGES

Accusé de tous les maux, le « surtourisme » est-il le nouvel avatar du mépris de classe ?

PAR JEAN-PIERRE ROBIN

PAGE 31

L'HISTOIRE

Sur la côte basque, l'État attaque une hausse d'impôt votée par les élus

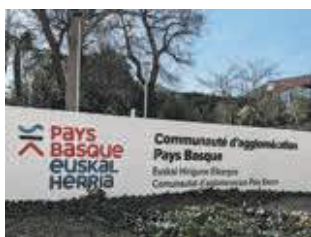
Trop c'est trop. Et pour une fois, ce ne sont pas les patrons qui le disent, mais l'État. La préfecture des Pyrénées-Atlantiques conteste la hausse de la cotisation foncière des entreprises (CFE) votée en mars par les élus basques. Après les avoir invités à se raviser, le préfet Julien Charles a saisi fin juillet le tribunal administratif de Pau pour statuer sur la mesure, censée rapporter un peu plus de 2 millions d'euros à la communauté d'agglomération du Pays basque (158 communes). Ce n'est pas tant le montant qui est en jeu, que le taux de la CFE.

Par principe d'équité, les élus avaient relevé chacune des taxes locales de 5 %. Or, à 29,91 %, le nouveau taux de CFE dépasse le niveau de 28,84 % recommandé par l'administration fiscale. Conséquence, la hausse votée fait « porter le risque

financier sur le budget de l'État, qui aurait pu être amené à compenser », c'est-à-dire rembourser la différence, selon le préfet. Un argument entendu par les juges, car, le 22 août, le tribunal a suspendu la mesure. L'agglomération, elle, fait appel, regrettant la forme et le fond de l'affaire. « Les collectivités territoriales doivent faire face au désengagement de l'État. La CFE n'a pas augmenté depuis 2017, proteste Jean-René Etchegaray, président de l'agglomération et maire de Bayonne. Nous avons averti l'administration fiscale, avec qui nous avons un partenariat et qui a donc un devoir

de conseil, de notre intention dès janvier. Le taux aurait même pu être de 31,88 % suivant le principe de réserve fiscale. » Dans cette affaire, rare si ce n'est unique, c'est le Conseil d'État qui aura le dernier mot. ■

ANNELOT HUIJGEN



The Body Shop trouve un repreneur et sauve ses magasins outre-Manche

The Body Shop renaît de ses cendres au Royaume-Uni. La société d'investissement Auréa a officialisé samedi la finalisation de l'acquisition de la chaîne britannique de produits de beauté, expliquant dans un communiqué ne pas prévoir de réduire le nombre de points de vente. Un soulagement pour les salariés, au terme de longs mois d'attente. Avant le dépôt de bilan intervenu en février dernier, l'entreprise employait 7 000 personnes dans le monde, dont 2 200 outre-Manche. Elle avait alors annoncé la fermeture de plus de 80 de ses 198 magasins au Royaume-Uni et plus de 750 suppressions de postes dans le pays.

Avec cette reprise, Mike Jatania, cofondateur d'Auréa, deviendra le président de la chaîne et Charles Denton, auparavant à la tête du parfumeur Molton Brown, en assumera la direction générale. Ce dernier a déclaré que « revitaliser l'activité nécessitera une

action courageuse ». The Body Shop décline en effet depuis plusieurs années : rachetée à sa fondatrice en 2006 par L'Oréal pour 940 millions d'euros, quand l'enseigne se trouvait au sommet de sa gloire, elle a progressivement perdu de la valeur, concurrencée par l'essor de marques plus éthiques. Vendue au brésilien Natura Cosmetics en 2017, elle avait été récupérée en 2023 par un fonds allemand pour un quart de la somme déboursée six ans plus tôt. La filiale française n'a d'ailleurs pas connu un sort aussi heureux qu'en Grande-Bretagne : par jugement du 17 juillet 2024, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire de la société, avec cessation totale d'activité. Il a estimé que le redressement s'aurait « manifestement » impossible. Les 56 magasins qui comptaient l'Hexagone ont depuis baissé le rideau.

MAUD KENIGSWALD

Carburant, électricité : la fin du cauchemar énergétique pour les ménages et les entreprises

Elsa Bembaron
et Anne de Guigné

Avec le recul des prix, les factures ont commencé à baisser. La tendance pourrait se poursuivre dans les prochains mois sur le marché de l'électricité.

Cette année, la facture pour la route des vacances et celle du retour auront été un peu moins salées que l'année dernière. Les prix des carburants à la pompe ont atteint des plus bas depuis deux ans, à 1,75 euro le litre de sans-plomb 95 et 1,60 euro celui de gazole selon l'Ufip Énergies et Mobilité. Oubliée la crise de 2022, avec ses niveaux records à plus de 2 euros le litre de SP 95, un prix ramené sous cette barre fatidique par des aides d'État (et un coup de pouce de TotalEnergies dans ses stations). Le soufflé est retombé, sans pour autant renouer avant les niveaux d'avant-crise (1,4 à 1,50 euro le litre de SP 95 en 2018-2019, par exemple). Le constat est le même pour le gaz et l'électricité : les prix se sont stabilisés à un palier plus élevé que la moyenne d'avant-crise, mais loin des plus hauts de 2022.

L'accalmie sur le front des prix n'en est pas moins une bonne nouvelle pour les particuliers et entreprises, et plus

particulièrement en ce qui concerne l'électricité. Les consommateurs ont bien compris que la conjoncture leur était plus favorable. Dès le début de l'année, les offres de marché - alignées comme leur nom l'indique sur les prix du marché de gros - ont recommencé à attirer des clients résidentiels. Elles sont redevenues plus attractives que celles alignées sur le tarif régulé de vente de l'électricité (TRV). Sur le seul premier trimestre, 244 000 clients résidentiels ont souscrit à une offre de marché, selon les derniers chiffres disponibles de la Commissions de régulation de l'énergie (CRE). Et la tendance se maintient. « À l'heure actuelle, nous avons neuf offres de marché qui se situent en dessous du TRV. Par exemple, Zen Fixe, qui propose un prix fixe du kWh HT pendant deux ans, se situe à -15 % par rapport au TRV TTC », illustre une porte-parole d'EDF. Cet écart s'explique simplement : le TRV est établi sur la base des coûts et prix des deux années précédentes. Il évolue donc en décalage par rapport au marché.



ÉLECTRICITÉ. Dès le début de l'année, les offres de marché - alignées comme leur nom l'indique sur les prix du marché de gros - ont recommencé à attirer des clients résidentiels.

Pour les entreprises, un autre paramètre entre en ligne de compte. Au 1^{er} janvier 2026, l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) disparaîtra et, avec lui, le tarif de 42 euros du mégawattheure qui concernait une partie du marché. Dans un peu moins de seize mois, la loi du marché s'appliquera à tous les MWh vendus en France. « Le moment est propice à la négociation des contrats d'approvisionnement pour les entreprises, surtout pour les entreprises qui bénéficient de l'ARENH et qui doivent anticiper 2026 », explique Nicolas Leclerc, cofondateur du cabinet de conseil d'Omegny.

Tous les clignotants au vert

La situation s'est aussi normalisée pour les plus petites entreprises qui n'ont pas bénéficié du bouclier tarifaire. Ce sont elles qui avaient le plus souffert de la hausse des prix de l'énergie il y a deux ans. Poussés par le gouvernement, les fournisseurs ont renégocié les contrats les plus problématiques. « Il s'agit

Des prix au plus bas depuis 2 ans

PÉTROLE

Cours du baril de Brent en dollars



plus précisément de rééchelonnement d'échéances et non pas de révision à la baisse des tarifs », précise une experte du secteur. Pour elles aussi, la signature de contrat d'approvisionnement en électricité se fait à des conditions bien plus favorables qu'il y a dix-huit ou vingt-quatre mois.

Les spécialistes du marché de l'électricité sont plutôt sereins pour les prochains mois. Tous les clignotants sont au vert. EDF a revu lundi ses prévisions d'électricité nucléaire pour 2024, les renouvelables - notamment l'hydroélectricité - progressent aussi, alors que la demande n'augmente pas, marquée par l'efficacité et la sobriété énergétique prônée par le gouvernement ces deux dernières années. Les prix ne devraient pas remonter, ils devraient même continuer à baisser pour tendre vers la barre de 60 euros du MWh à horizon 2026, contre 70 euros actuellement.

La situation du marché gazier un peu différente. Après avoir baissé, les prix sont repartis à la hausse depuis le début

Le pétrole au plus bas depuis décembre 2021

Armelle Bohineust

La chute est significative. Le baril de Brent, en recul de 18 % sur deux mois, valait 71 dollars vendredi dernier. Il atteint ainsi un plus bas depuis décembre 2021. Entre risques géopolitiques et inquiétudes sur la demande, les marchés pétroliers tâtonnent, hésitent et finalement reculent.

« La dynamique récente du marché suggère que les négociants sont plus préoccupés par la faiblesse de la demande que par les informations liées à l'offre », résument les analystes d'Allianz Trade. « Les nouvelles négatives sur l'atonie de la consommation de pétrole, la baisse des importations de brut en provenance de Chine et les stocks l'ont emporté sur celles concernant les tensions au Moyen-Orient et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement tels que l'arrêt des opérations dans les ports d'exportation russes », ajoutent-ils.

Le soutien apporté par l'Opep+, le cartel qui regroupe 22 pays producteurs d'or noir, ne pèse pas lourd dans la balance. Huit membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, dont l'Arabie saoudite et la Russie, ont convenu jeudi de « prolonger de deux mois leurs réductions volontaires supplémentaires de production de 2,2 millions de barils par jour ». En juin, l'Opep+ avait annoncé qu'il reviendrait progressivement sur ces réductions, au rythme de 180 000 barils par jour ajoutés chaque mois à partir d'octobre. Mais un maintien de ce plan aurait sans doute dégradé encore l'équilibre entre l'offre et la demande et poussé le prix de l'or noir vers de nouveaux plus bas. Dans ce contexte, l'Opep+ a décidé de ne fournir les robinets qu'à partir du 1^{er} décembre 2024, « de manière graduelle », et en se réservant la possibilité de « faire marche arrière si nécessaire ».

Ce changement de stratégie, élaboré pour éviter une déroute des marchés, fébriles devant la série de signaux économiques négatifs, n'a pas suffi. D'autant que des signaux indiquent que les factions politiques en Libye se rapprochent d'un accord, ce qui pourrait ouvrir la voie à une hausse de la production du premier producteur de brut d'Afrique. Celle-ci était passée de 1,1 million de barils par jour, soit près de 1 % de la consommation mondiale, à seulement quelque 400 000 barils fin août, a indiqué l'agence Bloomberg. Une chute de production due aux tensions entre les deux blocs qui se partagent le pays, l'un basé à Tripoli sous la direction du premier ministre Abdelhamid Dbeibah, l'autre, à l'est, soutenu par le maréchal Khalifa Haftar.

« Les nouvelles négatives sur l'atonie de la consommation de pétrole, la baisse des importations de brut en provenance de Chine et les stocks l'ont emporté sur celles concernant les tensions au Moyen-Orient et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement tels que l'arrêt des opérations dans les ports d'exportation russes »

Les analystes d'Allianz Trade

Du côté de la demande, les dernières données de la Chine et des États-Unis ont révélé la faiblesse des secteurs manufacturiers des deux grandes puissances mondiales, et renforcé les craintes d'un ralentissement de la consommation, voire d'une récession. Le marché reste focalisé sur le moindre indice économique

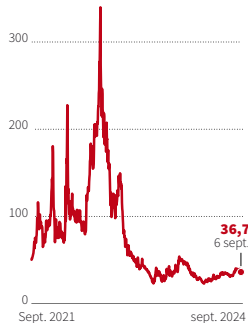
morose venant des États-Unis, tandis que la Chine, deuxième consommateur mondial de brut, est au centre des préoccupations des investisseurs depuis la baisse de régime au deuxième trimestre. « De profondes inquiétudes persistent, notamment pour la Chine, qui représente généralement environ 40 % de la croissance annuelle de la demande mondiale », pointe Ole Hvalbye, analyste du groupe financier suédois SEB.

Guère impressionnés par le message de l'Opep+, les opérateurs ont aussi fait peu de cas de la baisse, pourtant massive, des stocks américains de brut, qui ont diminué de 6,9 millions de barils la semaine dernière. Les analystes d'Allianz Trade, qui pensent que les prix de la plupart des produits de base devraient encore « se consolider », prévoient donc que le pétrole « continue à se négocier à l'avenir dans une fourchette de 75 à 85 dollars le baril ». Selon eux, les opérateurs restent convaincus que les pays de l'Opep+ ont besoin de revenus pétroliers et ils sont confrontés à une croissance continue de la production de pétrole des pays non-membres de l'Opep. C'est le cas aux États-Unis, mais aussi au Guyana, au Brésil et au Canada. « Seul un événement géopolitique majeur, tel qu'un conflit généralisé au Moyen-Orient ou une grave escalade de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, pourrait entraîner une flambée des prix du pétrole », pronostiquent les équipes de Ludovic Subran. Chez HSBC, les analystes, qui tablent sur un Brent à 80 dollars le baril au deuxième semestre 2024 et à 76,50 dollars pour 2025, indiquaient le 4 septembre que « les risques de baisse augmentent ».

Une mauvaise nouvelle pour l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole. Car, si ses coûts d'extraction sont particulièrement faibles, environ 10 dollars par baril, Riyad a besoin d'un baril à 96,20 dollars pour équilibrer ses comptes, particulièrement dépendant des ventes d'or noir. ■

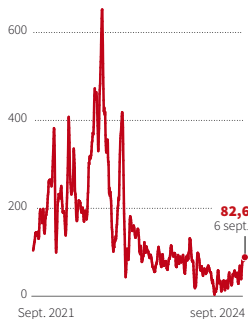
GAZ

Évolution du prix du mégawattheure de gaz TTF, en euros



ÉLECTRICITÉ

Prix de l'électricité EPEX SPOT, en euros par mégawattheure (moyenne sur 7 jours)



Source: Bloomberg

Pompes à chaleur, EDF veut soutenir

L'électrification des usages aura-t-elle lieu ? Tout le modèle économique français de la production d'électricité repose sur cette hypothèse. Pour réduire ses émissions de CO₂, le pays va privilégier les électrons au détriment des hydrocarbures. Ce qui suppose de l'équiper en moyens de production supplémentaires : dans un premier temps, l'éolien et le photovoltaïque, et à plus long terme, des réacteurs nucléaires supplémentaires, dont certains pourraient être plus petits que les actuels (SMR et AMR).

EDF est au cœur de ce dispositif. Le groupe doit financer les nouvelles capacités de production, essentiellement les six EPR 2 et les renouvelables, tout en investissant dans les réseaux de transport (RTE) et de distribution (Enedis). Cela à un coût : plus de 250 milliards d'euros sur un peu moins de trois décennies.

Selon le premier scénario de RTE qui permet d'atteindre les objectifs de décarbonation et de réindustrialisation en 2030 et 2035, la consommation d'électricité serait alors comprise entre 580 TWh et 640 TWh par an. L'année dernière, elle était de 445 TWh, loin des niveaux des années 2010 (473 TWh). La sobriété et l'efficacité, poussées lors du déclenchement de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique, portent leurs fruits, et ce au-delà des attentes. La demande en électricité devrait remonter en 2026... ou 2027.

La production d'électricité d'EDF, quant à elle, s'est nettement redressée, grâce à la sortie de la crise de la corrosion sous contrainte. L'offre augmente donc plus vite que la demande, et devrait continuer à le faire pendant deux ou trois ans. Avec un effet indiscutable sur les prix, qui baissent. Celui du mégawattheure (MWh) à horizon 2026 est dans la zone des 70 euros. « Le risque pour EDF est que ce prix continue à descendre. Tant

CARBURANT. Les prix à la pompe ont atteint des plus bas depuis deux ans, à 1,75 euro le litre de sans-plomb 95 et 1,60 euro celui de gazole, selon l'Ufip Énergies et Mobilité.



GAZ. Après avoir baissé, les prix sont repartis à la hausse depuis le début de 2024. Les incertitudes géopolitiques crispent les acteurs du secteur, mais ils s'attendent à une amélioration à moyen terme.

DENIS CHARLET / AFP, ARTUR WIDAK / NURPHOTO VIA AFP, PUNTO DI VISTA / GETTY IMAGES

de 2024. Les incertitudes géopolitiques crispent les acteurs du secteur, mais ils s'attendent à une amélioration à moyen terme. « Les prix évoluent dans la zone des 38 euros du MWh pour les contrats à échéance 2025, 33 euros pour 2026 et 28,50 euros pour 2027 », souligne Nicolas Leclerc. Cette tendance baissière correspond à la montée en puissance de nouvelles capacités de gaz naturel liquéfié (GNL) mises en service par le Qatar et les États-Unis; elles se substituent au gaz russe. La sécurité d'approvisionnement pour l'Europe semble garantie pour l'hiver 2024-2025, mais elle a un prix : importer du GNL par bateau coûte plus cher que d'acheminer du gaz russe par gazoduc.

Le choix de l'épargne

Cette détente des marchés, si elle se maintient, facilitera l'équation du gouvernement. Elle devrait jouer sur l'activité par le canal du pouvoir d'achat des ménages et de la consommation. Le modèle de simulation macroéconomique

que Mésange indique ainsi qu'une baisse de 10 dollars du pétrole par rapport aux anticipations, provoque un sursaut de croissance de 0,1 point un an plus tard et de 0,2 point au bout de deux ans. L'impact est aussi fort bien sûr sur l'inflation, qui pourrait atterrir 0,3 ou 0,4 point plus bas que l'étiage attendu. « Aujourd'hui, le consensus des économistes table sur une inflation autour de 2% à fin 2025, si cette prévision se révèle trop élevée en raison de l'évolution des prix de l'énergie, la Banque centrale européenne pourrait intensifier ou accélérer ses baisses de taux, analyse Charles-Henri Colombier, en charge de la conjoncture chez Rexecode. Dans ce cas, l'impact sur la croissance économique pourrait être plus fort. »

Un aléa important plane toutefois sur ce scénario. Les ménages français expriment depuis des mois, de sondage en sondage, une préférence pour l'épargne vis-à-vis de la consommation. La tendance semble ancrée. « Pour résumer, la baisse du pétrole apportera sans doute

un peu d'air frais à l'économie française en 2025 mais cela ne devrait pas suffire à maintenir la croissance au niveau attendu pour 2024. La baisse de la dépense publique et le ralentissement de l'investissement des entreprises pèseront en ef-

fet sur l'activité », avance Charles-Henri Colombier.

Un autre paramètre est à prendre en compte, celui des choix budgétaires. Si les taxes sur l'énergie - quelle que soit leur forme - devaient augmenter, elles

pourraient gommer les effets du recul des prix pour les consommateurs, mais contribuer à renflouer les caisses de l'État. Reste à trancher qui, du consommateur ou du contribuable, sera amené à faire les plus gros efforts financiers. ■

bornes de recharge... Comment la demande d'électricité

qu'il reste aux alentours de 60 euros, le modèle économique n'est pas menacé. Mais s'il passe en dessous, cela va commencer à devenir très compliqué », explique Nicolas Goldberg, associé chez Colombus Consulting. Et ce notamment pour financer les EPR 2 (même si la récente baisse des taux d'intérêt apportera un bol d'air). Certes, EDF a su fonctionner avec un prix régulé (Arenh) à 42 euros du MWh, mais les investissements auxquels le groupe devait faire face étaient moindres.

« Coup de pouce chauffage »

Le groupe compte donc activer les leviers à sa disposition pour pousser la demande d'électricité à la hausse. Il veut « être leader des solutions intégrées de décarbonation, notamment via l'accélération de l'électrification des usages des clients en substitution aux usages fossiles » : c'est une des quatre priorités du groupe dévoilées en juillet.

Côté bâtiment, EDF encourage les ménages qui se chauffent au gaz à opter pour une pompe à chaleur (PAC). Aux aides d'État, qui peuvent atteindre jusqu'à 6 000 euros, le groupe ajoute une prime de 1 000 euros pour les consommateurs qui optent pour une PAC et qui sont éligibles au dispositif Coup de pouce chauffage, qu'ils soient clients ou non d'EDF.

Concernant les véhicules électriques, EDF mise sur sa filiale Izivia dédiée au développement des bornes de recharge. Le pari étant de déployer massivement les infrastructures qui facilitent l'utilisation de voitures à batterie.

L'électrification de l'industrie fait aussi l'objet d'une attention croissante, « c'est un gisement important de décarbonation, en faisant passer des processus utilisant des énergies fossiles à l'électricité pour produire de la vapeur, alimenter des sècheurs ou des fours », explique Jean-Philippe Laurent, le directeur stratégie et

développement du pôle clients, services et territoires d'EDF. Les processus sont plus longs à mettre en place et ne s'appliquent pas à tous les usages, mais la machine est lancée. Jeudi, l'entreprise Swiss Krono France, qui produit des panneaux à base de bois pour les bâtiments, a inauguré un équipement alliant une chaudière à biomasse et deux sècheurs basse température dans son usine de Sully-sur-Loire (Loiret). Un projet a été mené en coopération avec deux partenaires, Dalkia, une filiale d'EDF et Meridiam.

Une marche importante pourrait être franchie avec la montée en puissance de la production d'hydrogène par électrolyse dans l'Hexagone. Mais la mayonnaise peine à prendre. « La France est en train de prendre un retard considérable dans l'hydrogène, particulièrement par rapport à ces deux voisins allemand et espagnol. Les prix de l'électricité nucléaire sont trop élevés, avec un coût de 6 euros à 7 euros le kilo, quand il peut sortir entre 3 euros et 4 euros du kg avec les sources renouvelables les plus compétitives », explique Pierre-Étienne Franc, cofondateur et directeur général du fonds d'investissement Hy24. EDF a une filiale dédiée : Hynamics, qui aide les entreprises à installer un électrolyseur sur leur site de production. Les applications sont connues : dans les transports lourds, depuis les camions jusqu'aux avions et aux navires, et dans l'industrie, d'abord en remplaçant l'hydrogène produit à partir de gaz naturel (par vaporéformage) par de l'hydrogène électrolytique.

Un autre secteur pourrait venir dynamiser la consommation d'électricité : l'intelligence artificielle (IA) et plus particulièrement, les data centers, très gourmands en énergie. Des technologies d'IA qui sont aussi utilisées pour optimiser la production et la consommation d'énergie. La boucle est bouclée. ■ E.B.



Little Stories - RCS 578 899 363 - Marc Blaise

Travailler à l'Apec,

ça ne rend pas les journées moins pluvieuses, mais ça les rend plus humaines.

Rejoignez nos équipes.

Ensemble, faisons bouger les lignes du monde du travail et de l'emploi cadre. Chaque jour, nous nous mobilisons pour donner de l'élan à l'avenir des cadres ou futurs cadres, et aider les entreprises dans leur développement.

apec.fr

L'avenir est un métier d'avenir.



Le défi de la reconversion des salariés des JO

Thomas Engrand

Ce lundi, la région Île-de-France lance la plateforme Mon emploi après les Jeux, proposant 30 000 offres d'emplois, issues de 40 grands employeurs publics et privés.

C'est fini! Dimanche, la France a dit au revoir aux Jeux avec la cérémonie de clôture des Paralympiques. Si les Français vont regretter la fin de cette parenthèse dorée, pour certains, le réveil va être particulièrement difficile. C'est notamment le cas des salariés des Jeux olympiques et paralympiques qui ont travaillé pour permettre la réussite de l'événement et dont la mission s'est arrêtée.

Soucieuse de faciliter leur reclassement, la région Île-de-France lance ce lundi une plateforme pour les aider à trouver un emploi durable. Son nom : Mon emploi après les Jeux. Pour les entreprises, comme pour les candidats, il faut simplement entrer un métier, ou une compétence, et une zone pour accéder aux options disponibles. « Il ne suffit pas de réussir les JO, il faut également réussir leur héritage », explique Valérie Péresse, présidente (LR) de la région Île-de-France, qui mène le projet main dans la main avec France Travail. L'enjeu est de taille. Les quelques semaines d'épreuves ont demandé le concours de près de 180 000 collaborateurs, en comptant les sous-traitants, avant et pendant les compétitions, dont 150 000 rien que pour la région capitale. Une grande majorité est d'ores et déjà assurée de continuer avec le même employeur dans des missions différentes. Ce n'est toutefois pas vrai pour tous. « Si on ajoute les volontaires, on estime que 40 000 d'entre eux sont susceptibles de se retrouver sans emploi », avertit l'élue.

« L'envie de travailler »

Une telle issue serait un échec. Une partie importante d'entre eux ont pu bénéficier de formations et ont acquis une expérience valorisante lors de ces quelques semaines. « Les JO ont été un immense campus de formation aux métiers », salue Valérie Péresse, qui pointe en particulier « le savoir-être » et « l'envie de travailler » qu'ont montré les salariés et volontaires tout au long de la compétition. Pour certains, cette période a été une opportunité de se rapprocher de l'emploi ou de se relancer après une période de galère.

« Notre travail de proximité avec les entreprises collaborant sur les Jeux pour comprendre leurs besoins et y répondre a permis l'embauche de plus de 30 000 personnes, en particulier dans la sécurité, la restauration ou le nettoyage. Parmi eux, 50 % étaient sans emploi depuis plusieurs mois et cherchaient dans d'autres secteurs » se réjouit Nadine Crinier, directrice régionale de France Travail Île-de-France.

Côté employeur, la demande pour ses profils est bien là. « Il y a de fortes intentions d'embauches sur tout le territoire », confirme Bernard Cohen-Hadad, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) Paris Île-de-France. Mieux, les besoins des employeurs correspondent souvent aux

profils disponibles après les Jeux. Ainsi les secteurs de la sécurité, de l'hôtellerie ou de l'événementiel sont notamment en pénurie. « L'importance de penser la question de l'emploi dans la durée, au-delà des Jeux, a été une constante », ajoute le président de la CPME. Pour preuve, avant même sa sortie, la plateforme Mon emploi après les Jeux recensait déjà plus de 30 000 offres d'emplois, issues de 40 grands employeurs publics et privés selon Valérie Péresse. Parmi lesquels, « 8 000 postes à Disney, 5 000 chez Carrefour, 1 000 à la Société générale, ou encore 5 000 dans la police », énumère-t-elle. Et le chiffre devrait rapidement grimper avec l'offre émanant des petites et moyennes entreprises.

La question ponctuelle de l'intégration des anciens travailleurs des JO dans le tissu économique local pourrait ainsi être l'occasion de mettre à jour de nouvelles pratiques plus générales au service des chômeurs.

Passerelles

Le concept d'un site dédié à l'échelon régional est par exemple particulièrement valorisé par les acteurs patronaux. « On a des difficultés à communiquer sur nos offres d'emplois, confirme Bernard Cohen-Hadad de la CPME, et je crois que la région est un niveau optimal pour s'attaquer au sujet. C'est dans la proximité qu'on peut faire bouger les choses. » Au sein de France Travail, le concept fait également sens. « Dans chaque région, le marché du

travail a ses spécificités », souligne Nadine Crinier qui cite le très fort taux d'offre en CDI, 80 %, sur le territoire francilien. En outre, c'est au niveau de la région que se décide la politique de formation. Et si beaucoup de formations ont déjà été délivrées avant les Jeux, beaucoup reste à faire. « Certains vont avoir besoin de formations complémentaires, d'autres vont vouloir profiter de passerelles pour faire un autre métier », pronostique la présidente de la région Île-de-France. Et de citer par exemple les agents de sécurité s'orientant vers la police ou les plateformes aéroportuaires. Deux gros recruteurs potentiellement intéressés. Il est d'ores et déjà acté que Mon emploi après les Jeux continuera à exister même une fois les anciens salariés reclassés. ■



Des collaborateurs de Paris 2024 à l'œuvre sur le site Arena Sud, Porte de Versailles, en juillet dernier. RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA AFP

Vélos partagés : le chinois Hellobike veut débarquer à Paris

Jean-Yves Guérin

Ce géant, qui annonce 1,8 milliard d'euros de revenus, promet de déployer des bicyclettes « made in France », s'il gagne l'appel d'offres lancé par la mairie pour exploiter des engins électriques.

Lime d'un côté, Dott de l'autre. Pendant les Jeux olympiques, les deux groupes habilités à exploiter des vélos électriques partagés dans la capitale ont battu des records de fréquentation. Ainsi, entre le 26 juillet et le 4 septembre, l'opérateur franco-néerlandais a vu la location de ses vélos bleus grimper en flèche (+ 70 % avec 941 000 trajets). Chez Lime, les trajets effectués ont progressé de 50 % pendant les Jeux olympiques et 60 000 nouveaux utilisateurs ont été enregistrés.

Mais les cartes pourraient être rapidement rebattues. La ville de Paris a lancé un nouvel appel d'offres pour choisir trois acteurs qui opéreraient 6 000 bicyclettes à batterie en *free floating* (libre service sans bornes) chacun. Le contrat qui débutera mi-2025 sera signé pour quatre ans. Parmi les candidats qui ont rendu leur copie fin juillet, le chinois Hellobike avec sa marque Hellobike. « Nous avons l'intention de lancer notre service dans le Grand Paris », grâce à la candidature à Paris et des partenariats dans les villes limitrophes, explique Manon Bouvet Dit Maréchal, sa porte-parole en France, aussi intéressée en cas d'appel d'offres dans d'autres grandes villes hexagonales.

D'ores et déjà, la marque est en lice pour implanter ses bicyclettes électriques à Barcelone et à Séville. Et, même

s'il préfère attaquer le marché européen avec ses vélos, l'opérateur chinois qui a son siège à Hongkong, est aussi à l'affût pour y implanter ses patinettes et scooters partagés. « Au cas où une grande agglomération lancerait un appel d'offres sur les trottinettes ou les scooters ou voudrait offrir à ses citoyens un mix fait de vélos, de trottinettes et scooters, nous y répondrions », précise Manon Bouvet Dit Maréchal. Car s'il est inconnu en Europe, Hellobike est un géant des mobilités partagées, qui réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros.

S'il perdait encore des centaines de millions d'euros il y a quelques années, le groupe chinois affirme aujourd'hui être rentable. Certes, il tire 40 % de ses revenus d'activités annexes (locations de batteries aux particuliers, covoiturage, réservation d'hôtels et de restaurants). Mais ses revenus générés par ses véhicules de transport en *free floating* se montent tout de même à près de 1,1 milliard. En comparaison, Lime, qui se présente pourtant comme le leader mondial du secteur, fait pâle figure avec des ventes de 600 millions de dollars (540 millions d'euros) et un Ebitda (excédent brut d'exploitation) ajusté de 90 millions de dollars (80,1 millions d'euros) en 2023.

Il est vrai que Hellobike a une force de frappe impressionnante. Présent dans 500 villes de l'empire du Milieu, l'opérateur exploite 7 millions de bicyclettes

(5 millions de vélos mécaniques et 2 millions de vélos électriques). Des chiffres qui donnent le vertige. À Pékin, Hellobike opère 340 000 vélos mécaniques partagés ; à Shanghai 310 000 ; à Shenzhen 100 000... À cela, il faut ajouter les agglomérations méconnues mais très peuplées qui choisissent les vélos électriques de la marque. À Hefei (3,3 millions d'habitants), Hellobike met à disposition 20 000 vélos électriques en libre-service. À Nanchang (6,3 millions d'habitants) à 700 km au sud de Shanghai, on en trouve 16 000... Résultat, aujourd'hui, ce sont les bicyclettes électriques en *free floating* qui pèsent le plus lourd dans le chiffre d'affaires du groupe (29 %).

« Quand les autres ont joué tout de suite la carte de l'internationalisation, nous nous sommes développés en Chine de longues années pour peaufiner notre service »

Manon Bouvet Dit Maréchal
Porte-parole en France d'Hellobike

Depuis sa création en 2016, cette ex-start-up a levé plus de 1 milliard d'euros. À son tour de table, on trouve de grands noms chinois : le géant de l'e-commerce Alibaba et la société financière Ant (qui

gère Alipay), détiennent ensemble 30 % du capital. Le groupe de tourisme Fosun, propriétaire du Club Med, a 4 % de Hellobike. Le géant des batteries pour voitures électriques, CATL, en possède 2 %. En 2021, Hellobike a même préparé son introduction en Bourse au Nasdaq, avant d'abandonner ce projet à cause du refroidissement des relations entre la Chine et les États-Unis.

Mais convaincre les grandes villes en Europe de l'accueillir ne sera pas une tâche aisée pour Hellobike. Les maires n'ont pas oublié les ravages faits par les premières marques chinoises de vélos mécaniques partagés (Ofo, Mobike, Obike...) en 2017-2018 : à Paris comme ailleurs, elles ont inondé du jour au lendemain les trottoirs et les chaussées avec leurs engins de mauvaise qualité, garantis n'importe comment au mépris des piétons. Et ces entreprises, dont la valorisation avait dépassé 1 milliard d'euros en quelques mois, ont fait faillite aussi vite. Sans parfois enlever des milliers de bicyclettes épaves.

Créé en 2016, Hellobike se veut différent. « Quand les autres ont joué tout de suite la carte de l'internationalisation, nous nous sommes développés en Chine de longues années pour peaufiner notre service », raconte Manon Bouvet Dit Maréchal. Cela fait moins de deux ans que le chinois est sorti de ses frontières : à Singapour, il exploite 10 000 vélos

mécaniques, à Sydney 3 000 bicyclettes électriques. Pour s'attirer les bonnes grâces des élus parisiens, Hellobike s'engage à faire fabriquer ses vélos dans l'Hexagone. « C'est l'entreprise française, Cibox, qui assemblera nos vélos dans son usine des Ardennes, à Revin, promet Manon Bouvet Dit Maréchal. Et même si nous ne gagnons pas l'appel d'offres de Paris, nous ferons fabriquer là-bas tous les vélos pour les autres marchés que nous gagnerons en Europe. » Pour éviter les accidents, ses vélos seront dotés d'un système permettant d'arrêter la course si deux personnes sont sur l'engin ou si le conducteur ne roule pas droit. En outre, Hellobike déploiera une centaine de bicyclettes mécaniques avec un siège bébé ou enfant.

L'opérateur chinois a déjà repéré un entrepôt en banlieue nord de Paris où il compte recruter une vingtaine de personnes chargées de l'entretien de ses vélos. « Nous allons travailler avec des missions locales et des associations pour embaucher des personnes en réinsertion professionnelle ou des handicapés », précise Manon Bouvet Dit Maréchal. Hellobike compte aussi proposer des initiations au vélo pour les personnes de tout âge. On verra début 2025, quand la mairie de Paris désignera les vainqueurs de son appel d'offres sur les vélos électriques partagés, si ces garanties ont convaincu Anne Hidalgo. ■

Les tarifs des assurances habitation vont-ils continuer à flamber ? La question est une fois de plus au cœur du rendez-vous mondial de la réassurance à Monaco. Jusqu'à mercredi, ces compagnies (une centaine dans le monde comme Scor, Swiss Re, Munich Re, Hannover Re, Axa XL...), dont le métier, peu connu, consiste à assurer les assureurs, négocient avec leurs clients (les compagnies d'assurances), les prix des contrats pour 2025. Dans le détail, ces compagnies protègent les assureurs contre la fréquence ou l'intensité anormale des sinistres : ils s'engagent à les indemniser en cas d'aléa, moyennant une contrepartie financière, qui correspond à une portion des primes versées par les assurés (particuliers, entreprises...). Au cours des deux dernières années, les réassureurs ont sensiblement augmenté leurs tarifs pour redresser leur rentabilité mise à mal entre 2017 et 2022 après une série de catastrophes naturelles (ouragans, séismes...) et de périls climatiques dits secondaires, c'est-à-dire d'intensité souvent moyenne, comme la grêle, les inondations ou les incendies de forêts. Des hausses tarifaires à deux chiffres, qui leur ont permis de retrouver une bonne santé. Et qui ont déjà été en grande partie répercutées par les assureurs sur leurs clients et ont contribué, avec l'inflation (la hausse des matériaux de construction fait grimper les coûts des réparations...), à faire flamber ces trois dernières années, le prix des assurances habitation. « D'une certaine façon, les assurés, entreprises et particuliers, paient déjà le coût des catastrophes naturelles », résume Manuel Arrivé, analyste chez Fitch.

« Les réassureurs ont plus de difficultés à mettre un prix sur les risques liés aux inondations et aux épisodes de grêle, dont la fréquence et l'intensité augmentent avec le changement climatique. A contrario, les ouragans, qui sont moins fréquents mais plus destructeurs, sont plus faciles pour eux à modéliser »

Manuel Arrivé Analyste chez Fitch

Un phénomène aggravé par le fait que, pour restaurer leurs marges, l'essentiel des réassureurs s'est également désengagé, à partir de 2023, des périls dits secondaires, pour se concentrer sur les catastrophes naturelles de plus forte intensité comme les tremblements de terre, les tempêtes européennes ou les ouragans. « Il s'agit d'un retour aux fondamentaux de la réassurance, qui était nécessaire car les sinistres d'intensité moyenne se sont multipliés ces dernières années, justifie Alexis Valleron, délégué général de l'Apref (Association des professionnels de la réassurance en France). Notre métier consiste à couvrir ce qui est rare. » Les raisons de ce changement stratégique sont en partie techniques. « Les réassureurs ont plus de difficultés à mettre un prix sur les risques liés aux

Catastrophes naturelles : nouvelle hausse des prix en vue pour les assurés

Danièle Guinot

Les réassureurs ont fortement augmenté leurs tarifs et ne couvrent plus les inondations. Ce qui contribue à faire flamber les assurances.



Inondation à Nancy (Nièvre), en juin. Avec le changement climatique, le coût des catastrophes naturelles pourrait encore doubler au cours des dix prochaines années, selon les prévisions du réassureur Swiss Re.

inondations et aux épisodes de grêle, dont la fréquence et l'intensité augmentent avec le changement climatique, explique Manuel Arrivé. A contrario, les ouragans, qui sont moins fréquents mais plus destructeurs, sont plus faciles pour eux à modéliser.

Les tendances à l'œuvre depuis plus de deux ans sont parties pour durer. « Les hausses tarifaires devraient se poursuivre, mais de manière plus seg-

mentée. Elles pourraient toutefois être un peu plus modérées en 2025 car l'an dernier, la saison des ouragans a été un peu moins désastreuse que les années précédentes, avance Marc-Philippe Juillard, analyste chez S&P Global ratings. Pour autant, cette possible stabilisation tarifaire ne permettra pas de limiter la hausse des prix des assurances des particuliers et des entreprises, car les réassureurs vont rester à l'écart des pé-

riils dits secondaires. » Les compagnies d'assurances resteront donc en grande partie seules (en France, le système « cat'nat » prend le relais pour certains sinistres) à supporter le coût, de plus en plus élevé de ces aléas climatiques. Au premier semestre, les catastrophes naturelles ont ainsi engendré 120 milliards de dollars (110 milliards d'euros) de pertes économiques au niveau mondial, selon Swiss Re, dont la moitié a été in-

demniee par les assureurs (60 milliards de dollars). Or, l'essentiel de cette facture (42 milliards de dollars) était lié à des périls secondaires, c'est-à-dire des orages sévères, accompagnés de tornades (notamment aux États-Unis et aux Émirats arabes...), de la grêle et de fortes précipitations, qui ne sont quasiment plus couverts par les réassureurs. Et ce n'est pas fini, car avec le changement climatique, le coût des catastrophes naturelles pourrait encore doubler au cours des dix prochaines années, selon les prévisions de Swiss Re.

« Le coût des aléas climatiques ne cesse d'augmenter pour les assureurs et ils devraient continuer à répercuter cette inflation sur leurs tarifs », prévient Manuel Arrivé. En clair, les tarifs des assurances pour les entreprises et les particuliers vont continuer à grimper. D'autant que d'autres phénomènes entrent en ligne de compte. « On assiste à un renforcement de l'urbanisation dans les grandes villes et sur les zones côtières, explique Marc-Philippe Juillard. Les dégâts en cas de tempête ou d'inondation sont plus importants et coûtent cher aux assureurs. » De fait, de plus en plus de résidences et de bâtiments commerciaux sont exposés à des risques élevés d'aléas climatiques, sans que l'on en soit toujours pleinement conscient.

« On assiste à un renforcement de l'urbanisation dans les grandes villes et sur les zones côtières. Les dégâts en cas de tempête ou d'inondation sont plus importants et coûtent cher aux assureurs »

Marc-Philippe Juillard

Analyste chez S&P Global ratings

Même si la forte concurrence entre assureurs en France, sert, pour l'heure, de garde-fous à des hausses tarifaires trop marquées, la donne est déjà en train d'évoluer. Depuis quelques années, les habitants de zones régulièrement touchées par des submersions marines ou ayant été balayées par une tempête violente peinent à couvrir leur maison (l'assurance habitation n'est pas obligatoire pour les propriétaires occupants d'une maison) : soit certains assureurs se sont retirés du marché, soit les tarifs demandés sont en forte hausse. La question de l'assurabilité des biens pourrait à terme se poser de façon plus brutale. En mai, une étude de l'ACPR, le superviseur de la banque et de l'assurance prévoyait que, compte tenu de l'inflation, les primes d'assurances augmenteraient de 158 % en moyenne d'ici 2050, en cas de scénario du pire, marqué par des événements extrêmes. Et dans certaines régions particulièrement exposées aux risques climatiques, comme la Bretagne ou les côtes méditerranéennes, les prix pourraient même tripler. Ce qui conduirait des ménages, faute de moyens, à résilier leur contrat. Nous n'en sommes pas encore là et les pouvoirs publics et les assureurs tentent d'améliorer la meilleure mutualisation des risques. Le temps presse. ■

Edenred souhaite répliquer le Ticket Restaurant pour le sport

Claudia Cohen et Gaëtan de Capèle

Bertrand Dumazy, PDG du groupe coté au CAC 40, était l'invité de l'émission « Esprit d'entreprise », sur Le Figaro TV.



LE FIGARO TV
Île-de-France

**ESPRIT
D'ENTREPRISE**

« En tant qu'entrepreneur, on sait que l'un des carburants de la croissance est la confiance. Et la confiance ne peut exister que lorsqu'il y a de la visibilité. » Face à l'insécurité politique qui risque de durer en France en l'absence de majorité à l'Assemblée nationale, le président directeur général d'Edenred, Bertrand Dumazy, constate « un ralentissement du côté du marché des TPE et PME, l'un des derniers que notre groupe avait réussi à pénétrer, car ces entreprises attendent de connaître les orientations économiques à venir pour prendre des décisions ». Invité d'« Esprit d'entreprise », l'émission économique du Figaro TV, le dirigeant du groupe spécialisé dans la fourniture aux entreprises de systèmes de paiement fléchés (titres-restaurant, chèques cadeaux...), désormais coté au CAC 40, a rappelé qu'il ne réalise que 15 % de son chiffre d'affaires dans le pays.

Bertrand Dumazy se dit favorable à la création d'un « front économique », proposé il y a quelques jours par le Medef pour soutenir une politique pro-entreprises dans l'Hexagone. « La France est championne du monde de la redistribution de la valeur, c'est le pays qui redonne le plus aux salariés, note-t-il. Cependant, dans le même temps, on ne crée pas assez de valeur, le PIB par habitant n'a fait que baisser ces dernières années... S'il est de 100 en France, il est désormais de 125 aux États-Unis ! Un Américain à Paris ressent la même chose qu'un Français à Istanbul. » Pour créer plus de valeur, « il faut que les salariés français travaillent plus », a défendu le patron d'Edenred, présent dans 45 pays, qui passe un tiers de son temps à l'étranger.

Ces dernières années, toutes les économies développées font face à une pénurie de talents qualifiés. « Ce phénomène est probablement un peu plus fort en France, car si vous êtes par exemple un ingénieur

diplômé de l'école centrale de Paris, votre salaire sera 25 % plus élevé si vous décidez de partir aux États-Unis », note Bertrand Dumazy. Il estime que les entreprises capables de proposer un parcours employeur et des avantages plus individualisés seront les plus à même d'attirer et de fidéliser les salariés, au-delà du facteur rémunération.

« L'objet social du titre-restaurant »

« Après le titre-restaurant, le ticket cadeau, le ticket télétravail, le ticket Cesu ou encore le ticket mobilité, qu'Edenred propose, je rêverais que l'on développe en France, comme nous l'avons fait en Europe du Nord, un ticket sport prodigué par les entreprises ! Cela pourrait représenter l'avenir des Jeux olympiques », affirme le dirigeant, passionné de navigation.

Avant la dissolution de l'Assemblée, une loi était en préparation pour élargir

définitivement l'usage des titres-restaurant au paiement des courses. « Il y a une grande incertitude aujourd'hui autour de l'expansion, l'arrêt ou la pérennisation en 2025 de ces mesures décidées par l'ancien gouvernement face à l'inflation, explique Bertrand Dumazy. D'un point de vue économique, ce serait très bon pour Edenred, mais personnellement, je pense que ce n'est pas une bonne chose car l'on détournerait l'objet social du titre-restaurant si on peut faire ses courses pour le dimanche avec, poursuit-il. Je comprends la difficulté de l'exécutif de revenir en arrière sur une mesure populaire, comme je comprends aussi la colère des restaurants qui dénoncent une concurrence déloyale. » En cette rentrée de septembre, le dirigeant d'Edenred espère, au passage, apaiser les relations avec les restaurateurs qui demandaient ces derniers mois au groupe de baisser sa commission sur les transactions, qui s'élève encore à « un peu moins de 5 % ». ■

Après dix-sept années passées chez Securitas en Belgique, Frank Lambrigts a été nommé à la tête de la filiale française du géant suédois de la sécurité, en juillet 2023. L'entreprise, implantée dans l'Hexagone depuis 1982, y a réalisé un chiffre d'affaires de 982 millions d'euros en 2023 et y emploie 16 600 personnes. Dans le monde, le groupe, coté à Stockholm, compte 340 000 salariés pour un chiffre d'affaires de près de 14 milliards d'euros l'an dernier.

LE FIGARO. - Vous avez pris vos fonctions il y a un an, au sortir d'un conflit social. Une réorganisation en profondeur s'en est ensuivie. Pourquoi était-elle nécessaire ? **FRANK LAMBRIGTS.** - On ne peut pas vraiment parler de conflit social. J'ai été nommé d'abord et avant tout pour accélérer la transformation de l'entreprise. À savoir aller vers plus de simplification, pour une meilleure efficacité, et intégrer les évolutions technologiques. Le digital est un formidable moyen pour compléter et renforcer nos services. Transformation ne signifie pas révolution : notre rang de leader dans la sécurité privée en France témoigne déjà de nombreux atouts.

Où en êtes-vous, aujourd'hui, de la feuille de route initiale ? Trois étapes ont été enclenchées successivement. La réflexion autour d'une vision, l'adhésion - des équipes, des managers, des clients - à ce cap, une structuration en conséquence. De cette vision se dégagent trois différenciateurs : d'une part, une responsabilité à tous les étages ; d'autre part, un sens aigu de la proximité, car l'intelligence artificielle (IA) ne remplacera jamais le contact ; enfin, un rôle d'expert sans cesse consolidé. Dans ce contexte, notre relation au client évolue : avant d'être pourvoyeurs de solutions, nous sommes capables de gérer l'ensemble des risques auquel il est soumis.

La sécurité est un marché porteur. Peut-on dire que cela fait vos affaires ? L'inflation des risques est une réalité et elle n'est pas forcément de nature à nous réjouir. J'observe surtout que la sécurité est devenue ultrastratégique au regard des entreprises. Elles savent qu'il en va de leur réputation d'être bien protégées.

Les métiers de la sécurité pâtissent souvent d'une mauvaise image. Comment les rendre attrayants ? Il faut redonner une place noble à la sécurité privée et harmoniser le marché, car plus de 13 000 entreprises coexistent et beaucoup ne présentent pas toutes les garanties souhaitées. Chez Securitas, nous créons de la valeur pour nos clients et nos collaborateurs grâce à notre offre de service basée sur l'humain et la technologie. Nous partageons des valeurs, une mission et une éthique des affaires. Nous capitalisons et investis-

Frank Lambrigts : « Transformation ne signifie pas révolution »

Frédéric de Moncault

Le président de Securitas France analyse l'enjeu des ressources humaines dans la sécurité privée, activité en pleine mutation.

« Il faut redonner une place noble à la sécurité privée et harmoniser le marché », affirme Frank Lambrigts.

sons dans tous nos collaborateurs pour développer leurs compétences : nos dix centres de formation accueillent près de 23 000 stagiaires par an.

Les faibles rémunérations peuvent décourager. Comment expliquer qu'en Belgique, où vous avez exercé des responsabilités, les salaires des agents de sécurité soient plus élevés, de plus de 30 % ?

En France, quelque 60 % des professionnels de la sécurité ne touchent pas beaucoup plus que le smic. Surtout, la flexibilité est très mal rémunérée. Alors même que les contraintes horaires peuvent être fortes, la majoration n'excède pas 10 %. Il appartient à la branche de monter au créneau pour obtenir des avancées significatives. Sans cela, il deviendra de plus en plus difficile de fidéliser des personnels.

De quelle manière l'IA fait-elle évoluer vos métiers ? Les mutations sont considérables. En amont d'une mission, les outils numériques nous permettent de littéralement scanner tout l'environnement du client, par exemple sa perception sur les réseaux sociaux. Au quotidien, nous emmagasinons énormément de données : par exemple, les images sur un site ne sont pas seulement collectées,

elles sont traitées. Cette masse d'informations favorise l'analyse et les grandes tendances, soit un support dynamique pour l'ensemble de nos interlocuteurs.

Parmi vos initiatives RH, il y a le recrutement sans CV. Quels en sont les avantages ? Donne-t-elle les résultats escomptés ?

Après quelques mois, il est encore un peu tôt pour tirer des conclusions. Néanmoins, cette initiative est très intéressante : non seulement elle tranche avec les canaux habituels, mais elle permet d'examiner une candidature à l'abri de tout préjugé. Face à la pénurie de compétences, nous devons être en mesure de proposer des circuits qui éveillent l'intérêt.

Une autre initiative est « l'employé du mois ». Mesurez-vous auprès

des salariés si cette distinction est appréciée ?

Cette distinction est attribuée à l'échelle de chaque région. Elle vient récompenser une action remarquable, qui peut être le secours à personne, la gestion d'un incendie ou d'un cambriolage : le spectre est varié, à l'instar de nos métiers très loin de l'image du vigile à laquelle nous sommes parfois réduits. À l'échelle nationale, nous avons imaginé une autre récompense, « les trophées des valeurs », en adéquation avec nos vertus cardinales que sont l'intégrité, la vigilance et l'esprit de service.

Vous avez mis en place des formations 100 % féminines. Cela débouche-t-il sur des résultats concrets dans l'organisation de l'entreprise ? Dans la profession, le taux de féminisation oscille entre 15 % et 17 % ; nous

sommes aujourd'hui à plus de 20 %. Là encore, nous combattons les stéréotypes selon lesquels nos activités seraient réservées aux hommes ; au contraire, elles sont de plus en plus accessibles aux femmes. L'effort de féminisation s'applique aussi à l'encadrement. Ces formations dédiées sont peut-être symboliques, mais une symbolique avec de l'impact.

Comment cimenter la cohésion au sein d'un réseau de 180 agences ? En marge de ces initiatives RH, nous encourageons de plus en plus la mobilité, sous toutes ses formes. En 2023, quelque 1000 collaborateurs en ont profité.

Vous êtes chez Securitas depuis plus de vingt ans. Comment arrivez-vous à garder un œil neuf sur l'entreprise ? J'ai eu la chance d'évoluer et d'occuper différentes fonctions en surveillance ou en technologie au niveau international. Ces expériences offrent une ouverture d'esprit incroyable dans les affaires. Notre monde connaît une transformation où la technologie et le numérique nous incitent à rester toujours en éveil. ■

LE TALK Retrouvez, du lundi au vendredi, **LE «TALK DÉCIDEURS»**. Aujourd'hui : Cécile de Saint Michel, présidente de l'Ordre national des experts-comptables. En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

CONFIDENCES

LES QUALITÉS QUE VOUS PRIVILÉGIEZ CHEZ UN COLLABORATEUR ?

La transparence, l'honnêteté, l'engagement.

VOTRE RECETTE POUR DÉCOMPRESSER ?

Le bateau, la musique.

UNE MAXIME QUI VOUS GUIDE ?

Cette pensée d'Héraclite : « Rien n'est permanent, sauf le changement. »

UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR QUENTIN PÉRINEL

Gérard Bertrand : « À chaque pièce son métier »

Il pourrait être une illustration de l'expression populaire « avoir une gueule ». Ce gaillard de près de 2 mètres a de l'audace. Et une énergie de touche-à-tout intarissable. Il vient de publier *Le Vin multidimensionnel* (1). Gérard Bertrand, ancien rugbyman professionnel, est un amoureux de son terroir, le Languedoc. En 1987, après le décès brutal de son père Georges, il hérite de la propriété familiale de Villemajou, dans l'Aude.

S'il conjugue pendant quelques années l'Ovalie et la vigne, c'est la terre qui finira par occuper tout son temps. Désormais, il est propriétaire de 17 domaines dont celui dans lequel il nous reçoit : le Château L'Hospitalet, qui est également un hôtel de luxe 5 étoiles - associé à la chaîne Small Luxury Hotels of the World - niché sur le massif de la Clape, à un quart d'heure de Narbonne.

Pour l'atteindre, il faut se rendre derrière la propriété et grimper quelques marches de pierre. Un chien nous accueille en tirant la langue. Il ne faut pas y voir malice : la journée est belle, et la chaleur intense. « C'est le chien de Laurent Chabert, le chef du restaurant L'Art de vivre. Il habite le logement au-dessus de



Gérard Bertrand, dans son bureau de vigneron. Au centre, le dégustoir.

mon bureau », glisse l'entrepreneur, en casual friday, jean et polo.

Il nous tend une poignée de main énergique. Son bureau, qu'il occupe depuis quinze ans, est en même temps le reflet du personnage, mais aussi de son terroir, dans lequel il est profondément

ancré. Il vit aujourd'hui à proximité de son domaine de Cigalus, dans la commune de Bizanet. « C'est à cinq kilomètres de Saint-André-de-Roquelongue, le village où je suis né, précise Gérard Bertrand. Vous voyez, je n'ai pas beaucoup déménagé. »

Dans cette pièce d'une trentaine de mètres carrés - prolongée par une autre où travaille son assistante - un ordinaire « à l'ancienne » semble abandonné sur le bureau. « J'ai perdu le code de mon PC, je ne l'ai pas allumé depuis cinq ans », plaisante Gérard Bertrand. L'appareil fait bien vieillir comparé à l'immense écran qui siège dans un coin de la pièce, pour honorer des visio avec ses équipes - 500 collaborateurs - réparties dans quelque 180 pays.

« Comme une chapelle »

Quelques trophées, quelques bouteilles de vin qui ne sont pas issues de ses vignes, un maillot du Racing Club narbonnais, dont il est associé, des lithographies de Toulouse-Lautrec, dont il a racheté la propriété de famille - le château de Céleyran. L'art est très important pour l'entrepreneur qui accueille en permanence des artistes à l'Hospitalet. Dernière exposition en date : « La Constellation d'Orion » de Christian Lapie. Ses immenses sculptures sombres en chêne sont éparpillées dans la propriété. « Les dix doigts sont le prolongement du cœur et traduisent les émotions. Le vigneron, lui

aussi, accomplit un travail artistique », glisse Gérard Bertrand.

L'entrepreneur-vigneron - ou est-ce l'inverse ? - a plusieurs bureaux. « Ici, je fais mon métier d'entrepreneur. Il me suffit de franchir cette porte et de traverser l'allée pour pousser celle de mon métier de vigneron. À chaque pièce son métier », raconte Gérard Bertrand, en nous entraînant à l'extérieur. En cette fin d'après-midi, retentit la cymbalisation des cigales. Un petit chemin avec des poutres en bois, similaire à un pont de singe, nous emmène dans une grande pièce presque vide. Au centre, un « dégustoir » dont les codes rappellent ceux des fonts baptismaux.

« Des milliers d'heures de dégustation ont eu lieu ici. C'est pour cela que je considère cette pièce comme une chapelle », décrit-il, sa voix résonnant légèrement dans cette ambiance singulière. Dans ce métier, tout est affaire de saisons. Celle des vendanges arrivant à grands pas, il n'est pas difficile d'imaginer où se trouvera son bureau durant les prochaines semaines. ■

(1) « Le Vin multidimensionnel, un parcours initiatique », Éditions Origine Nature, 19,90 €.



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

Immobilier : la grande erreur d'Emmanuel Macron

Budget, assurance-chômage, avenir de la réforme des retraites... Après deux mois de suspension de l'action publique, la liste des priorités du nouveau gouvernement Barnier est longue. L'immobilier n'en fera sans doute pas immédiatement partie. Il y a pourtant urgence. La crise du logement, qui semblait doucement se résorber au deuxième trimestre, a repris de l'ampleur cet été car la baisse des taux d'intérêt ne suffit pas à redonner confiance aux ménages. Les chiffres sont impressionnants. Selon les prévisions d'Alexandre Mirlicourtois du cabinet Xerfi, le nombre de transactions dans l'ancien planifiera au mieux à 750 000 unités cette année, un niveau historiquement faible depuis dix ans. Dans le neuf, à peine plus de 250 000 habitations verraient le jour, l'étiage le plus faible depuis un quart de siècle.

Emmanuel Macron semble ainsi en passe de réussir son pari d'effacer le rêve de Nicolas Sarkozy de 2007 d'une « France des propriétaires ». Dès la campagne de 2017, il avait assumé cette conviction. « Si la propriété, c'est un accès à l'immobilier géographique et social, on peut questionner la fascination pour une société de propriétaires », avait-il déclaré. Et un peu plus tôt, « je transformerais l'ISF en impôt sur la rente immobilière ». On comprend bien la philosophie : en France, l'emploi se concentre dans les métropoles. Les actifs originaires de bourgades peu dynamiques se trouvent alors souvent encaimés chez eux, « assignés à résidence », selon le vocabulaire officiel, dès lors qu'ils détiennent leur résidence principale. La flexibilité des locataires, a contrario, leur permet de saisir toutes les opportunités.

L'attaque présidentielle contre la « rente immobilière » vise davantage les professionnels de l'immobilier qui seraient assis sur un pactole sans n'avoir jamais pris le moindre risque, les promoteurs étant facilement assimilés à une bande de profiteurs perfusés aux aides publiques. Cette distance du chef de l'État vis-à-vis de l'immobilier s'est manifestée d'une part par sa politique fiscale (IFI, taxe d'habitation...) mais aussi l'absence de toute réaction publique face à la crise dans laquelle le secteur s'enfonçait depuis déjà deux ans. Les difficultés ayant été aggravées par la nécessaire adaptation des entreprises au tournant écologique, qui nécessite que le secteur bascule d'une économie de la construction à une économie de la rénovation.

Conséquences : les résultats des promoteurs dégringolent. Plus inquiétant, après des années de croissance, le taux de propriétaires en France a commen-

cé à fléchir. Selon l'Insee, en 2023, 57,2% des ménages étaient propriétaires de leur résidence principale en France hors Mayotte. Cette proportion a augmenté entre 1983 et 1990, passant de 51,2% à 54,9%. Elle s'est ensuite stabilisée jusqu'en 1997, avant d'augmenter à nouveau de façon continue jusqu'en 2014 (57,8%). Depuis, elle diminue faiblement. Le mouvement affecte d'abord les jeunes et les plus modestes. Les derniers chiffres de l'Insee sur le sujet sont malheureusement anciens : le taux de propriétaires chez les jeunes ménages modestes avait fondu de 34% en 1973 à 16% en 2013. Compte tenu de l'évolution des taux et des prix depuis dix ans, il paraît fort probable que la chute s'est accélérée.

« Interdire à une partie de la population de simplement envisager un accès à cette propriété acte alors la division du pays, mais aussi la propagation des thèses politiques les plus radicales »

Ce retournement n'est pas neutre. S'il se confirme, il jouera sur la culture politique, déjà bien vacillante, du pays. Pas forcément, pour le mieux. « J'y vis la société coupée en deux : ceux qui ne possèdent rien, unis dans une convoitise commune ; ceux qui possèdent quelque chose, dans une commune angoisse. Plus de liens, plus de sympathies entre ces deux grandes classes, partout l'idée d'une lutte inévitable et voisine », écrivait Tocqueville dans l'*Ancien Régime et la Révolution*. Pour l'intellectuel libéral, la propriété fonde les sociétés civilisées. À ce titre, elle doit être défendue contre ceux qui la perçoivent comme « le principal obstacle à l'égalité parmi les hommes ». Pilier de l'ordre social, la propriété unit les citoyens sur un socle de valeurs communes. La propriété immobilière assure quant à elle l'enracinement des citoyens au sein d'une collectivité politique.

Interdire à une partie de la population de simplement envisager un accès à cette propriété acte alors la division du pays, mais aussi la propagation des thèses politiques les plus radicales. Comment s'étonner qu'une proportion non négligeable de Français soutienne des programmes économiques favorables à une taxation spoliatrice du patrimoine s'ils estiment que, jamais, de telles mesures ne pourraient les concerner ? ■



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Accusé de tous les maux, le « surtourisme » est-il le nouvel avatar du mépris de classe ?

Bonne nouvelle, les touristes internationaux n'ont jamais été aussi nombreux à parcourir le monde. Ils seront plus de 1,3 milliard cette année à avoir franchi une frontière selon l'Organisation mondiale du tourisme (UNWTO). On retrouvera, au moins, le record de 2019, avant que la pandémie de Covid de 2020 fasse chuter de 70% le nombre de voyages.

Mauvaise nouvelle, ces pèlerins sont de plus en plus fréquemment accueillis comme un chien dans un jeu de quilles. À Barcelone - 1,7 million d'habitants et 12 millions de touristes en 2023 - les Catalans ont manifesté le 6 juillet dernier, arborant des banderoles hostiles : « Réduisez le tourisme maintenant ! Les touristes hors de nos quartiers ! » Ils se plaignent de la hausse des loyers, de 68% en dix ans selon la mairie, du fait des locations touristiques via Airbnb et autres plateformes.

Au Japon, où la chute du yen aura contribué à attirer plus de 30 millions de visiteurs cette année (quatre fois plus qu'en 2012), les 123 millions d'autochtones rendent les étrangers responsables de la pénurie de riz et de l'augmentation de 20% de ses prix. Accusation infondée, a calculé le JNTO, l'office japonais du tourisme : compte tenu de la durée de leur séjour (7,2 jours en moyenne), les *gaïjin* (personnes de l'étranger) constituent au grand maximum 0,4% de la demande de riz !

Le touriste fait office de bouc émissaire, coupable de tous les maux : il détériore l'environnement, fait grimper les prix des restaurants, aggrave la pénurie de logements dans les villes. À l'instar de Venise, qui a instauré une taxe d'entrée pour les visiteurs d'un jour de la Cité des doges, Rome songe à créer un péage pour la fontaine de Trevi, l'un des sites romains les plus engorgés. Confronté à une dette publique endémique, le gouvernement de Giorgia Meloni envisage d'augmenter la taxe de séjour pour les touristes, la portant jusqu'à 25 euros par nuitée sur les chambres de luxe.

La tentation fiscale est forte pour les États : le tourisme international est devenu la première industrie au monde. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, les dépenses directes des voyageurs internationaux ont atteint 1700 milliards de dollars en 2023 (y compris les frais de transport). Et compte tenu des effets induits, les activités touristiques ont engendré un produit intérieur brut (PIB) de 3300 milliards de dollars, environ 3% du PIB mondial estime l'UNWTO. Employant 334 millions de personnes, le tourisme a créé un nouvel emploi sur cinq de par le monde entre 2014 et 2019. S'il formait un pays, il arriverait au septième rang mondial par son PIB, juste devant la France.

Considéré sur le long terme, le dynamisme est plus impressionnant encore : 25 millions de touristes internationaux en 1950 (sur une population totale de 2,6 milliards), 278 millions en 1980, 687 millions en 2000 et 1,3 milliard aujourd'hui. Ni les chocs pétroliers des années 1970, ni les attaques terroristes du 11 septembre 2001 du World Trade Center de New York, ni la pandémie de Covid de 2020, ne sont parvenus à infléchir la tendance de fond. Les raisons en sont bien identifiées : l'apparition des avions gros-porteurs (Boeing 747 en 1969), les vols charters et les tour-opérateurs des années 1980, puis, à partir de l'an 2000, les compagnies aériennes low cost, la création d'une classe moyenne importante dans les pays « émergents », les plateformes internet facilitant les communications et les réservations...

L'ampleur du mal

« Le voyage est devenu un produit de première nécessité », en conclut Jean-François Rial, patron de Voyageurs du Monde (*Les Échos* du 12 juillet). A vrai dire, il y a belle lurette que le tourisme de masse a commencé à prendre son essor. La stigmatisation du surtourisme est en revanche bien plus récente. Le mot lui-même ne date que de 2008, selon le géographe Rémy Knafou professeur émérite à Paris-1 Panthéon Sorbonne. Traduit du mot anglais *overtourism*, il est apparu pour la première fois dans une revue scientifique sous la plume de trois chercheurs vietnamiens qui s'inquiétaient de la préservation des zones côtières de leur pays. Depuis lors, c'est devenu un « marronnier des médias » revenant chaque été, car il en possède tous les ingrédients. Tout d'abord des images percutantes (la place Saint-Marc

de Venise, « le plus beau salon d'Europe » selon Napoléon, entièrement recouverte par la foule). Ensuite le sujet est « concernant », comme on dit dans le jargon journalistique (chacun est, a été, ou sera touriste). Et il soulève des problèmes vitaux « grand public », économiques, sociaux et écologiques.

Mais comment définir, et plus encore mesurer, ce surtourisme, qui conjugué trois critères différents et tous pertinents, selon Rémy Knafou ? Un, la préservation des sites menacés par le trop-plein de visiteurs. Deux, le seuil à partir duquel les autochtones sont pénalisés par l'excès d'étrangers, comme à Barcelone. Trois, en quoi la multitude constitue-t-elle une gêne pour le touriste individuel, lequel a tendance à croire que « le surtourisme, c'est les autres » ?

Il convient de prendre en considération chacune de ces dimensions avant de se prononcer sur l'ampleur du mal. Le professeur Knafou soupçonne les voyageurs d'avoir promu le concept comme un repoussoir pour mieux vendre les destinations « hors des sentiers battus ». Aux États-Unis, le propriétaire du site Skift, la plus grande plateforme de voyages, a même voulu s'approprier le terme et le déposer ! On retombe alors dans le sempiternel procès du tourisme de masse. « Le surtourisme, c'est un peu comme le cholestérol : il y a le bon, les événements culturels, et le mauvais, les classes populaires à la plage », aime à dire le consultant Jean Pinard, ex-directeur du comité régional du tourisme et des loisirs d'Occitanie. Autrement dit, la notion de surtourisme ne serait que le dernier avatar du mépris de classe. Un sujet douloureux avec lequel on ne badine pas en France depuis les « gilets jaunes » ■



Des touristes font la queue devant la Sagrada Família, à Barcelone. Les Catalans se plaignent notamment des hausses de loyer liées aux locations touristiques.

LIVRES & IDÉES

Anne de Guigné

La France n'est pas condamnée au déclin démographique

La France, par-delà les tombes, cherche les berceaux ; resterez-vous sourds à sa prière ? », s'alarmait en 1919 Paul Deschanel. Un peu plus d'un siècle plus tard, lors de ses derniers vœux, Emmanuel Macron reprenait l'antienne, évoquant la nécessité d'un « réarmement démographique ». L'époque ayant changé, la formule du chef de l'État a changé. À quel titre l'exécutif s'immiscerait-il dans un choix aussi intime que celui de donner la vie ? Les conséquences collectives du déclin démographique font pourtant bien de la natalité un sujet politique. Or, en France, la fécondité recule depuis la décennie 2010, menaçant la pérennité du système social. Faut-il s'en alarmer, et que peut-on faire ? Dans un essai efficace et pédagogique, *Les Batailles de la natalité* (L'Aube, 2024), le sociologue Julien Damon s'attache à répondre à ces deux questions.

Côté constat, Damon relativise d'abord le catastrophisme ambiant. Certes, l'indicateur conjoncturel de fécondité (qui mesure la fécondité d'une année donnée) baisse depuis dix ans, passant de 2,03 enfants par femme en



JULIEN DAMON
LES BATAILLES DE LA NATALITÉ. QUEL « RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE ? » Editions De L'Aube, 144 p., 17,90 €.



2010 à 1,68 en 2023. « Le décrochage de 2023 par rapport à 2022 est particulièrement conséquent : une baisse de 7% en un an », assure le sociologue, qui rappelle toutefois que la France connaissait ce faible niveau au début des années 1990.

L'auteur souligne aussi que les plus jeunes générations ont déjà davantage d'enfants que leurs aînés. Ainsi « les femmes nées en 1979 ont déjà eu, à 42 ans, 2,05 enfants en moyenne ». Exception ou inflexion profonde ? Les prochaines années le diront.

D'autant qu'il n'existe pas de baguette magique, mais une multiplicité de leviers à activer, pour confirmer ce léger rebond, insiste Julien Damon. Se plonger dans son essai fera gagner du temps au prochain ministre chargé de la Famille. L'auteur lui conseille d'emblée d'écarter plusieurs pistes populaires mais à l'efficacité réduite.

Mutations sociales

Contrairement à bien des idées reçues, remettre en place la politique familiale « au nom d'une universalité quelque peu fétichisée » qui prévalait avant la réforme de François Hollande n'aurait sans doute aucun effet sur la fécondité, assure-t-il. De la même manière, les politiques d'incitation fiscale ont « des impacts extrêmement faibles et sont très lents à se diffuser ».

La voie de l'immigration étant rejetée par une grande partie du pays,

deux grandes politiques - l'accueil de la petite enfance et le logement - font aujourd'hui figure de premiers piliers du soutien à la fécondité. En parallèle, l'auteur insiste sur la nécessité d'accompagner les mutations sociales et les nouvelles formes de familles. Il note ainsi que « c'est dans les pays où les unions et les séparations sont les plus aisées que le nombre d'enfants est le moins réduit ».

Enclencher une politique familiale de soutien dès le premier enfant, et non pas le deuxième ou le troisième, pourrait encore aider des jeunes couples à franchir le cap de la parentalité. Pour Damon, l'État ne doit pas non plus hésiter à aider les recompositions familiales, en donnant toutes leurs chances via des subventions aux sites de rencontres, voire des soirées organisées, à ceux qui souhaitent rencontrer un nouveau conjoint. ■

Caroline Sallé

Inauguration du Pathé Palace à Paris, projet d'introduction en Bourse, diversification des activités, succession... L'influent président du groupe Pathé se livre au «Figaro».

Cette allure délicate, presque fragile, ce regard dont le bleu a été poli par le temps agissent comme un trompe-l'œil. Jérôme Seydoux reste un lion. Sa crinière a blanchi, mais son rugissement est toujours aussi puissant. «Pourquoi voulez-vous parler de ma succession ? Cela ne regarde pas vos lecteurs !» Le propriétaire et président du groupe Pathé soufflera ses 90 bougies le 21 septembre prochain et ne compte pas aller pêcher de sitôt. «Je suis l'un de ceux qui ont sans doute le plus cotisé à la caisse de retraite ! Et je continue aujourd'hui !»

Celui qui préfère garder la main plutôt que de la passer ne manque pas d'occupations. Le groupe Pathé est l'un des acteurs majeurs du cinéma en France, aux Pays-Bas, en Suisse, également présent en Belgique et en Afrique. Un empire de 2625 salariés qui a réalisé plus de 1 milliard de chiffre d'affaires en 2023, produit et distribué une douzaine de films et enregistré 57 millions d'entrées dans ses 128 cinémas - près de 1300 écrans - l'an passé.

Le 16 septembre prochain, Jérôme Seydoux inaugurera le dernier «joyaux» de la couronne Pathé, le Pathé Palace, situé boulevard des Capucines à deux enjambées de l'Opéra de Paris. Un luxueux cinéma doté de sept salles et de 854 fauteuils, offrant des services haut de gamme, une conciergerie à l'entrée pour trouver un taxi ou un restaurant, la possibilité de réserver pop-corn et bubble tea en amont de la séance, servie directement au fauteuil, un «wine wall» proposant 24 crus à déguster au verre en libre-service... et le meilleur de la technologie en matière de son et d'image.

«Ce n'est pas tout à fait un cinéma», rectifie Jérôme Seydoux. Installé sur les vestiges du Théâtre du Vaudeville, transformé en cinéma par la major hollywoodienne Paramount dans les années 1920 et racheté en 2008 par Pathé, ce nouveau lieu imaginé par l'architecte Renzo Piano aura plusieurs fonctions. «L'immeuble abrite le siège de Pathé et il a vocation à accueillir la clientèle des entreprises pour de grands événements aussi bien que des rencontres en petits comités.» Salles de réunion, salles de conférences, bureaux... 650 m² d'espaces de réception au total, auxquels s'ajoutent une terrasse avec vue sur tout Paris, un bar Art déco signé du décorateur Jacques Grange et la possibilité de privatiser les salles de cinéma attenantes. L'endroit espère devenir un haut lieu de l'événementiel à Paris.

«Nous pensons, chez Pathé, que notre métier évolue. Travailler directement avec les entreprises est l'une des activités au sein du groupe qui se développe le plus rapidement. Nous espérons devenir très bons.»

La restructuration des bâtiments a duré un peu plus de trois ans, entre mars 2021 et juin 2024. «Nous avons tout mis par terre ! Il faut être un peu fou pour réaliser un tel projet au centre de Paris. Le Pathé Palace, c'est un acte d'amour et de passion, plus que de raison. Si nous nous étions focalisés uniquement sur la rentabilité, nous aurions installé des commerces au rez-de-chaussée et des bureaux au-dessus.»

Quant au financement de ce vaste chantier, l'homme d'affaires préfère botter en touche. «Claude Berri, qui m'a appris à faire des films, me disait toujours : "L'important, ce n'est pas ce que coûte un film. C'est ce qu'il rapporte." On peut appliquer la même philosophie au Pathé Palace. L'intérêt, c'est de savoir si ce projet, effectivement coûteux, sera couronné de succès.» Quelles sont ses projections ? «De toute façon, les busi-



Le président du groupe Pathé, Jérôme Seydoux, dans la nouvelle salle du Pathé Palace, à Paris, le 4 septembre.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Jérôme Seydoux : «Le système français du cinéma ne favorise pas l'ambition»

ness plans sont toujours faux, élude-t-il. Ce lieu est exceptionnel. Combien de temps cela prendra, je ne sais pas, mais je suis certain que ça va marcher.»

Au-delà des entreprises, il faudra convaincre les spectateurs de débours 25 euros pour voir un film au Pathé Palace. Un tarif qui pourrait être jugé prohibitif, alors que l'inflation du prix des places de cinéma est souvent pointée du doigt et servi comme argument pour expliquer la baisse de la fréquentation. «Aujourd'hui, le prix des places en France est très variable. Si vous allez dans les salles les plus sophistiquées, vous payez entre 20 euros et 25 euros. Si vous avez une carte d'abonnement, le tarif d'une place tourne autour de 5 euros chez Pathé. C'est comme les restaurants, ils ne sont pas tous au même prix. Lorsque vous prenez le train et l'avion, le prix des places varie aussi.»

D'après le dirigeant, la montée en gamme d'une partie des salles obscures est une tendance de fond. «Le cinéma vient d'une époque où il avait le monopole de l'image. La télévision s'est développée puis les plateformes de streaming, qui en sont la forme la plus récente et sans doute pas la dernière, se sont imposées. Le cinéma ne peut pas lutter contre cette concurrence. Lorsqu'elle est financée par la publicité, la télévision permet d'accéder à des films gratuitement. Si vous payez un abonnement à Netflix ou Disney, le prix est minime au regard du nombre de films proposés. Le cinéma est poussé naturellement à occuper le segment du haut de gamme. J'observe d'ailleurs que, chez Pathé, les cinémas qui marchent le mieux sont les plus chers. Aller au cinéma, en somme, devient une petite fête.»

Ces dernières années, le groupe de Jérôme Seydoux, qui opère des salles et produit des films, a aussi multiplié les

superproductions à l'écran. Astérix et Obélix : l'empire du Milieu de Guillaume Canet, Les Trois Mousquetaires, Le Comte de Monte-Cristo, avec Pierre Niney et prochainement un diptyque sur le général de Gaulle. En plus du retour de la franchise à succès Les Tuche, attendue début février et du prochain Pedro Almodovar. Toujours en salle, Le Comte de Monte-Cristo, dans lequel Pathé «a investi 17 millions d'euros, tutoie les 8 millions d'entrées et nous allons tenter d'atteindre les 10 millions d'entrées.»

Mais le succès n'est pas toujours à la hauteur des espérances. «Claude Berri, encore lui, me rappelait souvent qu'il ne faut jamais investir plus que ce que l'on peut perdre. Je l'ai toujours écouté. Fondamentalement, le cinéma est un métier où seuls les fous réussissent. Évidemment, si le fou est trop fou, il n'a plus les moyens de ses folies. Mais, dans cette industrie où l'on mélange le sens des affaires, le sens artistique et l'amour, l'intuition est plus importante que la raison. Si j'étais un homme raisonnable, je n'aurais pas pu réussir.»

Régulièrement, l'influent président du groupe Pathé secoue le petit monde du septième art et part en campagne contre les archaïsmes du secteur. «L'exception culturelle, qui permet de financer les films a fait ses preuves, c'est un modèle formidable. Alors que Hollywood accuse actuellement une faiblesse en raison des grèves de 2023, grâce au cinéma français, les salles ont globalement mieux fonctionné chez nous qu'en Europe ou aux États-Unis.» Et de souligner que cette année, Un p'tit truc en plus est le premier film français en dix ans à avoir franchi la barre des 10 millions d'entrées. Autant que Le Roi lion en 2019. Avec Le Comte de Monte-Cristo, deux films français dépasseront cette année les 8 millions d'entrées. «C'est un événement et une bonne nouvelle pour le cinéma hexagonal.»

Malgré tout, ce modèle de l'exception culturelle n'est plus adapté à l'ère des plateformes. «Il faut réformer cette réglementation, devenue trop rigide. On ne peut pas faire un film de cinéma et le sortir finalement sur une plateforme, sans perdre les subventions du CNC. Les Américains font preuve de beaucoup plus de souplesse. Ils peuvent produire un film pour la salle, estimer ensuite que ça ne vaut pas la peine de le lancer au cinéma et

le sortir directement sur les plateformes. C'est interdit ici et c'est un handicap pour les films français, déplore le président de Pathé. Quand il n'y avait que le cinéma, on allait tout voir, y compris les navets. Aujourd'hui, les spectateurs veulent de la qualité et ne viennent pas voir n'importe quoi. Ils ont déjà accès à ce "n'importe quoi" depuis leur canapé. En plus, ce "n'importe quoi" est parfois de qualité. Un film dont on pense finalement qu'il ne marchera pas au cinéma n'est pas forcément dénué d'intérêt et devrait avoir une chance sur les plateformes.» À l'inverse, «certains films diffusés sur les plateformes ont une valeur de salle. Ils pourraient ressortir au cinéma. Sauf que c'est impossible : une fois projetés en salle ils ne pourront plus revenir sur leur plateforme avant un long moment en raison de la chronologie des médias.»

«Quand il n'y avait que le cinéma, on allait tout voir, y compris les navets. Aujourd'hui, les spectateurs veulent de la qualité et ne viennent pas voir n'importe quoi. Ils ont déjà accès à ce "n'importe quoi" depuis leur canapé»

Jérôme Seydoux

Le président de Pathé, qui a souvent eu la dent dure sur la qualité médiocre d'une partie de la production française, constate aussi qu'«avec les aides, il est facile de faire un film à petit budget. Le système français fonctionne très bien pour faire éclore des talents. Beaucoup moins si l'on a de l'ambition. Or, l'immense majorité des films de qualité sont chers. C'est comme la très bonne cuisine, ce n'est jamais bon marché.»

Au risque de vexer la grande famille du cinéma, le puissant patron considère que le film français a perdu de son attractivité sur la scène internationale. «Le cinéma français voyage mal aujourd'hui. Il est reconnu, mais pas "succèsful"». Les raisons sont multiples. «À l'époque du Guepard, vous aviez un casting très international avec une actrice italienne, Claudia Cardinale, un acteur français, Alain Delon, et un autre, américain, Burt Lancaster. Les films voya-

geaient donc plus facilement. Une autre raison, c'est que nous sommes tous devenus nationalistes. Le cinéma est moins européen qu'il ne l'était il y a cinquante ans. Le poids des chaînes de télévision dans le financement des films hexagonaux est très important, puisque, en vertu de l'exception culturelle, elles préachètent quasiment toute la production. Ces acteurs étant très franco-français, ils préfèrent des talents français et des films tournés en français. De ce point de vue, les plateformes, qui sont mondiales, vont peut-être nous aider.»

La major française voit-elle justement dans ces nouveaux acteurs un relais de croissance ? «Ce n'est pas notre activité principale. Faire un film pour la salle ou faire un film pour une plateforme de streaming, c'est à la fois le même métier et à la fois un métier différent. Les acteurs, le réalisateur, le scénariste peuvent être les mêmes. Ensuite, lorsque nous fabriquons un film pour Netflix par exemple, nous nous mettons d'accord sur une certaine marge, nous ne prenons aucun risque financier mais nous perdons la propriété de l'œuvre. Si l'on fabrique un film pour la salle, nous assurons cette fois le risque du financement et nous conservons une partie de la propriété de l'œuvre, que nous pouvons exploiter en la vendant aux chaînes de télévision, aux plateformes... Dans un cas, c'est un métier sans risque. Dans l'autre, c'est un métier risqué. Si vous êtes raisonnable, travaillez pour les plateformes et laissez les fous faire des films pour la salle.»

Pour financer ses «folies», le géant français des cinémas avait projeté de s'introduire en Bourse, avant de repousser ce chantier à plus tard. «Roulez l'instant, Pathé n'a aucun projet d'introduction en Bourse», balaye son président. Le signe que le cinéma n'est plus vraiment «bankable» à l'heure du streaming tout-puissant ? «La mort du cinéma est régulièrement annoncée. Même les frères Lumière avaient prédit sa disparition ! Il y a une dizaine d'années à Montréal, lors d'un dîner, une femme assise à mes côtés s'était étonnée : "Vous faites du cinéma ? Ça existe encore ?"», s'amuse l'homme d'affaires. L'inauguration imminente du Pathé Palace en est la preuve. Et, n'en déplaise à son ex-voisine de table, Jérôme Seydoux ne fin pas décidé à envoyer le générique de fin. ■

Jérôme Seydoux

LE FIGARO et vous



JARDIN

POTAGER D'AVANT-GARDE, CITÉ IDÉALE... À LA DÉCOUVERTE DES SITES EXTRAORDINAIRES DE L'OMBRIE

PAGE 37



TÉLÉVISION

INTERVIEW DE JIMMY MOHAMED, NOUVELLE FIGURE DE PROUE DU « MAGAZINE DE LA SANTÉ »

PAGE 38



L'art

de retour à Paris



Du surréalisme à Caillebotte, du Grand Palais à Orsay, la capitale referme la parenthèse des Jeux olympiques en rouvrant ses musées et institutions aux expositions d'envergure.

PAGES 34 À 36

La nef du Grand Palais, Une course de bateaux (Régates à Argenteuil), de Gustave Caillebotte, et La Bourguignonne, de Modigliani.

Huw Montague Rendall, l'opéra en héritage

Thierry Hiliériteau

LES FIGURES DE LA RENTRÉE Ce Britannique de 30 ans, fils d'un ténor et d'une mezzo de renom, est la valeur montante des barytons. Après avoir chanté « Pelléas » cet été à Aix-en-Provence, et avant de le reprendre à l'Opéra de Paris, il sort son premier disque chez Erato.

Il l'assure : « Je pourrais reconnaître n'importe quel théâtre lyrique rien qu'à son odeur. Les coulisses, les machineries, les loges... Toutes dégagent un parfum singulier. » Huw Montague Rendall peut bien être britannique, celui de l'Opéra Bastille lui est étrangement familier. Pas uniquement parce qu'il y incarnera en février 2025 le rôle-titre de *Pelléas et Mélisande*, dans l'opéra éponyme de Debussy mis en scène par Wajdi Mouawad, après s'y être produit il y a un an dans le *Roméo et Juliette* de Gounod confié à Thomas Jolly. Mais parce qu'il en arpentait déjà la scène dans le ventre de sa mère, Diana Montague, alors que celle-ci, enceinte de trois mois, chantait Ascanio dans *Benvenuto Cellini* de Berlioz.

Un mois seulement après sa naissance, son père, le ténor Da-

vid Rendall, y chanta à son tour Hoffmann, dans *Les Contes d'Hoffmann*, mis en scène par Roman Polanski ! « Quand on a deux parents chanteurs d'opéra, et qu'on a été habitué à les suivre dès la petite enfance, comme ce fut le cas pour moi et mes trois frères et sœurs, chaque théâtre permet de se sentir comme à la maison », sourit le fringant baryton, actuellement en pleine production des *Noces de Figaro* à Covent Garden.

Une relation privilégiée avec le public français

Biberonné au chant lyrique, celui qui se rêva policier jusqu'à l'adolescence aura fini par embrasser la carrière, comme on dit. « Ce ne fut pas une évidence. Je ne dis pas que le fait d'avoir deux parents chanteurs n'aide pas, notamment pour la compréhension des livrets, l'appréhension des rôles ou sim-

plement pour avoir une oreille extérieure. Mais cela ne dispense pas de devoir travailler sa voix, sa maîtrise des langues et son jeu autant que n'importe quel chanteur... Si ce n'est plus, car la pression et les attentes sont d'autant

plus fortes avec deux parents que tout le monde estime. »

Cette estime, Huw Montague Rendall a dû la conquérir pour lui-même ces dernières années. Notamment dans l'Hexagone, où il a noué, de Rouen à Paris, en



Huw Montague Rendall dans *Les Noces de Figaro*, à Covent Garden, le 2 septembre.

passant par Bordeaux ou Strasbourg, une relation privilégiée avec le public français. « Une fierté, pour moi qui ai toujours réservé dans mon panthéon la meilleure étagère aux chefs-d'œuvre de l'opéra français », reconnaît-il.

Il suffit d'écouter son premier album juste paru, *Contemplation* (Erato), pour comprendre que son succès ne doit rien à ses seuls patronymes. Timbre de velours à la noirceur délicieusement enveloppante, duquel il pare ses incarnations de Hamlet, Valentin ou Mercutio dans un français parfait. « Une langue particulièrement exigeante, qui demande d'aimer souffrir pour en apprécier les cinquante nuances de voyelles », lâche-t-il dans un éclat de rire. Mais aussi un sens aigu des nuances, lui permettant de distribuer une bouleversante cha-

leur humaine en Billy Budd - rôle avec lequel il fera ses débuts à l'Opéra de Vienne le mois prochain. Ou de dessiner des paysages aux couleurs infinies dans les lieder de Mahler ou les mélodies de Duparc, servi par un Orchestre de l'Opéra de Rouen au diapason. « Son chef Ben Glassberg et moi nous connaissons bien : nous avons fait nos débuts à l'Opéra ensemble à Londres il y a des années, souligne-t-il. Il était le partenaire idéal pour ce premier disque. Je ne voulais pas d'un récital d'opéra comme tant d'autres, mais d'un album qui me ressemble. Dite qui je suis. Où l'opéra anglais pouvait côtoyer le lied allemand, la mélodie française, Mozart, l'opéra français et même les musicals de Sondheim ! » Pari tenu, avec maestria. *Contemplation* restera comme l'un des grands albums classiques de cette rentrée. ■



«Surréalisme» au Centre Pompidou

Publié à l'automne 1924, le *Manifeste* d'André Breton est au cœur de l'exposition centrifuge conçue comme un labyrinthe brassant les idées, les figures et les œuvres du mouvement surréaliste. Pour aborder autrement cette révolution de l'art désormais étudiée, décortiquée et respectée, les commissaires de Beaubourg, Didier Ottinger et Marie Sarré, ont balayé l'idée d'un parcours chronologique et linéaire. Et opté pour une leçon de choses en treize chapitres dont les thèmes – de «Mélusine» à «Cosmos» – sortent tout droit des œuvres choisies, toujours aussi dérangeantes au XXI^e siècle. Les figures tutélaires sont là, Ernst, Miro, Magritte, Brauner, Dali, mais aussi beaucoup de femmes que l'on associe aujourd'hui autrement qu'en musées à ce courant d'une richesse folle.

Jusqu'au 13 janvier.

Renaissance au Musée Jacquemart-André

Des tableaux d'Antonello de Messine, Raphaël, Titien, Botticelli, Veronese, Caravage, Rubens, autour de sculptures du Bernin. Une quarantaine de chefs-d'œuvre de la Galerie Borghèse font le voyage de Rome à Paris. Ce sont des invités de marque au musée parisien, plus fastueux que jamais puisqu'il rouvre après plus d'un an de travaux (dans le restaurant, le plafond de Giambattista Tiepolo a été restauré). Cardinal puissant, neveu esthète du pape Paul V, Scipion Borghèse (1577-1633) fut celui qui constitua cette collection splendide, expression de l'âge d'or romain acquise parfois par la force. Son musée sur la colline du Pincio entre lui-même cet automne en rénovation.

Du 6 septembre au 5 janvier.

Une saison pour la Lituanie

Depuis la 58^e Biennale de Venise, qui a décerné le lion d'or au Pavillon de la Lituanie en 2019, l'installation «Sun & Sea (Marina)», sorte d'opéra contemporain à message écologiste d'un trio d'artistes, est devenu un phénomène qui voyage à travers le monde. La Saison de la Lituanie en France 2024 va présenter plus de 200 événements sur l'ensemble du territoire. Le Centre Pompidou accueillera le «classicisme op» de Kazys Varnelis, peintre et collectionneur. Et fêtera, le dimanche 15 septembre, le Jonas Mekas Poetry Day en hommage au cinéaste et poète. Pour son retour au Grand Palais, Paris-Photo exposera, début novembre, «The Forms of Things, the Forms, of Skulls, the Forms of Love», scène inédite de la photographie du cru.

Du 12 septembre au 12 décembre.

Chine impériale au Musée Guimet

Point d'orgue à Paris de la célébration du 60^e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine, cette exposition va faire resplendir l'or de la dynastie Ming (XIV^e-XVII^e siècle) au Musée Guimet. Notamment par des coiffes féminines, idéal de luxe et de délicatesse, merveilles absolues d'orfèvrerie venues du Musée des beaux-arts

de Xi'an. On reconnaîtra jusque dans les aiguilles à cheveux, tout comme dans les vases d'or, symboles de lumière, d'éternité et d'opulence, les dragons à cinq griffes et autres phénix impériaux. Suivra dans les mêmes espaces, du 20 novembre au 3 mars, une évocation-déambulation de Chang'an, qui fut la capitale de l'empire Tang (VII^e-X^e siècle).

Du 18 septembre au 13 janvier.

Chantal Akerman au Jeu de Paume

Le Jeu de paume rend hommage à la cinéaste et artiste belge Chantal Akerman (Bruxelles 1950-Paris 2015) à travers l'exposition «Chantal Akerman traveling», réalisée avec le Palais des beaux-arts de Bruxelles, la Fondation Chantal Akerman et la cinémathèque royale de Belgique. Son œuvre, radicale et poétique, dont le film de 1975 *Jeune Femme*, avec une Delphine Seyrig à la voix monocorde, est l'emblème, a ses fans et ses allergies. Il s'agira de la (re)découvrir, des débuts à Bruxelles au Mexique, de Paris à New York.

Du 28 septembre au 19 janvier.

Art contemporain du Bénin à la Conciergerie

Réunissant 42 artistes et une centaine d'œuvres, cette exposition baptisée «Révélation!» au cœur du Palais de la Cité, siège du pouvoir capétien qui fait écho aux palais royaux de l'ancien Dahomey, souligne combien l'inspiration des artistes contemporains trouve son ancrage dans la tradition et l'histoire du Bénin. On ne verra pas Romuald Hazoumè, 62 ans, star de la scène béninoise. Tous les autres sont à découvrir dans cette exposition, qui fut présentée au Palais de la Marina, à Cotonou, en février 2022.

Du 4 octobre au 5 janvier.

Caillebotte au Musée d'Orsay

Partie de bateau, dit aussi *Canotier au chapeau haut de forme*, toile de Gustave Caillebotte (1848-1894) classée en 2020 Trésor national, ayant été finalement acquise, le Musée d'Orsay s'approprie à en rappeler l'importance par une monographie. Elle traitera de l'image de l'homme chez ce peintre pilier de l'impressionnisme. Sport et travail, effort ou détente des célèbres *Raboteurs de parquets* à l'intimiste *Jeune femme à sa fenêtre*. Au total vont être



De Jusepe de Ribera à l'arte povera, du Bénin à la Chine, une rentrée bouillonnante pour l'art

Éric Biétry-Rivierre et Valérie Duponchelle

Notre sélection des plus belles expositions parisiennes de cette rentrée, ouverte par «Surréalisme», au Centre Pompidou.

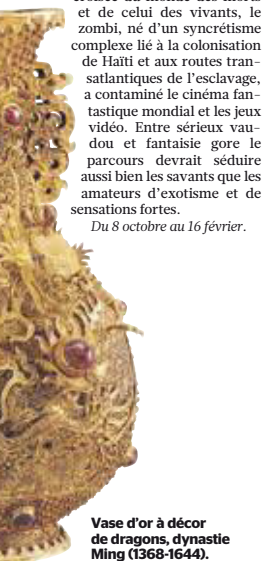
questionnés 70 huiles, pastels, dessins, photographies et documents. On en saura donc plus sur cette masculinité que Caillebotte a vécue à l'époque du triomphe de la virilité et de la fraternité républicaine, mais aussi au moment de la première crise du genre. À noter également, à l'Orangerie du 2 octobre au 27 janvier, un portrait du marchand d'art Heinz Berggruen (1914-2007) via sa collection de Picasso, Klee, Matisse et autres Giacometti.

Du 8 octobre au 19 janvier.

Zombis au Quai Branly

En expliquant et en présentant sous ses multiples formes la figure à la fois terrifiante et haute en couleur du zombi, le musée parisien des arts premiers suit la recette qui a fait jusqu'à présent ses plus grands succès : mêler mythe populaire et anthropologie (cf. les expositions précédentes autour de Tarzan, de Bollywood ou des fantômes d'Asie). À la croisée du monde des morts et de celui des vivants, le zombi, né d'un syncrétisme complexe lié à la colonisation de Haïti et aux routes transatlantiques de l'esclavage, a contaminé le cinéma fantastique mondial et les jeux vidéo. Entre sérieux vaudo et fantaisie gore le parcours devrait séduire aussi bien les savants que les amateurs d'exotisme et de sensations fortes.

Du 8 octobre au 16 février.



Vase d'or à décor de dragons, dynastie Ming (1368-1644).

Arte povera à la Bourse de Commerce

La Bourse de Commerce accueillera l'exposition «Arte povera», qui retracera la naissance italienne, le développement et l'héritage international du mouvement qui voulut réinventer formes et matériaux. La commissaire Carolyn Christov-Bakargiev, qui dirigera pendant vingt ans le Castello di Rivoli, à Turin, réunira plus de 250 œuvres des 13 principaux protagonistes de l'arte povera – Giovanni Anselmo, Alighiero Boetti, Pier Paolo Calzolari, Luciano Fabro, Jannis Kounellis, Mario Merz, Marisa Merz, Giulio Paolini, Pino Pascali, Giuseppe Penone, Michelangelo Pistoletto, Emilio Prini et Gilberto Zorio. De nouvelles commandes ont été confiées à des artistes de ce groupe et à des artistes des générations suivantes, dont la création résonne étroitement avec la pensée et la pratique de l'arte povera.

Du 9 octobre au 27 septembre.

Hans Josephsohn au MAM

Le Musée d'art moderne de Paris invite, par cette première rétrospective en France, à découvrir le sculpteur suisse Hans Josephsohn. Né en 1920 à Königsberg (actuelle Kaliningrad russe), alors la province allemande de Prusse orientale, il grandit dans les années 1930 au sein d'une famille juive. Témoin de la montée du nazisme et des persécutions, il conserve toute sa vie les traces de ce traumatisme. Il part pour l'Italie en 1938, doit fuir en Suisse, s'installe dans la ville de Zurich, où il réside jusqu'à sa mort, en 2012. Considéré en Suisse comme l'un des artistes les plus importants d'après-guerre, il reste méconnu à l'étranger. Josephsohn se concentre sur la figure humaine, principalement féminine, qu'il décline en têtes, bustes, figures debout, figures assises et figures allongées, souvent de grand format.

Du 11 octobre au 16 février.

Dans les châteaux franciliens

Hommage va être rendu à Fontainebleau au meilleur des peintres animaliers de la période classique : Jean-Baptiste Oudry (1686-1755). Huiles mais aussi ouvrages, porcelaines, dessins, habits et tapisseries se trouveront pour la première fois côte à côte. Dont de

grands dessins préparatoires nécessaires aux lissiers de la Manufacture royale des Gobelins. Ces splendides scènes des chasses de Louis XV venant d'être restaurées. Et aussi à Écouen du 16 octobre au 25 janvier, une sélection de portraits équestres dans la France de la Renaissance. Quant au château de Chantilly, il évoquera du 19 octobre au 16 février Louise d'Orléans la romantique (1812-1850) une des filles de Louis-Philippe, devenue première reine des Belges.

Du 13 octobre au 27 janvier.

Jackson Pollock au Musée Picasso

Le Musée Picasso poursuit son exploration du XX^e siècle avec l'exposition «Jackson Pollock. Les premières années (1934-1947)». Elle revient sur les débuts de la carrière de l'Américain, marqués par l'influence du régionalisme et des muralistes mexicains, jusqu'à ses premiers drippings, en 1947, méthode que Max Ernst dit avoir inventée. Comparé à Picasso et aux grands noms de la peinture européenne par la critique, Pollock est rapidement érigé en véritable monument de la peinture américaine. Il est à comprendre avec certaines figures clés de son parcours artistique (Charles Pollock, Lee Krasner, André Masson, Pablo Picasso...).

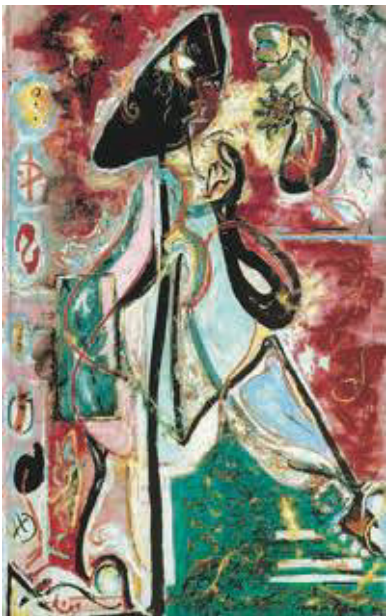
Du 15 octobre au 19 janvier.

Paris 1793 au Musée Carnavalet

Le Musée de l'histoire de Paris se focalise sur l'an II du calendrier républicain, soit sur la période aussi sombre que décisive de la Révolution française, du 22 septembre 1793 au 21 septembre 1794. Elle inclut les mois de terreur d'État, une rupture qui se veut aussi nette qu'irrévocable avec le passé d'Ancien Régime et à la place croit-on, une relance des utopies égalitaires, notamment par les fêtes et célébrations. Portrait au quotidien, en quelque 250 peintures, sculptures, objets, papiers peints et affiches des 700 000 Parisiens sur lesquels ont pesé les mesures d'exception et la peur. De cette première «année terrible» (avant celle de 1870 et la Commune), Victor Hugo a tiré *Quatrevingt-treize*, son ultime roman. Il oppose un aristocrate



De gauche à droite :
Great American Nude # 21 (1961),
de Tom Wesselmann ;
Partie de bateau (1878),
de Gustave Caillebotte ;
Saint Jérôme et l'ange du Jugement
dernier (1626), **de José de Ribera ;**
Autoportrait, le serment d'une
résistante (1941), **de Nadia Léger ;**
Moon Woman (1942),
de Jackson Pollock.



crate resté fidèle à la couronne, un citoyen tourné vers l'avenir généreux de la République et un Conventionnel avant tout soucieux des exigences du moment. Tout est dit.
Du 16 octobre au 16 février.

■ Tom Wesselmann à la Fondation Vuitton

Pour fêter son 10^e anniversaire, la Fondation Vuitton voit large et en couple avec « Pop Forever, Tom Wesselmann &... », exposition consacrée au pop art, l'un des mouvements artistiques majeurs des années 1960. L'exposition sera centrée autour de Tom Wesselmann une des figures de proue du mouvement, au travers d'une sélection de 150 peintures et œuvres de divers matériaux. Elle regroupera aussi 70 œuvres de 35 artistes de générations et de nationalités différentes qui partagent une sensibilité « pop », allant de ses racines dadaïstes à ses prolongements contemporains, des années 1920 à nos jours. Aux *Great American Nudes* de Wesselmann répondront donc les icônes de ses contemporains (Evelyn Axell, Jasper Johns, Roy Lichtenstein, Marisol, Marjorie Strider, Andy Warhol).
Du 16 octobre au 24 février.

■ Figures du fou au Louvre

Dans leurs portraits ou scènes de groupe, avec leur marotte, leurs grelots et leur habit rayé, ils ricanent, convulsent, fascinent, nous renvoyant en sages étranges à nos vérités profondes. Entre Bosch et Brueghel, cette réunion au sein du hall Napoléon du Louvre, enfin rénové, d'effigies de fous entre Moyen Âge et Renaissance (tableaux mais aussi ivoires, médailles, enluminures, feuilles et tapisseries) s'annonce très prometteuse. C'est le moment de lire ou relire *Histoire de la folie à l'âge classique*, la thèse de doctorat (1961) et premier ouvrage important de Michel Foucault.
Du 16 octobre au 3 février.

■ Le trompe-l'œil au Musée Marmottan Monet

Quelle surprise quand notre œil nous abuse. Et combien celle-ci est heureuse quand un artiste en est la cause ! Quelques-unes des créations dues à des peintres virtuoses, presque magiciens, et dont les plus anciennes remontent à la Renaissance vont se trouver réunies au Musée Marmottan Monet. Soit plus de 80 peintures et sculptures sélectionnées par Sylvie Carlier, la nouvelle

conservatrice maison. Elle entend constituer une véritable galerie de l'illusion avec les talents les plus divers, connus ou inconnus, anciens comme contemporains. Voici donc attendus les meilleurs leures de Houdon, Boilly, Füssli, Largillière, Liotard, et encore Penone, Spoerri ou Pistoletto.
Du 17 octobre au 2 mars.

■ Ribera au Petit Palais

Ses anges, ses apôtres et ses saints émergent des ténèbres les plus sombres pour exister pleinement dans la lumière divine. Avec le plus terrible des caravagesques Jusepe de Ribera (1591-1652) - peintre qui va faire l'objet au Petit Palais d'une première rétrospective en France -, Annick Lemoine, directrice du lieu, espère bien un triomphe comparable à l'exposition « Les bas-fonds du Baroque. La Rome du vice et de la misère » montée en 2015. Cet automne, celui qu'on surnommait, de son vivant, « lo Spagnoletto » (« le petit Espagnol » en raison de sa taille), pourrait bien se retrouver au centre de la scène artistique. Une « Ribermania » ? Et pourquoi pas ? Vélasquez lui achetait bien ses tableaux.
Du 5 novembre au 23 février.

■ Nadia Léger au Musée Maillol

Nadia Khodossievitch-Léger (1904-1982) a été une figure de l'art du XX^e siècle. À travers plus de 150 œuvres, la rétrospective « Nadia Léger. Une femme d'avant-garde » retrace le parcours largement méconnu de cette femme, peintre prolifique, éditrice de revue, collaboratrice de son époux, Fernand Léger - un peu trop, disent ses détracteurs -, résistante, bâtisseuse de musées et fervente militante communiste. L'exposition suit son itinéraire, de son village natal biélorusse à Paris, les influences qu'elle a subies et les communautés artistiques qu'elle a côtoyées. Dialogues inédits avec les œuvres de Fernand Léger, Pablo Picasso, et des élèves de l'Atelier Léger (Nicolas de Staël, Hans Hartung, Marcelle Cahn...).

Du 8 novembre au 23 mars.

■ Modigliani-Zadkine au Musée Zadkine

À travers près de 90 œuvres, peintures, dessins, sculptures, mais également documents et photographies d'époque, l'exposition « Modigliani/Zadkine. Une amitié interrompue » propose de suivre les parcours croisés des deux artistes, dans le contexte mouvementé du Montparnasse des années 1910 à 1920. Ossip Zadkine rencontre Amedeo Modigliani en 1913 : les deux artistes, fraîchement débarqués à Paris, rêvent de devenir sculpteurs et partagent alors le « temps des vaches maigres », comme l'écrira Zadkine. Cette amitié, aussi brève que féconde sur le plan artistique, est interrompue par la Grande Guerre. Modigliani abandonne la sculpture pour la peinture. Zadkine s'engage comme brancardier en 1915, avant d'être gazé. Le succès, puis la mort de Modi les séparent.
Du 14 novembre au 30 mars.

■ Byblos à l'Institut du monde arabe

Le nom même de ce port, premier havre maritime international au monde selon les commissaires, fait rêver. Cet hiver, l'Institut du monde arabe nous projetera dans le passé (et aussi le pré-

sent) de Byblos. Cet antique relais de la côte libanaise, à 40 km au nord de l'actuelle Beyrouth, entre l'Égypte, la Mésopotamie et le monde égéen, est riche de trésors, à commencer par l'alphabet phénicien. Un voyage qui se veut immersif, en près de 300 œuvres, de

l'obélisque d'Abishehemou, à la mosaïque de l'Enlèvement d'Europe, en passant par les résultats des fouilles les plus récentes. Elles ont eu lieu sur la nécropole de l'âge du bronze. Un site qui nous est parvenu exceptionnellement intact. ■
Du 26 novembre au 31 mars.

« UN DUEL AU SOMMET »
LE FIGARO MAGAZINE

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2004
SÉANCE SPÉCIALE

DANIEL AUTEUIL GREGORY GADEBOIS SIDSE BABETT KNUDSEN ALICE BELAÏDI

LE FIL

UN FILM DE DANIEL AUTEUIL

MERCREDI AU CINÉMA

france.tv SENS CRITIQUE LE FIGARO MAGAZINE UGC AINA

Samedi soir, les finales d'escrime fauteuil par équipe fermaient la parenthèse olympique du Grand Palais. Pas de répit pour les braves, il s'agissait dès le lendemain de tout démonter... et laisser place aux équipes de Chanel, dans les starting-blocks pour monter le décor du prochain défilé. La maison de la rue Cambon retrouvera en octobre, dans le cadre de la Fashion Week de Paris, la majesté de la nef. C'est dans le vide de ce chef-d'œuvre de verre et d'acier que Karl Lagerfeld et Virginie Viard ont présenté 63 collections spectaculaires de 2005 à 2020.

Aux premières loges pour saisir l'urgence d'une rénovation et d'une mise aux normes, la marque a donné une autre dimension à cette collaboration en annonçant dès 2018 une contribution de 25 millions d'euros, soit le mécénat le plus important jamais réalisé en faveur d'un établissement public (hors Notre-Dame). Aujourd'hui, Chanel poursuit son effort en apportant 30 millions d'euros supplémentaires pour accompagner la programmation. Quels sont les termes de ce partenariat ? Qu'attend Chanel de ce mécénat ? Parades, expositions, mode et pour la première fois de l'histoire du Grand Palais, la gratuité... Entretien croisé entre Didier Fusillier, son président, et Bruno Pavlovsky, président des activités mode de Chanel.

LE FIGARO. - Malgré un chantier colossal, vous êtes parvenu à ouvrir vos portes aux épreuves olympiques. Les images qui ont circulé dans le monde entier ont-elles donné une nouvelle dimension au Grand Palais ?

DIDIER FUSILLIER. - Absolument. Le Grand Palais était un monument central de la capitale ; avec cet été olympique, il est devenu une icône. Le *New York Times* et le *Los Angeles Times* nous ont même mis à leur une pour illustrer la puissance des Jeux dans Paris. On a redécouvert les lieux avec les épreuves d'escrime dans cette nef rénovee, mais aussi grâce aux images du cyclisme et du triathlon qui ont permis d'appréhender de l'extérieur



Moi qui viens du Nord, j'aime l'idée de parade, qui peut se décliner de la plus exclusive, tel un défilé Chanel, à la plus populaire

Didier Fusillier
Président de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais

le monument dans son intégralité. Contrairement à la tour Eiffel, par exemple, cette architecture est relativement basse, puisque d'un seul étage - certes, un étage de 43 mètres. Or, les images filmées par drone ont montré sa taille monumentale, car je rappelle qu'on peut y faire rentrer le château de Versailles ! Sa surface est même supérieure de 5000 mètres carrés... Mais c'est encore plus magique de voir le Grand Palais en vrai, ce bâtiment «neuf» de 124 ans, construit pour l'Exposition universelle de 1900. Tout a été repeint, les verrières ont été renouvelées, les canalisations et l'électricité entièrement refaites, 7000 mètres carrés de mosaïques au sol ont été restaurés... Nous avons aujourd'hui 43 ascenseurs, pas tous encore terminés, contre deux auparavant. Nous sommes dans quelque chose de hors norme : c'est le plus gros chantier de rénovation de monument jamais réalisé à Paris.

Premier événement de cette rentrée, le défilé de prêt-à-porter de Chanel, le 1^{er} octobre. Comment l'histoire de la maison a-t-elle commencé au Grand Palais ?

BRUNO PAVLOVSKY. - Nous défilons sous la coupole de la nef depuis 2005. Ici, nous avons lancé une fusée, érigé une tour Eiffel, reproduit les gorges du Verdon, monté un supermarché... Je me souviens avec émotion de la collection Paris-Bombay, en 2011, dans la galerie courbe encore en chantier où nous avions dressé un incroyable banquet. Karl Lagerfeld était passionné par son architecture. Il s'est d'ailleurs inspiré, pour les scénographies de nos défilés,



« Le Grand Palais a été conçu comme un palais des fêtes »

Propos recueillis par **Ariane Bavelier** et **Hélène Guillaume**

La parenthèse olympique vient de s'achever, un nouveau chapitre s'ouvre pour cette institution parisienne grâce au mécénat de Chanel. Rencontre exclusive entre son président, Didier Fusillier, et le président des activités mode de la maison de luxe, Bruno Pavlovsky.

des photographies qu'avait prises André Granet lors de grandes manifestations entre 1909 et 1948, les expositions du début du siècle, les salons automobiles, etc.

D. F. - Nous avons même eu des montgolfières en 1909, des avions en 1912 ! Les images de ces événements sont insensées. Cette créativité et cette élégance jamais tapageuse sont des valeurs chères au Grand Palais et font écho à la maison Chanel. Tout comme notre attachement commun au savoir-faire, à l'image de cette architecture ciselée - savez-vous que Cézanne et Matisse ont participé comme jeunes ouvriers à sa construction ? - et à celle des métiers d'art de Chanel qui font vivre la tradition par la création.

B. P. - Ce lieu unique en son genre est le seul aussi central et facile d'accès, et pouvant accueillir public et décors monumentaux. Il faut pour Chanel que le Grand Palais existe et qu'il existe longtemps. Or, pendant toutes ces années

de défilés, nous avons été témoins des longues discussions sur les autorisations, les enjeux de sécurité. Au-delà des questions de confort, d'isolation et d'ascenseurs, ce bâtiment n'a pas été conçu selon les normes actuelles. Dans nos intérêts, nous devions accompagner ce chantier, ce que nous avons fait à hauteur de 25 millions d'euros.

Aujourd'hui, nous poursuivons ce partenariat en donnant 30 millions d'euros qui seront versés sur cinq années et ont vocation à accompagner la programmation artistique et culturelle. Cette dimension culturelle est tout aussi importante pour nous. Je ne vous apprend pas que la plupart de nos concurrents ont leur propre fondation. Nous, nous n'avons pas de collections d'art à promouvoir, pas d'intérêt à agir sur le marché de l'art, mais Chanel a toujours été et restera un mécène de la culture, pour que rayonne Paris. Tous nos investissements sont liés à la création, c'est le cas évidemment dans nos

collections mais aussi dans le partenariat que nous avons noué avec le Palais Galliera-Musée de la mode de la ville de Paris et l'Opéra Garnier.

Vous êtes réputé pour être peu intrusif dans vos actions de mécénat, éviter par exemple les baches publicitaires sur les chantiers que vous accompagnez. Comment intervenez-vous dans la vie du Grand Palais ?

B. P. - Une maison comme la nôtre doit faire rêver et donner envie, nous sommes convaincus qu'il ne sert à rien de matraquer notre nom sur des baches publicitaires. Nous préférons accompagner des projets comme celui de JR à l'Opéra en juin dernier grâce à notre mécénat auprès de cette institution. Nous cherchons évidemment par ces mécénats à valoriser l'image de la maison, mais toujours dans le respect de la création. Ce qui est acté par notre partenariat avec le Grand Palais est notre accès privilégié pour nos quatre défilés annuels à la nef ou l'été, quand celle-ci sera occupée par des spectacles ou des expositions, aux galeries adjacentes, qui peuvent être tout aussi intéressantes. Nous avons cette exclusivité par rapport à d'autres grandes maisons, mais il est possible et même souhaitable que la mode y existe sous toutes ses formes, notamment par la jeune création. En revanche, en ce qui concerne la programmation, je serais bien incapable de faire le travail de Didier et ses équipes ! Évidemment, si un jour est programmé un artiste qui nous plaît particulièrement, nous ne nous interdirons pas de travailler ensemble. En résumé, Didier n'a aucune obligation de visibilité vis-à-vis de Chanel et Chanel n'a aucune prérogative sur les manifestations qui auront lieu ici.

Justement, Didier Fusillier, que pouvez-vous déjà nous dire de cette programmation ? Vous qui avez œuvré huit ans à la Villette, allez-vous reprendre l'approche culturelle ?

D. F. - Il n'est pas question de répliquer ce que j'ai déjà fait, ce n'est ni le même lieu, ni le même public. Pour reprendre l'excellente formule de Jean Nouvel : « tout dépend du contexte ». Le Grand Palais des Champs-Élysées, qui est son véritable nom, a été conçu comme un palais des fêtes. Pour moi qui viens du Nord, je crois profondément en cette vertu de la fête. Si l'on a peu d'argent et que l'on est une famille avec enfants, on peut être gêné de se rendre à une exposition ou au théâtre, mais jamais d'aller à une fête. J'aime l'idée de parade, remise au goût du jour par les Jeux olympiques. Elle peut se décliner de la plus exclusive - tel un défilé Chanel - à la plus populaire, comme celle à laquelle nous pensons dans le cadre de l'année du Brésil, l'été prochain. Plus largement, le mécénat de Chanel nous auto-

rise, pour la première fois dans l'histoire du Grand Palais, à ouvrir gratuitement au public plus de 4000 mètres carrés, c'est-à-dire ce qui est entre la nef et le Palais de la découverte. Il nous permettra aussi d'offrir à des artistes la possibilité de se produire dans cet espace hors norme. Ce seront des noms peut-être moins connus que ceux des grandes expositions qu'on peut voir ailleurs à Paris, comme la Japonaise Chiharu Shiota (du 11 décembre 2024 au 19 mars 2025), et pour le théâtre, Mohamed El Khatib, qui a triomphé cet été au Festival d'Avignon.

Vous renoncez donc aux grandes expositions comme celle de Picasso qui avait célébré la réouverture du Grand Palais en 1966 ou, après la restauration de la nef en 2005, la série des Monumenta qui a tant marqué les esprits...

D. F. - Qui malheureusement avait aussi marqué les finances. Ceci dit, on ne s'interdit pas les artistes très connus. Durant les travaux du Centre Pompi-



La dimension culturelle du Grand Palais est pour nous essentielle (...) Nous, nous n'avons pas de collections d'art à promouvoir, mais Chanel a toujours été un mécène de la culture pour que rayonne Paris

Bruno Pavlovsky
Président des activités mode de Chanel

dou, deux de nos galeries abriteront quatre expositions par an tirées de ses fonds, dont Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely en juin, et Matisse en 2026. Après le défilé Chanel, nous accueillons Art Basel et le sommet de la francophonie, en octobre ; Paris Photo en novembre ; l'immense patinoire sous la verrière en décembre... Je dis toujours que la force du Grand Palais, c'est son vide. À l'intérieur, on peut tout proposer, comme dans un shaker ! Des défilés, des expositions inattendues, des manifestations ouvertes sur la rue... L'éclatisme dans un grand mouvement artistique et populaire, fait partie de notre histoire. ■



En haut, la nef du Grand Palais dans ses habits neufs. Ci-dessus, la fusée Chanel pour le défilé de l'hiver 2017-2018.

La route serpente sous une voûte arborée, s'enfoncé dans des gorges sans soleil, resurgit pour révéler des paysages de conte de fées, magnifiques et inquiétants. Partout, la forêt sombre comme une âme en peine et quelques auberges aux noms évocateurs, comme Da gli Lupi (« Chez les loups »). Dans ce décor, une sorcière pourrait sortir du bois, son chaudron à la main, sans que nul n'en soit surpris. « On dit que l'Ombrie est le nombril de l'Italie. C'est une terre mystique, peu habitée, une terre sylvestre. Souvent, nous n'avons pas de réseau téléphonique. Nous sommes coupés du monde. Par certains côtés, la région est restée très médiévale; elle est imprégnée de la simplicité de la vie agricole. Le tourisme de masse n'est pas arrivé. Tout cela invite à la méditation. Et, parfois, les gens peuvent sembler étranges... », raconte, tout en conduisant, Francesca Morgantini, quadragénaire cosmopolite revenue vivre ici pour s'occuper des terres de sa famille. Et à l'occasion jouer la guide pour If Experience, une société montée par Filippo Cosmelli et Daniela Bianco, qui met en place des visites et des séjours extraordinaires sur mesure, dans la région et ailleurs.

Première halte du côté de Città della Pieve, au domaine Quintosapora, créé par Alessandro et Nicola Giuggioli, des Romains aussi jumeaux que Remus et Romulus. Tous deux vinrent s'isoler lors du premier confinement et s'installèrent définitivement dans le lieu de villégiature de leur enfance, où, dès leur plus jeune âge, un voisin paysan leur avait transmis le virus de l'agronomie. Il y a quatre ans, donc, ils acquirent trente hectares et créèrent un formidable jardin potager. Chez ces fous de diversité biologique, on découvre une multitude de variétés de tomates, de courgettes, d'aubergines, en passant par les melons amers japonais, ce fruit dont la consommation régulière augmenterait l'espérance de vie des Nippons. Quintosapora est un festival végétal de formes et de couleurs. « Nous avons ici la plus grande variété répertoriée au monde dans une ferme agricole », affirme Alessandro Giuggioli.

Cépage étrusque

Ici, comme dans quelques exploitations à la pointe du savoir, on a dépassé le stade de la culture bio, de la biodynamie, de la permaculture et des différentes certifications. « Ale » Giuggioli, qui œuvra longtemps dans le monde du cinéma, ne parle plus que de sols vivants, d'agroforesterie, de micro-organismes, de l'immense importance des champignons, de physique quantique, de fréquences, de biochar – un charbon végétal faisant office de puits de carbone... « Nous pratiquons une agriculture biomimétique, qui s'inspire du vivant pour s'inscrire dans la durée. » Au-delà des dogmes et des différentes écoles qui divisent parfois ces nouveaux agriculteurs, l'homme défend aussi un modèle économique : « Nous utilisons moins les tracteurs, nous achetons moins d'essence, nous utilisons plus de champignons donc moins de fertilisants. C'est une agriculture qui coûte moins et qui permet d'obtenir des produits de meilleure qualité. »

Dans un coin de la propriété, un hectare d'une vigne de toute beauté s'épanouit dans une carrière. « La vigne était abandonnée quand nous sommes arrivés. J'ai fait venir un vieil œnologue, une référence du monde de la viticulture, qui nous a conseillé de tout arracher pour planter du chardonnay et du sauvignon, c'est-à-dire des cépages internationaux. Ce que nous n'avons pas fait. Cela ne nous plaisait pas. Un autre spécialiste est venu. Avant toute



JARDIN DE SCARZUOLA, ALESSANDRO ZACCARO

Dans les jardins extraordinaires d'Ombrie

Stéphane Reynaud Envoyé spécial en Ombrie

Trésors botaniques, cités idéales, lieux ésotériques immergés en pleine nature... Ces sites du cœur de l'Italie détonnent par leur singularité et la personnalité hors norme de leurs propriétaires.



Ci-dessus : la cité idéale conçue par l'architecte milanais Tomaso Buzzi. En haut : le theatrum mundi, un ensemble d'édifices pensé comme un gallion flottant sur la campagne.

Ci-dessous : le domaine Quintosapora, où sont cultivés le cépage d'origine étrusque malmaturo ainsi que des légumes et des fruits oubliés.

chose, il a essayé de remettre le vignoble en état, en se gardant bien d'arracher quoi que ce soit. Et le mois d'octobre suivant la vigne a produit 6 tonnes de raisin ! » En fait, la vigne est composée de 25 cépages différents de toutes origines, dont un mystérieux malmaturo, identifié par un professeur de Pérouse comme une espèce d'origine étrusque dont les grains ne semblent jamais vouloir mûrir complètement. Des recherches tendent à démontrer que le malmaturo fut utilisé pour réaliser le premier vin rosé de l'histoire, à l'époque romaine. Il faut s'installer sur une des tables extérieures de la propriété devant un paysage de collines et de bois et goûter ce vin au goût antique, produit ici dans les trois couleurs. En blanc, il est sapide, avec de superbes notes citronnées dont la saveur change en fonction des espèces qui dominent aux alentours de la vigne. Les arômes de ce nectar changent donc chaque année.

En accord avec ses vins, Alessandro Giuggioli dresse des assiettes où sont mis en avant carottes, fleurs de courgette, fenouil et radis de la propriété pour un festival de saveurs pures. « Quand nous avons pu disposer de notre première récolte, nous sommes allés au marché de la ville pour présenter nos fruits et surtout nos légumes. Nous

étions très fiers. Nous avons installé notre étal mais les gens regardaient de travers notre production et semblaient très dubitatifs. Ce fut un énorme échec, nous n'avons rien vendu, s'amuse Alessandro Giuggioli. Nous avons changé de technique et nous avons décidé de distribuer gratuitement notre production. Les gens ont ainsi pu goûter, et au fil des semaines, petit à petit, ils sont venus s'approvisionner chez nous. » Quintosapora se développe. Les jumeaux partagent leur temps entre l'étude des nouvelles techniques agricoles, la recherche et la culture de variétés rares. D'autres passionnés les ont rejoints dans leur entreprise.

Changement d'ambiance à quelques kilomètres de là, à La Scarzuela, dans une autre vallée perdue du côté de Montegiove, au sud-ouest de Pérouse. Le rendez-vous a été pris suite à un échange de courriels avec Marco Solari, le gardien des lieux, car ce dernier n'a pas de téléphone. La Scarzuela tient son nom de la « scarza », une plante qu'utilisa saint François d'Assise pour faire un toit à sa hutte, lors de son passage ici. Devant, une source jaillit alors miraculeusement. Une église et un couvent franciscain y furent construits en 1282. Une fresque y représente le saint en lévitation. Mais les lieux ont largement évolué.

Tirer la chaîne de l'entrée de La Scarzuela. Attendre en admirant le paysage de collines alentour d'où émergent parfois, à un sommet, quelques hautes maisons en pierre rouge sombre ou un château.

Marco Solari ouvre la porte. Ce septuagénaire vit ici depuis des décennies. Après avoir œuvré dans différents domaines, la finance, la joaillerie, il a posé ses valises sur ce site pensé par son oncle, l'architecte Tomaso Buzzi (1900-1981), qui construisit ici sans l'achever sa cité idéale à côté de l'ancien couvent. Notre hôte nous guide dans la visite en gardant à la main un porte-documents abritant sous de vieux plastiques transparents les dessins du créateur Buzzi, de simples esquisses, parfois, qu'il a interprétées pour faire édifier les nouveaux quartiers de la ville théâtre.

Un univers ésotérique

Ceux qui risquent un : « Par où commence la visite ? » peuvent s'entendre répondre : « Sortez de vos cases, libérez-vous ! » La découverte de l'œuvre de Buzzi est un voyage mental ponctué par les éclats de rire mozartiens du maître de céans.

On accède au site après avoir traversé un jardin luxuriant, et déambulé sous une série de pergolas couvertes de glycines géantes. Surgit alors le Theatrum Mundi, un amphithéâtre baroque entouré de bâtiments merveilleux, avec pour toile de fond une campagne digne des peintures classiques. Sur cet océan de verdure vogue un gallion de pierre. En guise de proue se trouve la Gigantessa, un édifice en forme de buste de femme aux proportions généreuses. Plus loin, une évocation de la tour de Babel, des fresques, des escaliers empruntant à l'architecture antique, égyptienne ou de la renaissance. Une multitude de symboles ésotériques recouvrent les différents édifices. Autant de messages dont la lecture peut être facilitée par l'ingestion de produits hallucinogènes, si l'on en croit notre guide, qui se délecte en observant les réactions des visiteurs découvrant l'œuvre gigantesque digne d'une superproduction cinématographique de science-fiction. La Scarzuela est un lieu fantastique, une union entre une terre sauvage et l'imagination débridée d'un homme. « Elle se transforme en permanence, au gré des travaux que nous réalisons. Et puis, un jour, la nature envahira les lieux, les détruit pour créer quelque chose d'autre. » Et il éclate de nouveau de rire. La Scarzuela est aussi une mise en scène du caractère éphémère des œuvres humaines et du triomphe de la terre. Chacun en sort à la fois déboussolé et émerveillé. ■

<https://l'experience.com/>

La Scarzuela : Montegabbione, province de Terni. Quintosapora : Strada Comunale delle Caselle 36, 06062 Città della Pieve.



Jimmy Mohamed prend « le pouls de la France »

Damien Mercereau

Le médecin succède à sa consœur Marina Carrère d'Encausse à l'animation du rendez-vous médical de France 5.

Un temps menacé d'extinction, « Le Magazine de la santé » a finalement été sauvé par la direction du service public. Avec une formule revisitée et de nouveaux intervenants.

LE FIGARO. - Que nous réserve cette nouvelle version du « Magazine de la santé » ? JIMMY MOHAMED - L'idée est de garder l'identité d'une émission qui existe depuis un quart de siècle. Nous souhaitons que les gens aient plaisir à suivre ce rendez-vous - car la santé peut parfois être anxiogène -, en étant pédagogues et en ne culpabilisant personne. L'ambiance sera sérieuse et bienveillante à la fois.

Quelles seront les nouveautés ? Nous allons clarifier la lecture du magazine en commençant par un journal d'actualité médicale. Depuis le Covid-19, tout le monde parle de santé à la radio, à la télé comme dans les journaux ou sur internet. Nous allons apporter

notre expertise avec des spécialistes sur chacune de ces nouvelles informations. Nous aurons ensuite des chroniques et un dossier centré sur un sujet précis que je synthétiserai en quelques dizaines de secondes à la fin. Enfin, un format qui s'appelle « Le pouls de la France », où nous mettrons en lumière les initiatives positives en matière de santé.

Avez-vous eu votre mot à dire sur la constitution de votre équipe de chroniqueurs ? Oui, c'est une coconstruction. L'alchimie est indispensable autour de la table. J'ai plaisir à travailler avec tous les chroniqueurs et j'ai envie que tout le monde se sente à l'aise sur le plateau. J'ai ce rôle de médecin présentateur qui va mettre en avant chaque intervenant. C'est un ensemble vertueux.

Parmi les nouvelles recrues, il y a la journaliste de 80 ans Joëlle Goron, figure de l'équipe de « Frou-Frou » dans les années 1990... Nous avons la volonté de parler de la



MARIE ETCHEGOYEN/FRANCE TV

« Nous voulons que les téléspectateurs aient plaisir à nous retrouver sans être confrontés à un discours moralisateur », explique Jimmy Mohamed.

santé différemment, et, parmi le millier de sujets possible, il y a le bien vieillir. Joëlle Goron est une sacrée personnalité qui va déconstruire toutes les idées reçues autour du vieillissement.

Le sexologue Gilbert Bou Jaoudé, qui arrive dans votre émission, va-t-il continuer à être expert de « Mariés au premier regard » sur M6 ? À ma connaissance, il ne continue pas. C'est un médecin sexologue qui est l'un des meilleurs dans son domaine. Il a

cette capacité d'expliquer les choses avec beaucoup de clarté. Et la santé passe aussi par la sexualité.

Quels sont vos objectifs avec cette nouvelle formule ? Initialement, « Le Magazine de la santé », c'était Marina Carrère d'Encausse et Michel Cymes. Ils y ont mis leur touche personnelle, ont rendu le programme sympathique, et nous avions plaisir à retrouver ce duo. L'idée n'est pas de les copier, nous aurons notre propre style, mais nous voulons que les téléspectateurs aient ce plaisir à nous retrouver sans être confrontés à un discours moralisateur et culpabilisateur. J'ai envie d'associer une émission de service public tout en passant un bon moment.

Qu'avez-vous appris au contact de Marina Carrère d'Encausse, qui est aussi votre consœur ? Oui, elle est médecin et présentatrice. J'ai appris de son sérieux, de son sens de l'écoute et de sa rigueur. Elle accompagne ses chroniqueurs. Quand on a un moment de confusion, comme cela peut arriver, elle est là pour prendre le relais et relancer. Dans sa position de tour de contrôle de l'émission, elle est bienveillante et ne met pas la pression à ses équipes. C'est ce que j'ai envie de reproduire. ■

« Le Magazine de la santé » À 13h35, du lundi au vendredi sur France 5

« Follow » : sur la piste du tueur d'influenceurs

Constance Jamet

Cette série, à petits moyens, sur l'enquête d'une community manager de la préfecture de police de Paris, a tout d'une grande.

Après *Cœurs noirs*, *Salade grecque*, France 2 continue de piocher dans le catalogue de ses concurrents. Cette création de 13^e Rue à petits moyens, sur un tueur en série engagé dans un jeu de piste sur les réseaux sociaux, a tout d'une grande série. Elle est repartie, l'an passé, avec le premier prix du Festival de la fiction de La Rochelle.

L'enquêtrice amateur s'appelle Lena (Marie Colomb). Jeune stagiaire surqualifiée, archétype de la génération Z, elle est la community manager de la préfecture de police de Paris. Dans la boîte de messages du compte Instagram de l'administration, cette solitaire, qui se défoule sur les rings de boxe, découvre des missives du meurtrier qui

s'en prend aux influenceurs et que traquent les flics de la capitale. S'installe entre Lena et l'assassin un jeu de chat et de la souris fait de provocations et d'obsessions.

Lena saura-t-elle décrypter les indices avant que le piège ne se referme sur elle et que l'emprise ne soit trop forte ? « Sa position est d'autant plus précaire que les policiers apprécient peu les initiatives hors cadre de cette fonceuse qui préfère l'adrénaline à l'instinct de survie », décrypte son interprète Marie Colomb, découverte de la sublime et éprouvante Laëtitia de Jean-Xavier de Lesstrade. Et d'ajouter : « Lena est une fille assez fermée, qui dégage une impression de fragilité, alors qu'elle s'est construit une armure. C'est une héroïne

post #MeToo, pugnace, qui ne se démonte pas... Même si la vie l'a cabossée, l'irruption du danger introduit l'excitation qui lui manquait. Elle prend des risques inconsiderés pour découvrir ses limites et désactive tous les signaux d'alerte qui lui parviennent. Elle se précipite tête baissée dans les griffes du loup. » À force d'avoir une longueur d'avance sur les enquêteurs, Lena, également harcelée par un ancien petit ami, finit même par devenir une suspecte idéale...

Paris transformé en huis clos

Plein de ressources pour déjouer les contraintes de budget et de temps de tournage (35 jours pour six épisodes), le réalisateur Louis Farge imagine un Paris inhospitalier et froid, au ciel bas

d'hiver, à la Seine gonflée et aux bâtiments grisâtres. Le metteur en scène transforme la capitale en un huis clos cauchemardesque que Lena traverse en somnambule. Les bureaux de la préfecture semblent éclairés à la lueur bleutée tirant sur le vert des ordinateurs. Le moindre appartement ressemble à une souricière. Louis Farge cite David Fincher, les polars scandinaves ou encore *Le Silence des agneaux* comme matrice de cette atmosphère crépusculaire où les contrastes sont réduits au strict minimum.

Pas un épisode sans une séquence dans les boyaux du métro. L'étroitesse des rames tranche avec les immenses voûtes des stations. Le réseau souterrain de transports en commun devient

une métaphore des réseaux sociaux et de nos vies bien trop connectées.

Enchantés par cette collaboration, Louis Farge et Marie Colomb ont reformé leur duo pour *Culte*, qui arrive sur Amazon Prime le 18 octobre. Un profond changement de genre et d'échelle pour le tandem. La série, très réussie, raconte les coulisses de la création de l'émission « Loft Story » et la naissance, il y a vingt-trois ans, de la télé-réalité en France. Teinte en blonde platine, Marie Colomb est méconnaissable et totalement bluffante sous les traits de... Loana. ■

« Follow » À 21h05, sur France 2 Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

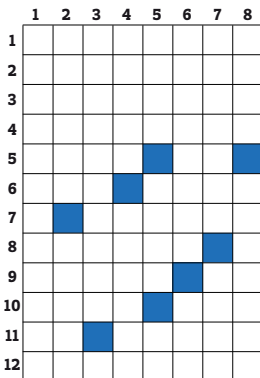
PROBLÈME N° 6705

HORIZONTALEMENT

1. Aspirants de vaisseau. - 2. Moment où l'on cherche à retenir la vedette. - 3. Sa production est bête comme chou. - 4. Remplaçames par une apostrophe. - 5. Berceau de la ratatouille. Source de nuisances. - 6. Regroupe d'anciennes républiques soviétiques. Sœur haut placée. - 7. Ont un petit creux. - 8. Don Juan d'Aragon chez Verdi. - 9. Porte la cornette. Note. - 10. Tintin au pays des soviets. Fossoyeuse des petits paysans. - 11. Dans l'immédiat. Place debout. - 12. Courtes pointes.

VERTICALEMENT

1. Abrite des Nordistes ou Espagnols orientales. - 2. Nous envoie aux bains. Vieux et incapable de se plier. - 3. On lui doit de surprenantes apparitions et disparitions. - 4. Allergique au cochon. Dont on a dit le plus grand bien. - 5. Ne perd jamais la boule. Numéro un. Sent parfois le bouchon. - 6. Célèbre Don Juan italien. Il prend des vers au fût. - 7. Située entre la Grèce et la Turquie. L'affection d'un chien. - 8. Engage. Membres d'une même famille.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6704

HORIZONTALEMENT 1. Fraiseur. - 2. Raclette. - 3. Atterris. - 4. Nie. Test. - 5. Cousin. - 6. INRA. Nui. - 7. Sa. Clerc. - 8. Aloise. At. - 9. Tic. Titi. - 10. Isée. Lev. - 11. Otarie. - 12. Nénettes.

VERTICALEMENT 1. Franciscan. - 2. Rationaliste. - 3. Acteur. Océan. - 4. Ile. Sacs. Ere. - 5. Serri. Let. It. - 6. Étrenne. Ilet. - 7. Utes. Urate. - 8. Restrictives.

LE FIGARO Jeux

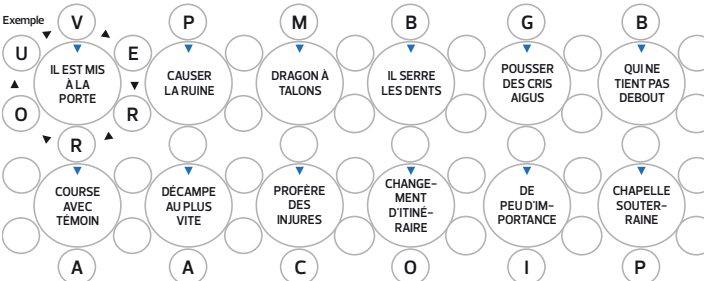
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



RONDE DES MOTS®

RCT JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

6 2 9 8 1 3 7 4 5	4 5 2 7 1 9 3 8 6	3 8 4 1 2 6 7 5 9
3 5 8 7 4 6 1 2 9	6 1 8 4 5 3 7 2 9	1 7 2 5 4 9 8 6 3
7 1 4 9 5 2 3 6 8	9 3 7 2 6 3 4 5 1	5 9 6 7 3 8 2 1 4
1 9 6 3 8 7 2 5 4	5 4 3 9 8 1 2 6 7	7 5 4 3 9 8 1 2 6 7
8 3 2 5 6 4 9 7 1	2 9 1 6 4 7 8 3 5	6 1 3 4 9 7 5 2 8
5 4 7 1 2 9 6 8 3	7 8 6 5 3 2 9 1 4	2 4 9 6 8 5 1 3 7
2 6 3 4 9 8 5 1 7	1 2 4 3 7 5 6 9 8	8 6 7 9 5 1 3 4 2
4 7 1 6 3 5 8 9 2	3 7 5 8 9 6 1 4 2	9 2 1 3 7 4 6 8 5
9 8 5 2 7 1 4 3 6	8 6 9 1 2 4 5 7 3	4 3 5 8 6 2 9 7 1

LETTRES EN PLUS
ANGORA - INTIME - FLÄNER - SAFARI.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
LIGNE (Arguer, tenter, renier, pédant, tribun).
JUSTE (Raout, dorer, prier, tueur, curie).

france 3

21.05
Les compères
Film, Comédie



Fra. 1983. Réal. : Francis Veber. 1h40.
Avec Gérard Philipe, Pierre Richard. Persuadés d'être chacun le père d'un jeune fuyeur, deux hommes aux tempéraments opposés, manipulés par une mère désespérée, se lancent à sa recherche.

22.45 Vaison-la-Romaine, mémoire d'une ville. Documentaire. 1h40.

SOLEIL : LEVER 07h20 - COUCHER 20h15 - PREMIER CROISSANT DE LUNE

MATIN

APRÈS-MIDI

T (en °C)

◐ < 10 ◐ 0 ◐ 10 ◐ 20 ◐ 30 ◐ 40

LE FIGARO TV
Île-de-France

12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Delphine
Emotte Cunci, présidente
de France Télévisions.
Interviewée par Nicolas Vollaize
et Damien Canivez.
19.00 Bienvenue
en Île-de-France.

21.00

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Dirty Dancing
Film. Comédie dramatique. EU. 1987.
Réal. : Emile Ardolino. 1h55. Avec
Patrick Swayze. Une adolescente
américaine, en vacances avec ses
parents, découvre la vie et l'amour
sur fond de danses endiablées.

23.20 De Dirty Dancing à Ghost : le
destin brisé de Patrick Swayze. Doc.

HISTOIRE 

19.55 Mystères d'archives. Doc.

20.50 La grande peste
Documentaire. GB. 2020. Réal. : Jamie
Simpson. 1h30. 2 épisodes. A travers
des histoires humaines poignantes
et à l'aide de méthodes scientifiques
d'avant-garde, des experts racontent
l'histoire de la peste.

22.20 La grande peste.
Documentaire. Les séquences.



Eugénie, première First Lady

Portrait de l'épouse de Napoléon III, suivi de «Parlez-moi d'histoire».

22h30 Le Club Le Figaro

Politique. Yves Thieard débat avec Pascal Perrineau, politologue, et les journalistes du Figaro Bertille Bayart, Jim Jarrassé et Paul Laubacher.

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT
en Île-de-France ou sur les box

SFR 468 Orange 345
Free 203 Bouygues 247

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/29	AMSTERDAM	14/20	ATHENES	21/29
BARCELONE	19/25	BELGRADE	22/27	BERLIN	17/21
BERNE	14/16	BRUXELLES	15/18	BUDAPEST	16/21
COPENHAGUE	18/20	DUBLIN	9/17	LISBONNE	17/25
LONDRES	14/17	MADRID	13/28	PRAGUE	16/23
RABAT	20/24	ROME	23/29	TUNIS	25/31

MARDI

Temperatures: 11/17, 12/18, 12/17, 9/18, 14/20, 18/25.

MERCREDI

Temperatures: 11/14, 12/15, 12/13, 14/15, 15/18, 16/24.

JEUDI

Temperatures: 7/14, 9/14, 7/12, 7/14, 10/16, 14/19.

la chaîne météo

Pour téléphone : **LIVE 24/24** sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

3201 CANAL+

RCI-Jeux

COL- LANTES TRANS- PORTÉE	MESURE DE TÊTE PAU- VRESSE	VARIEUSE OBJET PEU COMMUN	ENTRE- LACER POSSESSIF	DÉPÎT DE JEUNE ADJACENTE	FAIRE UNE REMISE DISTINGUE SAUCIS- SONS DE LYON	ARRIVÉE EN CE MONDE AIR	POSE DE TAPETES A SOUS L	FIÎT LE MOUTON DEFOR- MATIONS	IL SE JOUE SOUS SOL LANGUE DISPARUE ENTERRE	MEMOIRE D'UN ORI- NATEUR GLISSIERE	KILOGROS PRONOM TRES PER- SONNEL	POSSE- DENT UN BIEN UN DISQUE
MOT POUR RIRE CAUSER DU TORT	HEBETÉE DÉCOR- TIQUER	VENT CHAUD DU DESERT INFUSION				ELARGI DEUX CENTS A ROME	DIEU A SOUFFLE ENLEVER LE SUCRE		INTÉRIEUR D'UN CANON GRATIFIÉ		SYMBOLE DU PLATINE	
A PEINE SORTIES RONGEUR		DIAPHR C'EST LA		PÉRIODES SYSTÈME D'ECOUTE		VIN PEU COLORE BROSSE D'ORFÈVRE	ANCIENJE JOUR DE RECUPÉ- RATION	IL EST TRAVAILLE PAR LE PAYSAN		VIEUX TITRE	SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT	
VER DE VASE			CONSIGNES ÉCRITES D'ASIE					CALES EN FORME DE LETTRE BRUIT SEC		AU COUR- RANT DE LA MODE ACTUELLE		
IL IMITE LE MARBRE		ONT LA TROUILLE RADIUM AU LABO			RECOU- VERT D'UN MÉTAL PRÉCIEUX							
ALCALOÏDE				VARIÉTÉ D'OXYDE DE FER				TRAINER DANS LA BOUE				
AURA LE CRAN		LES ROIS DE L'OR- NOIR			IL N'EST PAS TOUJOURS HIMAN		IL N'EST PAS TOUJOURS HIMAN	PETITE SALLE DE PRO- ECTION				

Théo Curin ou l'éloge de la « normalité »



PAR
Anne Fulda

À 24 ans, l'ancien champion de natation est aux commandes, à partir de ce soir, de l'émission « Slam », sur France 3. Derrière le sourire, la démonstration d'une volonté hors du commun.

« **M**on métier aujourd'hui ? Je suis animateur télé, c'est fou ! C'était un rêve depuis tout gamin ! » Théo Curin plante ses yeux dans les vôtres et sourit. De son sourire qui éclabousse. De son sourire solaire qui a été vu par les quelque 10 millions de téléspectateurs qui ont regardé la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques et qui se souviennent sûrement de son arrivée, place de la Concorde, et de son « welcome to Paris ! ». Un accueil lancé comme un cri qui venait du fond des tripes. Debout sur ses prothèses de jambes, les bras ouverts, laissant voir ses extrémités amputées. Un sacré pied de nez pour celui qui avait renoncé en 2020 aux Jeux en dénonçant des règlements qui le désavantageaient. Et un souvenir inoubliable.

Nous le rencontrons, mercredi dernier, alors qu'il sort de la conférence de presse de rentrée de France Télévisions au cours de laquelle Delphine Ernotte a annoncé son arrivée à la présentation d'un jeu quotidien diffusé sur France 3, « Slam ». Un animateur « sans bras ni jambes » en charge d'une émission sur une grande chaîne, pas de doute, c'est une première. Une de plus, pour cette boule d'énergie, ce personnage hors du commun qui - outre ses exploits sportifs - a, entre autres déjà été l'égérie d'une marque de cosmétiques (Biotherm Homme) ou fait la une de magazines comme *Le Parisien Week-end* en 2019 ou *GQ*.

Autre nouveauté annoncée la semaine derrière, Théo Curin animera le 8 octobre prochain une soirée sur les aidants (sur France 5) avec Clémentine Célarie et Bruno Solo. « Une émission pour rendre hommage aux gens souvent dans l'ombre » qui aident les malades ou les handicapés. « Le tournage a été bouleversant. Un shoot d'amour. Juste merveilleux. C'est bien de montrer ça, parce qu'il n'y a rien de plus beau que deux personnes qui s'entraident. » Un thème qui lui tient à cœur, lui qui voue une reconnaissance et une admiration sans bornes à ses parents qui l'ont aidé à devenir celui qu'il est. Malgré les épreuves, les obstacles, la souffrance. Malgré cette méningite bactérienne foudroyante qui a entraîné, alors qu'il n'avait que 6 ans, à l'amputation de ses quatre membres. Ne comptez pas sur lui pour entendre ne serait-ce que le début d'une plainte. « J'ai vu mes parents galérer. Ma mère a été caissière pendant dix-sept ans (elle est aujourd'hui secrétaire). Ça, ce sont des métiers qui sont chauds, qui sont durs. Ça casse. Et pourtant, je n'ai jamais vu ni mon père (qui travaillait à la SNCF, en charge de la fibre) ni ma mère se plaindre pour aller au taf. Donc moi, quand je me lève pour aller faire un travail qui fait rêver, je n'ai pas le droit de me plaindre,

c'est merveilleux. On rigole, on ne saurait pas des vies ! »

Aujourd'hui, Théo Curin, dont la sœur travaille dans le secteur de l'aide à la personne, n'a plus envie de raconter les épreuves qu'il a surmontées, ce qu'il a dû encaisser. Le regard des autres, la maladie, l'hôpital, la rééducation. La compétition, le dépassement de soi comme outil de résilience. Le désir d'être le plus autonome possible. Il s'est construit dans la bataille, la bagarre. Grâce au travail, au dépassement de soi. Grâce aussi à une force mentale hors du commun. Des qualités que l'on pourrait oublier derrière le sourire. Tant à le voir ainsi deviser, répondre ses bonnes ondes positives et son optimisme, on oublie vite son handicap. Sa vulnérabilité. Ce qu'implique pour lui le moindre déplacement, en termes de préparation, d'anticipation des risques. Car malgré tout, il demeure à la merci

d'un faux pas, quand il marche avec ses prothèses de jambes, ou d'une blessure quand il participe à des compétitions sportives, en quête toujours de nouveaux défis.

Attablé dans un café-restaurant tout près de la Maison de la radio, celui qui, après avoir été l'un des grands espoirs des Paralympiques de Rio en nage libre, à 16 ans, s'est fait connaître du grand public en traversant à la nage le lac Titicaca (122 kilomètres à la nage dans une eau à 10 degrés), a encore des étoiles dans les yeux. Pensez, nous dit-il, Michel Drucker en personne - « un monument de la télé, comme Olivier Minne » - est venu lui « faire la bise », à la conférence de rentrée de France TV. Il en est encore tout ému. Il a même immédiatement envoyé la photo de lui à côté de l'animateur à ses parents.

« Le plus beau cadeau que l'on pourrait me faire c'est que, dans quelques années, je ne sois plus pour les gens "animateur handicapé"... »

Théo Curin
Ancien champion et animateur

On s'étonne : Michel Drucker, c'est un peu la génération de ses grands-parents, non ? Il se marre, explicite. Depuis qu'il est tout petit, il est fan de télévision. Logique : il a passé beaucoup de temps à regarder le petit écran avec ses parents. « Tout le monde veut prendre sa place », l'émission du midi, je la regardais avec ma mère quand je rentrais de l'école. Le soir, on zappait en permanence, on regardait tous les jeux télé possibles et imaginables. Le week-end, on regardait « Fort Boyard ». Et évidemment « Vive le dimanche ». Donc, il ne faut pas s'étonner si, lui qui est né en 2000 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle) a parfois des goûts un peu étranges. « De jeune vieux », comme rigole son producteur Mehdi Harbaoui qui a eu un coup de foudre amical et professionnel en rencontrant Théo Curin pour la première fois, il y a quatre ans. Oui, un jeune vieux... ce qu'il a traversé l'a fait grandir à pas de géant, lui a permis de

franchir des étapes à la vitesse grand V. Il a acquis, très jeune, une maturité d'adulte, consolidée par son engagement dans la compétition sportive.

Aujourd'hui, comme témoin encore Mehdi Harbaoui, Théo Curin assume en riant sa vie et ses goûts étonnants du haut de ses 24 ans. Il est à la fois complètement dans son époque, « hyperconnecté » et « aime les mots fléchés, va chercher son journal au kiosque, aime passer des soirées au calme avec un plateau télé devant "Fort Boyard" ». Mais surtout, il est concentré sur sa nouvelle carrière télévisuelle. Une reconversion qui s'est imposée progressivement. Elle a commencé alors qu'il avait 18 ans et faisait une petite chronique mensuelle dans le « Magazine de la santé » de Marina Carrère d'Encausse, s'est poursuivie notamment avec l'animation d'une émission originale destinée aux enfants de 8 à 12 ans, « T'es au top » (France 4), puis durant les JO de Paris, avec une chronique dans l'émission « Aux jeux, citoyens », présentée par Carole Gaessler (France 3).

Tres impressionné et marqué par l'ambiance extraordinaire des JO et des Jeux paralympiques qui viennent de s'achever (« Je n'avais jamais vu ça de ma vie pour une compétition paralympique. Moi, quand je nageais à l'époque, à part mes parents, mon oncle, et le maître de la ville à la rigueur, il n'y avait pas beaucoup de monde »), Théo Curin espère que l'élan ne se brisera pas. « Les Français ont vu pendant quinze jours que ces personnes handicapées étaient capables de faire des choses extraordinaires et qu'elles pouvaient les faire rêver autant que des athlètes valides. Mais maintenant, il va falloir faire un état des lieux sur ce que ces Jeux ont vraiment changé. »

Concerné au premier chef par les nécessaires progrès à réaliser encore en matière d'inclusion, Théo Curin n'entend pourtant pas devenir un porte-parole des personnes handicapées. « Le plus beau cadeau que l'on pourrait me faire c'est que, dans quelques années, je ne sois plus pour les gens "animateur handicapé", mais qu'on parle de moi comme d'un animateur lambda. » Un nouveau défi : l'éloge de la normalité... ■

ALEXANDRE ISARD - FRANCE TÉLÉVISIONS

LE FIGARO HOMMAGE

Alain Delon

1935/2024

NUMÉRO COLLECTOR

7€50 EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Médailles (mé-da-ll', Il mouillées) Décoration extérieure.

Les Jeux paralympiques se sont achevés avec, une nouvelle fois, un nombre considérable de médailles pour les athlètes français. Le mot vient de l'italien *medaglia* et désigne une pièce de métal à l'effigie d'un personnage illustre.

D'habitude, une médaille est frappée. Cette fois, ce sont elles qui ont frappé : l'opinion, habituée trop souvent à la déception, et donc résignée.

Et les médias ont pris le relais.

Il n'était pas écrit quelques semaines plus tôt que ces récompenses allaient pleuvoir : honnêtement, qui parmi les sportifs en lice avait a priori un profil de médaillé ? Elles parachèvent donc des efforts constants de la part de nos sportifs, valides et paralympiques : il y a dans ces belles pièces de métal quelque chose d'une médaille du travail accompli.

Évidemment, il se trouvera bien quelques grincheux pour exprimer leur aversion. C'est ainsi, toute médaille, si elle a son avers, a aussi son revers.

D'or, d'argent, de bronze, les médailles françaises sont donc aussi celles d'une résistance : au pessimisme général qui présida à la préparation de ces Jeux. ■